



cyberpresse.

LA PRESSE

YANN PERREAU

ARTS ET SPECTACLES
SUR LA ROUTE AVEC YANN PERREAU
PAGE 1

ACTUEL
MONTRÉAL EST-IL SALE ?
PAGE 1

CINÉMA
ÉCRIRE AU CAFÉ
PAGE 1

KEN SCOTT



LE TIRAGE DE LA PRESSE EN FORTE HAUSSE > PAGE A4

TROP ABSTRAIT, L'ÉCOLE

Les taux de décrochage au secondaire sont dramatiques, a révélé cette semaine le ministère de l'Éducation. Pour mieux comprendre le phénomène, La Presse a voulu donner la parole aux décrocheurs.

MARIE ALLARD

« Au secondaire, rien ne venait me chercher ni m'intéresser », dit

Guillaume Boudreau, 26 ans et toujours pas de diplôme en poche. Peu motivé par l'école, le jeune homme a décroché en qua-

trième secondaire, après la mort d'un de ses amis. « C'était quelqu'un d'important pour moi, ç'a chamboulé ma vie,

explique-t-il. Je me suis enfoncé dans le deuil. »

» Voir **ÉCOLE** en A2

AUTRES TEXTES

Le décrochage scolaire, un dossier en pages A2 et A3

Patinage artistique Les Russes encore maîtres de la danse sur glace



Les Russes Tatiana Navka et Roman Kostomarov ont remporté leur première médaille d'or en danse sur glace, hier, aux championnats du monde de patinage artistique, à Dortmund, en Allemagne. Les Montréalais Marie-France Dubreuil et Patrice Lauzon (notre photo), se sont classés au huitième rang. Les détails en page SPORTS 4.

Publicité tapageuse

Un proche des Hells et un proxénète ont participé à la campagne d'Alfonso Gagliano

ANDRÉ NOËL

Une entreprise dirigée par l'ancien chef d'un réseau de prostitution et financée par un proche des Hells Angels a fait de la publicité pour la campagne électorale du Parti libéral du Canada en 2000, a appris La Presse.

L'entreprise P.R. Média a fait circuler un camion Ford aux couleurs du PLC dans plusieurs villes du Québec en novembre 2000. Elle était dirigée par Pierre Gagnon, qui avait plaidé coupable huit mois plus tôt à des accusations de proxénétisme.

Le camion était immatriculé au nom d'Investissements R. Baillargeon. Le propriétaire de cette firme, Robert Baillargeon (dit Ti-Bras), est considéré comme un sympathisant des Hells Angels par la police. Il a été arrêté l'année dernière et accusé de prêt usuraire.

La Presse a obtenu une dizaine de photos du camion. La plupart ont été prises devant le local d'Alfonso Gagliano, alors ministre des Travaux publics et organisateur en chef du PLC au Québec, lors d'un rassemblement de ses partisans au local électoral de sa circonscription, à Saint-Léonard (est de Montréal).

» Voir **PUBLICITÉ** en A6

« Non, je n'irai plus voir de prostituées »

Robert Gillet tire les leçons de ses déboires judiciaires

SIMON CHABOT

Robert Gillet a tiré les leçons de ses déboires judiciaires et ne sollicitera plus les services de prostituées à l'avenir, a-t-il fait savoir à La Presse, hier, lors d'une entrevue téléphonique.

« Non, je n'irai plus voir de prostituées, a annoncé l'homme reconnu coupable jeudi d'avoir obtenu des services sexuels rétribués d'une prostituée de 17 ans et demi. J'ai toujours été un foireux, j'étais connu comme ça à Québec, mais j'ai vieilli. Je vais

être beaucoup plus sage que j'étais. »

S'il entend modifier certains de ses comportements, Robert Gillet plaide néanmoins pour la légalisation de la prostitution. « Je pense qu'il devrait y avoir dans les villes d'Amérique du Nord, comme dans

certaines villes d'Europe, des secteurs où les prostituées pourraient faire leur travail en sécurité. Je n'ai jamais rien eu contre la prostitution, mais je suis contre la prostitution juvénile et la pédophilie. »

» Voir **GILLET** en A4

La renaissance d'une ville sainte



ISABELLE HACHEY

ENVOYÉE SPÉCIALE
EN IRAK

NADJAF – La ville de Nadjaf est située à deux heures de route à peine au sud de Bagdad, mais elle semble pourtant à des années-lumière de la capitale irakienne. Des hommes barbus, coiffés de

turbans blancs, parcourent les rues trop étroites, étouffantes. Les murs terreaux sont couverts de banderoles noires sur lesquelles on a inscrit des prières aux morts.

Dans cette cité austère, pas question pour les femmes de sortir sans une longue abaya noire, même par une chaleur torride. Plusieurs d'entre elles portent des gants et un voile qui couvre entièrement leur visage. Pas un seul bout de peau n'est visible. Fantômes ou anges noirs, elles hantent les rues poussiéreuses de Nadjaf.

Rues qu'ailleurs dans cette contrée du pétrole, les commerçants utilisent encore des ânes rachiti-

ques pour transporter leurs marchandises au souk. Il y a bien longtemps que la ville a été baptisée Nadjaf, qui signifie « terre asséchée » en arabe. Mais c'est surtout sous l'ancien régime que la ville s'est tarie au point de suffoquer. Aujourd'hui, ses maisons basses sont décrépites, ses rues sont mornes et délabrées.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Avant la création d'une monarchie sunnite en Irak, en 1921, Nadjaf était l'équivalent pour les chiites du Vatican pour les catholiques.

» Voir **NADJAF** en A22

AUJOURD'HUI

Mirabel : le calvaire des expropriés
Il y a 35 ans aujourd'hui, le gouvernement Trudeau entamait le processus visant à exproprier 2700 familles afin de faire place à l'aéroport de Mirabel.
Page A 8

Un long silence qui n'étonne pas
Même si la plaignante contre Guy Cloutier affirme avoir subi ses premières agressions sexuelles en 1978, il n'y a rien de surprenant dans le fait qu'elle ait subitement décidé — après plus de 25 ans — de porter plainte.
Page A 12

Comment tenir ses promesses ?
Tous les contribuables se rappellent la promesse libérale : réduire les impôts. Une promesse difficile à tenir.
Page LA PRESSE AFFAIRES 1

SOMMAIRE	
Astrologie du jour	VACANCES 20
Avis et encans	ACTUEL 6, 7
Animaux	VACANCES 21
Bridge	VACANCES 21
Décès	PETITES ANNONCES 14, 15
Échecs	VACANCES 21
Feuilleton	VACANCES 20
Forum	A 26, 27
Horaire télévision	ARTS 14
Jardiner	MON TOIT 23
Loteries	A 6
Mots croisés	VACANCES 20
Observateur	VACANCES 20
Petites annonces	CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES 2
Trait d'union	VACANCES 19

Météo
Ciel variable, maximum 8, minimum 1, plus de détails en page ACTUEL 7



Floride 69\$



C'est un « coût » de départ !

Fort Lauderdale Orlando

jetsgo.net



Départs depuis Montréal. Prix web par trajet. Taxes et supplément en sus. Selon la disponibilité. Détails sur jetsgo.net.

LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Qui s'occupe des décrocheurs ?

Débordée, la DPJ pourrait se voir retirer cette responsabilité

MARIE ALLARD

Trop occupée pour se charger adéquatement des adolescents décrocheurs, la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) pourrait être déchargée de cette responsabilité d'ici la fin de 2004.

Un comité d'experts formé pour réviser la Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ) recommande en effet que l'absentéisme scolaire ne soit plus « un motif d'intervention en soi », tant il suscite la controverse.

À l'heure actuelle, les directeurs d'école ont l'obligation de signaler à la DPJ tout jeune de 16 ans et moins qui ne va plus en classe, après avoir avisé par écrit ses parents. Si bien que, en 2000-2001, les cas d'absentéisme scolaire ont représenté 1,4 % des signalements retenus pour évaluation, et 0,6 % des jeunes finalement pris en charge par la DPJ au Québec.

Le problème est que la vaste majorité des signalements sont rejetés avant de se rendre à ces étapes. Aux centres jeunesse de Montréal, de 600 à 700 signalements pour non-fréquentation scolaire ont été reçus depuis le 1^{er} avril dernier. Mais de ce nombre, seule une centaine de cas ont été retenus pour évaluation, et encore moins ont fait l'objet d'une intervention.

Paradoxalement, alors que la Loi sur l'instruction publique dit que les jeunes ont l'obligation de fréquenter l'école jusqu'à la fin de l'année scolaire pendant laquelle ils fêtent leur 16^e anniversaire, la DPJ est plus nuancée. « Selon la jurisprudence, la non-fréquentation scolaire n'est pas à elle seule un motif suffisant pour que la sécurité ou le développement d'un enfant soit considéré comme compromis, explique Nathalie Bibeau, adjointe au directeur de la protection de la jeunesse de Montréal. Il faut qu'il y ait un autre motif — par exemple agression physique, agression

sexuelle ou négligence parentale — pour que le signalement soit retenu. »

Un adolescent de 15 ans qui fait l'école buissonnière pour se joindre à un gang pourra être considéré comme en danger, ce qui entraînera une intervention. Un autre du même âge, tout aussi allergique aux bancs d'école mais sans troubles de comportement, sera quant à lui laissé à son sort par la DPJ, au profit de cas plus urgents à traiter.

La crédibilité de la DPJ est mise en cause

Résultat : les directeurs ont souvent l'impression de donner un coup d'épée dans l'eau en faisant les signalements. « Pour plusieurs directions d'école, cette situation mine la crédibilité de la DPJ », souligne-t-on sur le site Internet des centres jeunesse de Montréal.

« C'est un peu frustrant, reconnaît Lyne St-Pierre, directrice de l'école secondaire Lucien-Pagé de Montréal, où le taux de décrochage est

de 57,4 %. Quand on a tenté une, deux, puis trois stratégies pour ramener le jeune à l'école et que ça ne marche pas, c'est notre devoir de le signaler à la DPJ. Après ça, on n'a cependant plus beaucoup de moyens pour agir. On ne peut que suspendre l'élève, ce qui fait généralement son affaire ! »

C'est depuis 1981 que l'absentéisme peut être considéré, en protection de la jeunesse, comme un motif d'intervention. Dès l'année suivante, la commission Charbonneau estimait qu'il devait plutôt revenir au ministère de l'Éducation d'aider les décrocheurs, mais il n'y a pas eu de suite à cette recommandation. En 1992, le groupe de travail Jasmin est revenu à la charge en dénonçant l'absence de consensus sur la question.

Rien n'a changé depuis. « Malgré les progrès constatés, les signalements pour absentéisme scolaire continuent de susciter la controverse », souligne-t-on dans *La protection des enfants au Québec : une respon-*

sabilité à mieux partager, le rapport déposé en février par le comité d'experts chargé de la révision de la loi.

Pour mettre fin au débat, le comité conseille de prendre en considération l'absentéisme dans l'évaluation d'un cas, sans en faire un motif d'intervention en soi. Cette recommandation — comme les autres qui ont été formulées — est maintenant soumise à diverses consultations en vue de l'élaboration d'un projet de loi apportant des changements législatifs.

Reste à savoir qui prendra le relais du DPJ. « Ces dossiers pourraient être assumés par les CLSC si les ressources nécessaires y étaient investies, suggère Sylvie Fortin, directrice des programmes à l'Association des CLSC et des CHSLD du Québec. À l'heure actuelle, seuls les jeunes qui ont de gros problèmes de comportement sont rattrapés, alors qu'il y en a plein d'autres qui décrochent. Ceux-là passent dans les mailles du filet, faute de moyens. »

Trop abstrait, l'école

ÉCOLE suite de la page A1

L'histoire de Guillaume n'a rien d'extraordinaire. Cette semaine, le ministère de l'Éducation (MEQ) a révélé que seuls 57,5 % des jeunes qui ont commencé le secondaire en 1998 ont obtenu un diplôme (général ou professionnel) cinq ans plus tard. Chez les garçons, moins de la moitié — soit 48,9 % — y sont arrivés.

Bien sûr, tous ne décrochent pas de l'école à tout jamais. À 19 ans, 72 % des jeunes Québécois (dont 64,6 % des garçons) ont un diplôme d'études secondaires. Cela en laisse tout de même 28 % sur le carreau.

Guillaume a tenté un retour à l'éducation des adultes, sans succès. « Il n'y avait que des bums là-bas, dit-il. Ça ne me tentait pas de me lever le matin pour aller me faire taxer. » Déçus, ses parents lui ont demandé de se trouver un emploi et de payer une pension. « J'ai fait toutes sortes de petites jobines, se rappelle-t-il. J'ai été serveur, j'ai travaillé pour des festivals. Mais ça commençait à être dur. J'avais envie de faire un boulot que j'aime. »

Aujourd'hui, il est toujours officiellement sans diplôme ni emploi, mais il ne manque plus d'enthousiasme. Sélectionné comme participant au projet d'intégration socioprofessionnel CyberCap, il vient de réaliser un dessin animé publicitaire de 35 secondes pour le site Internet de VIA Rail.

Difficile de croire que le clip, très réussi, n'a pas été fait par un professionnel, mais par un décrocheur portant un anneau à l'oreille. « Guillaume est exceptionnel, il est très bon en son et en graphisme, note Christian Grégoire, directeur général de CyberCap. Il suffisait de lui donner l'occasion de démontrer ses talents. »

La vie sans CV

Situé dans de beaux locaux au coeur de la Cité du multimédia

de Montréal, le centre CyberCap a accueilli 240 jeunes décrocheurs depuis son ouverture, à l'automne 2000. Pour participer au programme d'une durée de six mois, il faut avoir de 18 à 25 ans, ne pas avoir terminé le secondaire, ne pas avoir d'emploi et — condition encore plus essentielle — avoir envie de se prendre en main.

« Quand ils arrivent ici, plusieurs jeunes n'ont même pas de curriculum vitae », dit M. Grégoire. Inactifs depuis au moins deux ans dans la plupart des cas, ils touchent des prestations d'aide sociale ou d'assurance emploi, ou encore ils sont sans revenu.

« Nous nous servons de l'intérêt qu'ils ont pour le multimédia pour intervenir auprès d'eux et développer leur employabilité », explique le directeur général. Doté d'un budget annuel de 750 000 \$, le projet est principalement financé par Emploi-Québec.

La formule plaît. « Ici, j'apprends plein de choses, même si CyberCap n'a rien à voir avec l'école, témoigne Vincent Seni, un participant de 20 ans. Les chargés de projet n'ont pas la mentalité des profs, ils sont proches de nous, nous écoutent et nous encadrent. En même temps, ils nous permettent de développer notre autonomie. »

« Le multimédia est un prétexte pour immerger les jeunes dans la réalité, fait valoir M. Grégoire. Ils doivent être ici de 8 h 30 à 16 h 30, du lundi au vendredi, et comprendre qu'ils ont des clients qui ne les excuseront pas s'ils n'ont pas fini leur projet à temps. »

Au cours des trois premiers mois, chaque groupe de 16 participants apprend à utiliser les logiciels utilisés dans l'industrie du multimédia, tels *Flash* et *Photoshop*. La deuxième partie de leur parcours est plus pratique puisque tous réalisent des projets pour des clients externes.

« On a de vrais clients et de



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

Guillaume Boudreau, 26 ans, est étudiant au programme d'intégration socioprofessionnelle à CyberCap. Il a produit un vidéo pour VIA Rail.

vraies réunions, c'est beaucoup plus concret que l'école », souligne Jonathan Poulin, 23 ans, qui rêve maintenant de devenir infographiste ou publicitaire. « Comme on a l'impression d'avancer en venant ici, ce n'est jamais dur de se lever le matin », ajoute Jimmy Victor, lui aussi âgé de 23 ans.

Neuf participant sur 10 sont des garçons, mais chacun a sa propre histoire. Jimmy, un grand Noir très sympathique, a abandonné l'école en cinquième secondaire, pour des raisons financières. « Je n'étais pas tanné, j'avais besoin de sous, dit-il. Il a fallu faire un sacrifice. Il est vrai que dans la vie on a toujours le choix, mais des fois ces choix sont restreints. »

Après avoir exercé des petits boulots — il a été installateur de

climatiseurs, livreur et conducteur de chariots dans un entrepôt — Jimmy en est venu à avoir l'impression de faire du surplace. « Je gagnais de l'argent, mais pas assez pour économiser », explique-t-il.

« J'ai aussi essayé d'aller à l'éducation des adultes, mais sans encadrement je n'y arrivais pas, note-t-il. Depuis que je suis ici, j'ai enfin l'impression de prendre un raccourci après avoir fait un détour. »

Une « année sabbatique »

David Guèvremont, 18 ans, évoque quant à lui « des problèmes avec la direction » de son école secondaire pour expliquer son décrochage, il y a deux ans. « J'ai pris une année sabbatique, puis j'ai décidé de trouver quelque chose en informatique, parce que

je suis fanatique des ordinateurs, indique-t-il. Pour ne pas que je décroche, il aurait fallu que je puisse faire moins de matières scolaires à l'école. Faire du multimédia à longueur de journée, c'est ce que je veux ! »

CyberCap a un taux de succès de 70 %. Les deux tiers des jeunes qui réussissent le programme trouvent un emploi, tandis que l'autre tiers reprend le chemin de l'école. Seuls 30 % des participants abandonnent en cours de route ou retournent à la case départ.

« Quand ils partent d'ici, les jeunes ont tous un portfolio et un CV qui contient trois ou quatre expériences professionnelles, dit M. Grégoire. C'est de l'or en barre pour eux. Dans ces cas, on sait qu'on a redonné de l'espoir à des jeunes qui n'en avaient plus. »



202/45/42A

.com la voir grandir

Profitez de nos tarifs réduits pour voyager en Amérique du Nord.

Air Canada est maintenant le chef de file des bas tarifs aller simple pour toutes les grandes villes canadiennes et américaines.

Bas tarifs Web Tango de tous les jours, aller simple de Montréal à partir de:

72\$
HALIFAX

74\$
TORONTO

158\$
CALGARY

158\$
EDMONTON

188\$
VANCOUVER

109\$
NEWARK
NEW YORK

154\$
FORT LAUDERDALE
MIAMI/TAMPA

169\$
BOSTON

193\$
LAS VEGAS

284\$
LOS ANGELES
SAN FRANCISCO/SEATTLE

Le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs pour les vols au pays.

Réservez sur aircanada.com et obtenez un mille Aéroplan^{MD} supplémentaire pour chaque tranche de trois dollars dépensés pour vos voyages au Canada et aux États-Unis. Ou téléphonez à votre agent de voyages.

aircanada.com
.com c'est pas cher



LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

La vie sans diplôme

Ils ont décroché des études il y a 10, 20 ou même 40 ans. Sans diplôme d'études secondaires, ils ont fait leur petit bonhomme de chemin et s'estiment aujourd'hui plutôt satisfaits de ce qu'ils ont réussi à faire de leur vie. Oui, il y a une vie après le décrochage. Mais même s'ils ne regrettent rien, les décrocheurs de tout âge ont le même conseil à donner aux jeunes : ne suivez pas notre exemple.

KARIM BENESEAIEH

Ils sont plus de 1,6 million au Québec, selon le recensement de 2001, à avoir abandonné les études avant d'avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires. Ils représentent en fait plus du quart — 27,7 % plus précisément — des Québécois âgés de plus de 15 ans.

De la barmaid Suzanne Blondeau, 60 ans, à Benoît Lalonde, installateur de manèges de 29 ans, que *La Presse* a rencontrés, ils occupent un large éventail de petits boulots ou d'emplois gratifiants, lancent une compagnie, font des détours par le chômage et l'aide sociale.

Et jugent s'en être bien tirés, malgré tout.

Mais avis aux jeunes d'aujourd'hui qui seraient tentés de faire la même chose : il faut être fait fort pour sortir des sentiers battus et arriver à survivre.

Richard Lampron, 50 ans, s'est arrêté en troisième secondaire. « En ce temps-là, c'était une 10^e année. Il fallait que j'aide mes parents : mon père était invalide, ma mère était à la maison, on était six enfants. Alors il a fallu que je lâche l'école à 16 ans pour aller travailler. »

Pendant quatre ans, il a été livreur pour un dépanneur — « Je gagnais une *piasse* et quart de l'heure » — et a ensuite décidé de suivre des cours de boucherie. Il a d'ailleurs fini par ouvrir son propre commerce dans ce domaine. Il y a perdu un doigt et tout son argent. « J'avais acheté ça avec quelqu'un qui prenait le cours avec moi et lui, à un moment donné, je ne sais pas ce qui s'est passé, il a tout mis à son nom et j'ai tout perdu. Ça a duré un an et demi. »

Sans diplôme, il a tout de même réussi à se faire embaucher dans des entreprises offrant de bonnes conditions et des salaires de près de 30 \$ l'heure.

Il est aujourd'hui au service d'une entreprise d'entretien ménager qui s'occupe de plusieurs marchés publics à Montréal. « Est-ce que je regrette, maintenant, de ne pas avoir obtenu mon diplôme de cinquième secondaire ? Oui et non. J'aimais l'école, j'aurais continué. Même aujourd'hui, je pense y retourner. »

Mais les regrets s'effacent devant le bilan d'une vie professionnelle qu'il estime satisfaisante. « J'ai vécu avec ce que j'avais. On ne vit pas tout le temps gras, mais on vit

avec ça. Et puis, il fallait faire vivre ma famille. »

Stress des études et du travail

Âgé de 45 ans, André Larouche, lui, n'a même pas terminé sa deuxième année secondaire. Il n'avait tout simplement pas le choix, laisse-t-il tomber.

« Disons que je n'étais pas très heureux dans ma famille, alors je cherchais le moyen de m'échapper. Je suis allé sur le marché du travail. C'est ça qui a fait que j'ai lâché les études. » Pendant 20 ans, il a travaillé dans la restauration, d'abord comme plongeur, puis comme aide et enfin comme cuisinier. Depuis six mois, il n'a plus rien.

« J'ai l'assurance-chômage, mais ça ne me donne même pas le montant de l'aide sociale. J'ai une partie de chômage, 214 \$ par 15 jours, et 96 \$ par mois d'aide sociale. »

Il a bien essayé un retour aux études il y a 10 ans, mais il a échoué. « Lorsque tu n'as pas une ambiance qui te permet d'être disposé à faire des études... Tu as le stress du travail, le stress des études, le stress nuit beaucoup pour pouvoir être concentré sur les études. En plus du stress familial, car j'ai une famille problématique. »

Réal Miville, lui, n'a aucun regret. Le Gaspésien de 41 ans a tout lâché en deuxième secondaire pour une simple et bonne raison : « Je n'aimais pas l'école. Je n'avais pas de misère, je n'aimais pas ça, tout simplement, rien pantoute. »

Il a fait « un peu de tout », travaillé dans des ateliers de carrosserie, offert ses services comme peintre et travaille maintenant dans une buanderie. « Je n'ai aucun regret d'avoir lâché. Je vis bien, je n'ai pas à me plaindre. Ce n'est pas un problème de décrocher, c'est un choix personnel. »

Cela dit, il avoue avoir été chanceux et encourage fortement ses deux jeunes enfants à persévérer dans leurs études. « Avant, la vie était pas comme ça. Pour avoir de l'ouvrage aujourd'hui, il faut que t'aies une cinquième secondaire pour avoir un bon salaire et tout le kit. »

À 60 ans, Suzanne Blondeau travaille toujours comme barmaid, un métier qu'elle a découvert sur le tard et qu'elle affirme adorer. Elle, c'est plutôt le faible niveau de l'école publique qui a sonné le glas de ses études. « J'ai fait jusqu'à ma huitième année, je devais



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

Pour Richard Lampron, 50 ans, les études secondaires se sont arrêtées à la troisième année. Il est aujourd'hui employé dans une entreprise d'entretien et estime s'en être bien tiré.

avoir 13 ans quand j'ai lâché l'école. J'étais au couvent comme pensionnaire et, quand je suis arrivée à l'école ici, à Sainte-Jeanne-d'Arc, j'étais trop forte. Alors j'ai lâché. »

Son seul regret, c'est d'avoir perdu 22 années de sa vie dans un emploi qu'elle a détesté, une fabrique de biscuits de l'est de Montréal. « Mais dans ce temps-là, quand j'étais pauvre, j'avais pas le choix, tu travaillais, fallait que tu gagnes ta vie et c'était juste des manufactures. »

Une année en deux temps

Des cinq personnes dont *La Presse* a tracé le portrait, Benoît Lalonde (nom fictif), 29 ans, est le plus jeune et a manifestement connu le plus de mésaventures. Il a d'ail-

leurs demandé à conserver l'anonymat pour ne pas avoir de problèmes avec l'assurance-chômage.

« J'ai terminé ma quatrième secondaire en maths. Quand j'ai lâché le secondaire régulier, j'habitais avec mes parents dans le nord, à Mont-Rolland. Mon père s'était fait arrêter, il était en prison, je suis revenue à Montréal avec ma mère. » C'est là qu'il a commencé à délaissier les cours pour de petits boulots dans des restaurants ou à la station de ski de Saint-Sauveur. « Quand je suis arrivé à Montréal, je suis tombé dans la consommation, je prenais de la coke ou de l'héroïne. J'ai été sur l'aide sociale à 19 ans. À un moment donné, j'ai fait de la prison, une histoire de bris de probation. » Aujourd'hui,

son année est divisée en deux parties. À partir du mois d'avril, il installe des manèges dans des fêtes foraines un peu partout au Québec.

À l'automne, il revient à Montréal, encaisse son chèque d'assurance-emploi et boucle ses fins de mois en offrant notamment ses services comme *squeegee*. S'il avoue fumer sa dose de « pot » tous les jours, il assure en avoir terminé avec les drogues dures.

Mais il est loin de tracer un portrait sombre de sa vie. Bien au contraire. « J'ai 29 ans, j'ai une copine depuis un mois et demi, je n'ai pas d'enfants. L'argent que je gagne, je l'ai encore au matin au lieu d'aller le boire ou le *sniffer*. Je suis allé en Europe, j'ai fait la France, l'Espagne, j'ai fait Vancouver, New York, je me suis promené pas mal. J'ai une bonne expérience de vie. »

Il se décrit comme « très débrouillard » et estime qu'il n'est pas handicapé par l'absence de ce fameux diplôme. « Ce qui me bloquerait plutôt l'avenir, c'est d'avoir un casier judiciaire. Certaines entreprises font des enquêtes avant d'engager. Mais j'ai eu des formations quand j'ai travaillé dans un CLSC. Ces formations-là, il faut aller à l'université pour les avoir. »

Conseillerait-il son cheminement à un jeune tenté par le décrochage ? Pas vraiment. « J'ai une nièce de 12 ans pour qui je suis un héros et je n'arrête pas de lui répéter qu'il faut être fait fort pour mener la vie que je mène. Je lui dis sans cesse d'obtenir son diplôme de secondaire. »

Les cinq personnes interrogées par *La Presse* sont d'ailleurs unanimes : la vie est nettement plus simple quand on a terminé ses études secondaires.

« Les employeurs savent qu'il n'y a pas beaucoup de travail, alors non seulement ils veulent avoir des gens avec une certaine compétence, mais en plus, ils ne les payent même pas en conséquence, dit André Larouche. Ça prend un diplôme mais ils veulent te payer au salaire minimum. »

Pour Richard Lampron, ce n'est pas tellement le décrochage qui est un problème mais le manque de confiance des employeurs envers les jeunes travailleurs.

« Il faudrait peut-être que les employeurs se disent que ce n'est pas nécessaire d'avoir un diplôme pour réussir. Qu'ils donnent la chance aux jeunes de montrer ce qu'ils sont capables de faire. »

Car même dans un bar, ajoute Suzanne Blondeau, les diplômés sont devenus un atout.

« Sur 10 candidates, les filles qui se présentent sont toutes belles, elles sont toutes fines... et c'est sûr qu'on va prendre celle qui a le plus de scolarité. »

Les décrocheurs en quatre temps

KARIM BENESEAIEH

Peu d'êtres humains ont fait l'objet d'autant d'études que les décrocheurs depuis 30 ans. On les a jaugés statistiquement, on les a évalués sous toutes les coutures, on sait un peu mieux comment détecter les jeunes à risque.

De là à prétendre qu'on sait maintenant comment les empêcher de décrocher, il y a un large fossé qu'aucun chercheur sérieux n'est prêt à franchir.

« On connaît bien les grands facteurs qui prédisposent à l'échec ou à la réussite, dit Michel Janosz, professeur à l'École de psycho-éducation de l'Université de Montréal. Certains, comme la pauvreté ou la réussite scolaire en tant que telle, sont plus importants que d'autres. Mais à l'intérieur des grands facteurs, il y a toutes sortes de trajectoires et c'est ce qui fait que la prévention du décrochage n'est pas si simple. »

Qui est le décrocheur type ? Il provient plus souvent d'une famille monoparentale. Ses parents sont moins scolarisés, il habite plus souvent avec son conjoint ou sa conjointe et a un ou des enfants à charge.

C'est du résumé en un résumé un peu court, ce qu'on apprend à la lecture de l'une des études comparatives les plus complètes jamais produites sur le sujet au Canada. Publiée en janvier 2002 et intitulée *À la croisée des chemins*, cette recherche commandée par

Statistique Canada est basée sur les réponses fournies par plus de 22 000 jeunes de 18 à 20 ans.

On y apprend que 31,9 % des décrocheurs proviennent d'une famille monoparentale, contre 15,9 % des diplômés. Leurs parents sont nettement moins scolarisés, 26,9 % n'ayant pas de diplôme secondaire, contre 8,7 % des parents des diplômés.

Les mères des décrocheurs occupent généralement (à 35,8 %) un emploi en « ventes et services », tandis que les pères, à 41,1 %,

Qui est le décrocheur type ? Il provient plus souvent d'une famille monoparentale. Ses parents sont moins scolarisés, il habite plus souvent avec son conjoint ou sa conjointe et a un ou des enfants à charge.

occupent un emploi dans la catégorie « métiers, transports et opérateurs d'équipements ».

En ce qui concerne les résultats scolaires durant la dernière année à l'école, les décrocheurs, sans surprise, ont obtenu des notes plus faibles : 34,8 % d'entre eux ont reçu des notes entre 60 et 69 %, alors que ce taux est de 13,6 % chez les diplômés.

Trop ou pas assez de travail

Le redoublement a également une incidence très forte sur le risque de décrochage : 33 % des décrocheurs avaient en effet dû reprendre une année au primaire, contre

seulement 5,9 % des diplômés. Globalement, les décrocheurs participent moins aux activités parascolaires, estiment plus souvent que l'école est une perte de temps et affirment faire le moins de travail possible.

Curieusement, travailler un nombre modéré d'heures par semaine, de une à 19 heures, est plutôt prometteur pour devenir diplômé. Travailler 30 heures et plus ou pas du tout, par contre, est associé au décrochage. Enfin, les décrocheurs vivent trois fois

plus souvent avec leur conjoint (16,3 % contre 5,3 %) et ont sept fois plus souvent un ou des enfants à charge (13,8 % contre 1,8 %) que les diplômés.

On ne s'est pas penché dans cette étude sur le profil linguistique ou ethnique des décrocheurs.

« Depuis les années 60, les chercheurs qui se sont intéressés au phénomène du décrochage tombent toujours sur les mêmes facteurs, note le professeur Janosz. Mais on a beau avoir ce portrait type du décrocheur, les jeunes qui décrochent ne sont pas tous identiques. Ils ont des motivations différentes, ils ne sont pas

pareils et n'ont pas la même expérience. Il y a beaucoup d'hétérogénéité. »

Des discrets aux désengagés

Le groupe de chercheurs dont fait partie M. Janosz a plutôt établi quatre profils, quatre « trajectoires » de décrocheurs qui rendent mieux compte de la complexité du phénomène pour le contrer. « On doit faire du sur-mesure, le prêt-à-porter ne fonctionne pas, estime-t-il. On doit avoir un regard nuancé sur les grandes enquêtes qui nous donnent les grands facteurs, mais qui manquent de sensibilité pour nous guider réellement dans les interventions. »

Dans le premier groupe de décrocheurs, étiqueté « les discrets », les jeunes sont plutôt motivés et trouvent l'école importante. Ils ont de bonnes habiletés sociales, mais leurs parents sont peu scolarisés et ont plus souvent des difficultés financières. Ils représentent 40 % des décrocheurs.

À l'autre bout du spectre, le deuxième groupe, « les jeunes en difficultés d'adaptation », ont des problèmes dans à peu près toutes les sphères de leur vie. Ils représentent également 40 % des décrocheurs.

« Ils ont des problèmes de délinquance, des problèmes de drogisme, des problèmes avec les parents, des parents qui ont des problèmes, explique M. Janosz. Ce sont des jeunes bien connus

du réseau. » Les 20 % de décrocheurs restants se divisent à peu près également en deux groupes. Les « sous-performants » n'ont pas de problèmes de comportement mais ont de piètres résultats scolaires et accumulent les retards.

Les « désengagés », eux, sont démotivés mais obtiennent tout de même de bons résultats. « C'est le genre de petit gars ou de petite fille qui a manqué quelques cours, et qui s'en fout un peu. Quand l'examen arrive, il demande le cahier d'études à son *chum* 10 minutes avant et arrive malgré tout à avoir une bonne note de passage. Donc, de bonnes habiletés cognitives malgré le fait qu'il soit démotivé. »

Certaines nomenclatures, précise M. Janosz, ont également détecté un groupe de jeunes qui ont plutôt des « problèmes intérieurs » de type dépressif.

« Je soupçonne que, dans mon groupe de discrets, j'en ai de ce type. »

Les grandes études statistiques sont tout de même utiles puisqu'elles permettent de mieux prévenir les causes du décrochage, dit-il.

« Si on travaille à réduire la pauvreté, si on aide les parents à avoir de meilleures conditions de vie, on sait qu'on va avoir des effets sur la population en général. Mais il faut penser à appliquer des stratégies d'intervention qui sont différentes et mieux ciblées. »

ACTUALITÉS

Importante augmentation du tirage et du lectorat de La Presse

NADbank¹, un organisme indépendant à but non lucratif qui mesure le lectorat des quotidiens au pays, a divulgué hier des résultats qui démontrent une nette progression du nombre de lecteurs de *La Presse* en semaine. En effet, les plus récentes données certifiées que 18 000 nouveaux lecteurs lisent *La Presse* du lundi au dimanche. Ces résultats, bien qu'ils soient positifs, méritent cependant d'être mesurés avec circonspection puisque les données NADbank ont été recueillies, dans une très large mesure (85 %), à une période antérieure au lancement de la nouvelle *Presse*.

Depuis le 7 octobre, plusieurs initiatives ont été mises de l'avant à *La Presse*, notamment avec le lancement de nouveaux contenus, de nouveaux cahiers et avec l'arrivée d'une qualité d'impression à la fine pointe de la technologie.

Croissance accrue et sommet historique le dimanche

Pour mieux mesurer la progression de *La Presse* depuis le 7 octobre et mieux comprendre la réalité actuelle, il est d'avantage pertinent de tenir compte des plus récents résultats de l'Audit Bureau of Circulation², une référence nord-américaine dans ce domaine.

Ces résultats démontrent que le tirage total de *La Presse* a connu une hausse de 12 % en semaine (total de 205 110 exemplaires) et

de 7 % le samedi (total de 287 206 exemplaires). Autre bonne nouvelle, la livraison du dimanche atteint aujourd'hui un sommet historique, en progression de 10 %, pour un total de 217 615 exemplaires.

Les augmentations très significatives enregistrées par *La Presse* confirment l'enthousiasme de nos lecteurs, toujours plus nombreux à apprécier la qualité et la diversité de notre contenu. Elles témoignent également de la pertinence des actions récemment mises de l'avant, notamment la création de nouveaux cahiers et le recours à une technologie d'impression exceptionnelle.

Cette hausse globale est d'autant plus emballante que l'environnement de *La Presse* est hautement compétitif. On peut constater, à titre d'exemple, que le tirage total du principal concurrent de *La Presse* stagne depuis les trois dernières années.

25 000 abonnés de plus depuis trois ans

En l'espace de trois ans, notre bassin d'abonnés à domicile a connu une croissance de 25 000 exemplaires. De toutes les statistiques que *La Presse* est en mesure d'afficher, celle-ci est particulièrement significative et représente un signe indéniable que nos lecteurs ont intégré *La Presse* dans leur mode de vie. Elle fait partie de leur plaisir de lire, de leur soif de s'informer, du temps précieux qu'ils se consacrent à eux-mêmes.

15 000 nouveaux clients au cours des derniers mois

Depuis quelques mois, *La Presse* compte également sur la présence quotidienne de 15 000 nouveaux clients (total domicile et kiosque) qui s'ajoutent à son lectorat, composé de gens de divers horizons, ouverts sur le monde et impliqués dans la lecture de leur *Presse*.

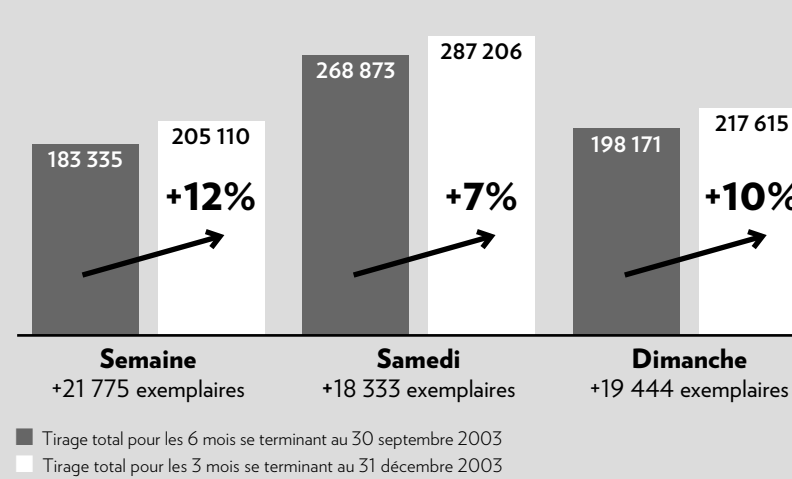
Avec un tel nombre d'abonnés, *La Presse* est au cœur de la vie des familles. Nos lecteurs aiment leur *Presse*. Ils y sont profondément attachés.

Nous sommes fiers de cette précieuse relation que nous avons avec nos lecteurs et de la confiance qu'ils nous témoignent. Ainsi, plus de 85 % des lecteurs de *La Presse* achètent personnellement leur exemplaire. Ce chiffre est encore plus significatif si on le compare au lectorat de son principal concurrent, qui, du lundi au vendredi, provient, dans une proportion de près de 40 %, de lecteurs qui n'achètent pas leur exemplaire. Il existe une différence majeure entre un lectorat payant, impliqué et intéressé, et un lectorat gratuit, qui hésite à s'identifier pleinement aux valeurs véhiculées par le média qu'il consulte.

La Presse au rythme de ses lecteurs

La contribution de *La Presse* est indéniable en tant que média de masse, média de qualité, média qui a un impact sur la société, média qui rejoint un lectorat unique doté d'un grand pouvoir d'achat.

LE TIRAGE DE LA PRESSE EN FORTE HAUSSE



Source : ABC, Publisher's Statement

Pour nos annonceurs, ces bonnes nouvelles démontrent la pertinence de leur offrir un support de haute qualité en mesure d'exploiter le plein potentiel de leur campagne publicitaire. *La Presse*, un média qui se distingue par sa qualité, son originalité et sa créativité, s'avère plus que jamais un véhicule publicitaire hautement performant.

Votre fidélité et vos encouragements nous incitent à continuer de miser sur la créativité de nos équipes et à vous proposer d'autres initiatives au cours des prochains mois.

La Presse que vous connaissez aujourd'hui est le fruit d'un solide travail d'équipe. C'est pour-

quoi j'aimerais remercier nos employés pour tout ce qu'ils ont accompli jusqu'à aujourd'hui.

En leur nom, merci également à vous, chères lectrices, chers lecteurs, d'être toujours plus nombreux à nous accompagner dans notre évolution.

Bonne lecture.

Le président et éditeur,
Guy Crevier

¹ NADbank est un organisme sans but lucratif qui mesure le lectorat des quotidiens au Canada.

² Source : Audit Bureau of Circulation (ABC).

« Non, je n'irai plus voir de prostituées »

GILLET suite de la page A1

Par conséquent, l'ancien animateur de radio de Québec dit se mordre les doigts d'avoir eu des rapports sexuels avec D.B., mineure au moment des faits. « Je regrette amèrement de l'avoir fait, je croyais sincèrement qu'elle était majeure, je ne me suis jamais douté qu'elle avait moins de 19 ans. L'avoir su, je n'aurais rien fait avec elle », soutient-il.

Les jurés n'ont pas cru que Robert Gillet avait tout fait pour s'assurer que sa partenaire était majeure. L'homme de 58 ans ne leur en veut pas. « Je respecte leur choix », dit-il.

Robert Gillet n'hésite pas toutefois à s'en prendre au ministre de la Justice, Marc Bellemare, et à tous ses « sbires », qui ont maintenu contre lui les deux accusations liées à une autre jeune prostituée, N.G., 15 ans, même si elle avait reconnu avoir inventé une partie de sa version des faits. « Je blâme personnellement le ministre, les procureurs de la Couronne Jacques Casgrain et Geneviève Lacroix, de même que le policier Roger Ferland. Ces gens-là ont envoyé une pauvre fille dans la fosse aux lions pour se faire dévorer. Je lui en veux à elle d'avoir témoigné, mais j'en veux encore plus aux autorités. Elles savaient depuis juin que j'avais un alibi, mais elles ont continué la procédure. J'envisage d'ailleurs toujours de les poursuivre. »

M. Gillet poursuit déjà en diffamation André Arthur, Jeff Fillion et les stations de radio où ils travaillent de même que TVA pour 3 millions, à cause du traitement que lui ont réservé ces médias depuis son arrestation, le 17 décembre 2002.

Même coupable de l'un des chefs d'accusation, le communicateur se disait soulagé au lendemain du verdict. « J'ai un poids de moins sur les épaules, déclare M. Gillet. J'ai eu peur à un certain moment que le jury ne s'entende pas et qu'on doive recommencer tout ça. »

M. Gillet aimerait bien désormais passer à autre chose, sauf qu'il ne pourra pas « s'empêcher » de suivre les procès des autres accusés dans l'affaire du réseau de prostitution juvénile de Québec. À plus long terme, celui qui fut un temps le *morning man* le plus populaire de la Vieille Capitale souhaite reprendre sa place derrière le micro. « Je voudrais refaire de la radio, avance-t-il. Je ne sais rien faire d'autre, c'est mon métier. Mais je n'ai pas d'offres et je ne sais pas si j'en aurai. »

Robert Gillet sera de retour devant le tribunal en mai pour les observations sur la peine, car son avocat, Jacques Larochelle, et le juge, Fraser Martin, ne seront pas disponibles d'ici là. Il est possible d'une peine de cinq ans d'emprisonnement, mais il pourrait s'en sortir avec une simple amende et même une absolution inconditionnelle. Il peut aussi interjeter appel du verdict.

MÉGA VENTE!

à travers nos 130 magasins

Nikon
NUMÉRIQUE

Le nouvel appareil Reflex numérique abordable

■ Lentille interchangeable

D70 18-70

- Appareil numérique de 6.1 MP avec objectif AF-S DX Nikkor 18-70 IFED
- Fonctions automatiques ou programme de la priorité, de la vitesse ou de l'ouverture ou sélection manuelle
- 6 modes d'exposition • Posemètre à matrice 3D
- ISO 200 à 1600 • Pile et chargeur inclus
- Vitesse d'obturateur de 1/8000 à 30 secondes
- Jusqu'à 3 images par seconde
- Supporte les cartes de mémoire compact flash

36 VERSEMENTS ÉGAUX!†

1898\$‡

CARTE MÉMOIRE HAUTE VITESSE* DE 256 MO GRATUITE! (valeur de 140\$)

Découvrez LA DIFFÉRENCE DUMOULIN!

Magasinez en ligne! dumoulin.com

Dumoulin

Électronique • Informatique • Photo • Communications

3811057A

MONTREAL 8390, rue St-Hubert (Sud de la métropolitaine) • MONTREAL 2050, boul. St-Laurent (Stationnement facile) • MONTREAL 368, rue Ste-Catherine O. • MONTREAL 8990, boul. de l'Acadie • MONTREAL 5485, rue des Jockeys (près de l'Hippodrome Blue Bonnets)

LASALLE 7197, boul. Newman (Près du Carrefour Angignon) • WEST ISLAND 2315, route Transcanadienne (boul. des Sources) • LAVAL 1599, autoroute 440 O. (Sortie boul. Industriel) • CARREFOUR LAVAL 3035, boul. Le Carrefour • LAVAL 1769, avenue Pierre-Péladeau (voisin du Colosus)

PLACE ROSEMÈRE (Face à rue Le Boulthillier) • BROSSARD 5705, boul. Taschereau (Est du Mail Champlain) • PROMENADES ST-BRUNO (Entrée #1) • LONGUEUIL 2203, ch. Chambly (Près de Curé-Poirier) • GATINEAU 195, Bellehumeur • ST-LÉONARD 6852, rue Jean-Talon Est (Largelier & Galeries d'Anjou)

1-877-DUMOULIN

FINANCEMENT 0% disponible! Ajusté à vos besoins!

MÉGA VENTE PENDANT TOUT LE MOIS DE MARS!

†Financement 36 mois basé sur un taux d'intérêt de 13.5% composé mensuellement. Sur approbation de crédit. Détails en magasin. *Offre d'une durée limitée à l'achat de la caméra NIKON D70 18-70. Détails en magasin. ‡Rabais de 10% inclus. Ces promotions se terminent le 28 mars 2004 ou jusqu'à épuisement des stocks sauf indication contraire. Les illustrations peuvent différer. Certains modèles ne sont pas disponibles dans toutes les succursales.



PIERRE FOGLIA

Putes 101

Avoir été juré, j'aurais acquitté M. Gillet des trois accusations qui pesaient sur lui. Tout en étant convaincu, en mon for intérieur, qu'il était coupable des trois. Mais la justice n'est heureusement pas affaire de *for intérieur*. Elle est affaire de preuve. Et je n'aurais pas estimé, comme juré, qu'on m'avait fait une preuve hors de tout doute raisonnable. C'est bien comme ça qu'on dit, hors de tout doute raisonnable ?

Mais surtout, comme juré, j'aurais eu l'impression de perdre mon temps à des bêtises. J'aurais trouvé que la justice est parfois bien loin « de son butin », bien périphérique, bien accessoire.

Compte tenu de la nullité de la preuve dans le cas de la plus jeune des deux filles, tout ce branlebas, si j'ose dire, toute cette agitation médiatique, toute cette mobilisation judiciaire pour décider si M. Gillet savait que la prostituée dont il avait retenu les services avait 17 ans et demi au lieu de 18 ! Holà, quelqu'un pour arrêter la machine !

Comme citoyen, je ne veux pas savoir si M. Gillet va aux putes. Je veux savoir s'il fait partie d'un réseau de prostitution juvénile. Plus précisément, est-ce que ce réseau existait expressément pour répondre aux besoins de M. Gillet et de ses amis ? Est-ce que les proxénètes et les filles avaient avec leurs clients des liens tels qu'on puisse parler de réseau ?

Est-ce que, par exemple, les clients influençaient sur le recrutement ?

Ou bien est-on dans un cas de figure plus classique ? Des putes de toute éternité. Et des Gillet de toute éternité aussi. Il est une heure du matin, il sont quatre ou cinq amis de la même chambre de commerce, même genre de fêtards, plus ou moins célibataires, ont bien mangé, ont pris un coup solide, et il y en a un qui dit : on fait-tu v'nir des putes ?

J'ai l'air d'avoir fait ça toute ma vie. Pourtant non. La dernière fois que je suis allé aux putes, c'était moi le mineur. Comment dire, les putes, c'est beaucoup affaire d'environnement, et ce n'est pas le mien. Il y a une race, une engeance d'hommes qui vont aux putes. Tu ne vas pas aux putes par accident, comme tu peux prendre une brosse par accident. J'ai bummé comme tout le monde, j'ai fait la vie, comme on dit, mais jamais, dans mon environnement, jamais quelqu'un a dit au last call du Prince-Arthur : on fait-tu v'nir des putes? (On avait déjà nos blondes, anyway.) Mais supposons un instant que l'un d'entre nous l'eût proposé, et que les autres eussent trouvé que c'était une bonne idée : tant qu'à faire venir des putes, c'est sûr qu'on n'aurait pas fait venir des petites grosses de 43 ans.

Des 20. Des 18. Et mettons qu'il y en aurait eu une de 17 et demi, je suppose qu'on ne l'au-

rait pas chicanée. On ne l'aurait pas retournée. Enfin pas chez elle.

On me demande souvent si j'écris pour provoquer (je sens qu'on va beaucoup me le demander aujourd'hui), alors qu'en fait je réagis à une provocation. Ce que les commentaires de la rue, les boîtes aux lettres des journaux, les réactions des groupes de défense de n'importe quoi, style Fédération des femmes, laissent percevoir de notre conception de la justice et de la morale publique est, ces jours-ci, à hurler, et je hurle : d'où sortez-vous ? Ou plutôt : êtes-vous donc si peu sortis ? La golden machin, c'est pas du Sade, sacrement, c'est dans Nabokov, c'est la *Nana* de Zola, toutes les matantes ont lu Zola... mais ce n'est pas dans *Le Petit Prince*, ah ça non, y a personne qui fait pipi sur personne dans *Le Petit Prince*. Ni dans Harry Potter, je suppose. Rencontré par hasard, Martineau, des *Franco Tireurs*, me rapportait qu'il avait lu quelque part cette semaine que l'on dénonçait la sodomie et autres perversions. La sodomie, une perversion ? Ah bon. Qui vous l'a dit ? Le pape ?

Quand je lis que la Fédération des femmes s'émeut de « la rudesse des propos de certains contre-interrogatoires », suggère-t-elle que les victimes d'agressions sexuelles peuvent raconter n'importe quelle connerie sans être bousculées quand on subodore

que c'est ce qu'elles sont en train de faire ? Comme cela arrive parfois (je n'ai pas dit tout le temps), et que des réputations, en particulier des réputations de profs, sont détruites par de pures fabulations ?

Que la Fédération des femmes monte aux barricades pour dénoncer l'exploitation de ces jeunes prostituées par leurs proxénètes, j'en suis, mais de quelles agressions sexuelles parle-t-on au juste ici ? N'avez-vous pas entendu cette cassette où la jeune fille en question supplie son pimp au téléphone de lui envoyer des clients ? Une agressée qui réclame des agressions ? En fait, qui réclame de l'argent. Parce que c'est ça qu'elle veut, de l'argent. Ultimement, n'est-ce pas ce qui pousse ces jeunes filles de bonne famille vers la rue ? Le fric ?

Des victimes ? Sûrement. Mais de quoi au juste ? Quand je vois toutes ces gamines de 12 ans s'habiller en putes pour aller à l'école, je ne m'étonne pas tant que cela que quelques-unes le deviennent à 16. Plus grave, quand je vois leurs parents céder à tous leurs caprices de consommation, je ne m'étonne pas trop non plus qu'elles deviennent des petites cannibales toujours de plus en plus affamées de fric. Et que l'idée d'en gagner beaucoup et très vite puisse donner de bien mauvaises idées à quelques-unes.

Des victimes ? Du point de vue *citoyen* non plus, ce n'est pas si

clair. Tu ne peux pas en même temps être un citoyen de plein droit, tel que reconnu par l'ONU dans la charte de l'enfant, et claquer ton droit à l'irresponsabilité quand tu fais la pute, parce que t'es supposément un enfant. D'ailleurs, l'ONU précise que *cantonner un enfant au statut de mineur est une discrimination de même nature que celle qui frappe les Noirs, les Juifs ou les femmes que l'on cantonne au statut de Noirs, de Juifs ou de femmes*. L'enfant est mineur. Mais il n'est pas QUE mineur. Surtout à six mois de sa majorité.

On est loin de M. Gillet ? Ben oui. Je vous le répète, on a perdu du temps à des bêtises, alors que cette histoire pose des questions autrement plus graves que l'âge légal pour faire une pipe.

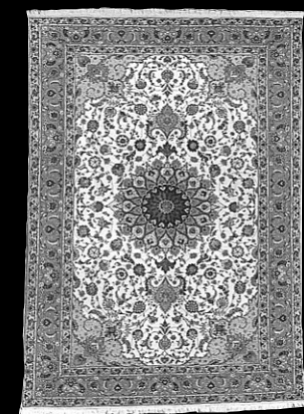
En fait, je suis d'accord avec les gens de Québec : les plus gros poissons vont s'échapper. Les parents.

PLOGUE POÈTE — Rien à voir avec ce qui précède : vous rappelez-vous, une autre fois que j'étais fâché, c'était contre Diane Dufresne, je disais cinq heures sur Diane Dufresne, fuck, pourquoi pas, de temps en temps, cinq minutes sur un poète ? Et je disais pourquoi pas Jacques Brault, tiens... C'est qui ? m'avez-vous m'avez demandé.

Demain, à 14h, à la maison de la culture du Plateau Mont-Royal, Jacques Brault rencontre ses lecteurs. Il y aura un piano. Et aussi Gilles Archambault.

Liquidation spéciale

Tapis persans



Tapis persans et orientaux
100 % tissés main

CARGAISON DÉTOURNÉE (no 16661)

Port d'arrivée :
New York, N.Y.

Une grosse cargaison de tapis faits à la main a été libérée et confiée à Heriz Persian Rugs pour liquidation immédiate. Tous les genres (Qum soie, Tabriz, Nain, Kashan, tapis tribaux, etc.) et toutes les dimensions, de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 16 pi et tapis de passage jusqu'à 22 pi de longueur.

Tous les tapis vont de
100\$ à 1 800\$

Premiers arrivés, premiers servis

Vendredi 26 mars 2004 - 13 h à 19 h
Samedi 27 mars 2004 - 11 h à 18 h
Dimanche 28 mars 2004 - 11 h à 18 h

HÔTEL RUBY FOO'S

7655, boul. Décarie

Montréal QC (514) 731-7701



LE TAUX PLANCHER VOUS EST OFFERT PAR LA MAISON, PASSEZ NOUS VOIR AU SALON.

Multi-Prêts est fier d'être partenaire officiel du Salon national de l'habitation, du 19 mars au 28 mars, à la Place Bonaventure.

0,49 %

TAUX POUR LES
3 PREMIERS MOIS.
TERME 5 ANS.

(514) 287-1211 • 1 800 798-7738 • www.multiprets.ca

*Taux sujets à changement sans préavis. Certaines conditions s'appliquent.

Multi-Prêts

COURTIER HYPOTHÉCAIRE

MULTI-PRÊTS HYPOTHÈQUES COURTIER IMMOBILIER AGRÉÉ

Le meilleur taux, dans votre intérêt.

LA SANTÉ PAR LE TAI CHI

		Début	
MONTRÉAL 5271 St-Hubert Siège social régional Plateau	Mercredi	13h30-15h30	31/03
	Jeu	10h00-12h00	01/04
	Jeu	13h00-15h00	01/04
	Jeu	19h00-21h00	01/04
	Vend	10h00-12h00	02/04
	Mardi	18h00-20h00	06/04
	Samedi	9h00-11h00	01/05
QUARTIER CHINOIS 979 Côte, 2 ^e étage 2890 Honoré-Beaugrand	Mardi	18h00-20h00	06/04
	Mardi	9h30-11h30	06/04
BEACONSFIELD, 202 Woodside	Mardi	19h00-21h00	06/04
	Jeu	19h30-21h30	01/04
DORVAL, 865 Lakeshore Dr.	Lundi	19h30-21h30	05/04
	Jeu	19h30-21h30	01/04
LASALLE, 55 Dupras # 510	Samedi	10h00-12h00	03/04
	Mardi	18h00-20h00	06/04
POINTE-AUX-TREMBLES 11385 Dorchester coin Dubé	Mardi	19h00-21h00	06/04
	Mardi	19h00-21h00	06/04
ROSEMONT, 5095, 9 ^e avenue	Lundi	18h30-20h30	05/04
	Lundi	19h00-21h00	05/04
VERDUN, 655 Willibrord	Jeu	19h00-21h00	08/04
	Jeu	19h30-21h30	22/04
BOUCHERVILLE 220 Claude Dauzat	Jeu	19h30-21h30	22/04
	Jeu	19h30-21h30	22/04
BROSSARD, 2550 Asselin 3300 Bernard 3300 Bernard 3300 Bernard	Mercredi	19h30-21h30	31/03
	Mardi	19h30-21h30	30/03
	Jeu	9h30-11h30	01/04
	Samedi	10h00-12h00	03/04
ST-LAMBERT 415 A, rue Mercille	Mardi	19h30-21h30	06/04
	Vend	9h30-11h30	16/04
LAVAL, 226 des Alouettes 1000 boul. de l'Avenir 1950 boul. de la Concorde	Lundi	19h00-21h00	05/04
	Mercredi	19h00-21h00	07/04
	Jeu	9h30-11h30	01/04
LONGUEUIL 855 Ste-Foy	Mercredi	19h30-21h30	07/04
	Vend	9h00-11h30	16/04
REPENTIGNY 50 Thouin Centre A Nous	Mardi	19h00-21h00	06/04
	Mercredi	9h30-11h30	07/04
	Mercredi	19h30-21h30	07/04
	Samedi	9h30-11h30	10/04
	Lundi	9h30-11h30	12/04
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 15 Jacques-Carrier N.	Mercredi	19h30-21h30	31/03
	Jeu	10h00-12h00	01/04
	Samedi	9h30-11h30	03/04
BLAINVILLE 421 boul. Curé-Labelle	Jeu	13h00-15h00	01/04
	Mardi	19h30-21h30	13/04
VAUREUIL 21 Louise-Josephte	Jeu	9h30-11h30	01/04



Le tai chi taoïste est un art de santé agréable à pratiquer, aux bienfaits multiples et à la portée de tous. Venez l'apprendre sous supervision compétente, dans l'entourage amical du plus grand organisme de tai chi au monde.

ESSAI GRATUIT

Essayez, sans obligation, une classe pour débutants.

NOUVELLES CLASSES À TOUS LES MOIS

CLASSES SPÉCIALES POUR LES 55 +

AUSI CLASSES ADAPTÉES POUR PERSONNES À MOBILITÉ RESTREINTE

Siège social régional :

5271, rue Saint-Hubert, Montréal
www.taichitaoiste.org
montreal@tcs.org

Aussi en Estrie, Mauricie, Outaouais, région de Lanaudière, région de Québec, Gaspésie, Abitibi.



Tél. : (514) 272-5271

FABRICANT / INSTALLATEUR • UNE ENTREPRISE FAMILIALE DEPUIS PLUS DE 30 ANS



Piscines monocoques en fibre de verre

Venez rencontrer nos conseillers dans l'une des plus belles salles de montre en Amérique du Nord dans une ambiance de détente.

Nous avons aussi un grand choix de piscines de petites dimensions pour les espaces restreints.

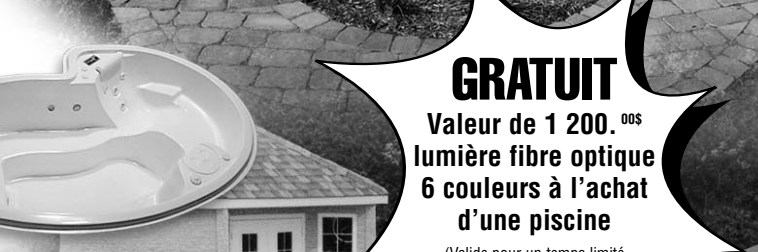
SPA DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

CARACTÉRISTIQUES

- Bancs moulés à l'intérieur.
- Tourbillon inclus
- Isolation avec mousse polyuréthane
- Eau plus chaude de 8 à 10 degrés.
- Marche de sécurité tout le tour de la piscine
- Économie de produits chimiques
- Installation en une journée
- Aucun sous-traitant
- Plan d'aménagement personnalisé gratuit
- Ouvert 7 jours

PISCINE Fibro CANADA LTÉE
(450) 622-2664
(450) 628-0088

1456, rue de Jaffa, Fabreville, Laval (sortie 16, Autoroute des Laurentides)



GRATUIT
Valeur de 1 200.00\$
lumière fibre optique
6 couleurs à l'achat
d'une piscine

(Valable pour un temps limité jusqu'au 04 avril 2004)

Chaise longue thérapeutique incorporée à la piscine

VENEZ VOIR NOS PROMOTIONS

www.fibro.ca

SUITE DE LA UNE



PHOTO ARGER ÉMOND, COLLABORATION SPÉCIALE

Le camion, qui a roulé pendant plusieurs jours dans l'est de Montréal et sur la Rive-Sud, a été photographié devant le local électoral d'Alfonso Gagliano, à Saint-Léonard, probablement pour en faire la publicité, au dire d'Arger Émond.

Publicité tapageuse

PUBLICITÉ
suite de la page A1

M. Gagliano figure sur certaines photos devant le camion. Nous avons envoyé une photo au PLC pour avoir des explications.

« La photo est explicite : nous constatons que cette entreprise a fait de la publicité pour nous, a dit la porte-parole du PLC, Irène Marchette, au cours d'un entretien. Mais nous ne trouvons aucune facture dans nos dossiers. Nous pouvons seulement supposer que P.R. Média a eu un contrat en sous-traitance d'un de nos fournisseurs en publicité. J'ignorais qui était M. Gagnon jusqu'à ce que vous me l'appreniez. »

En 2000, le PLC avait un contrat de publicité avec l'agence BCP. À la demande de *La Presse*, Jean-Louis Dufresne, consultant dans cette agence, a cherché — et trouvé — une facture de 5186 \$ payée à Publi-Routier, autre nom sous lequel fonctionnait P.R. Média. « Ce n'est pas BCP qui a pris l'initiative d'embaucher cette compagnie de camions publicitaires, a dit M. Dufresne. Nous avons requis ses services parce que le comité électoral

du Parti libéral nous l'a demandé expressément, en fin de campagne. De mémoire, nous savons que le camion publicitaire devait être utilisé à un rassemblement dans l'est de Montréal. »

M. Gagliano était le responsable du comité électoral en 2000. Mais M. Dufresne ne savait pas si c'est lui ou un autre membre du comité électoral qui avait demandé à BCP d'embaucher P.R. Média. Il a été impossible de parler à M. Gagliano. Son avocat, Pierre Fournier, a dit qu'il est en vacances. La benne du camion de P.R. Média, un Ford blanc 1999, était surmontée d'un cylindre lumineux haut de quatre mètres. Le slogan *Un meilleur avenir pour tous* était imprimé d'un côté. De l'autre côté, ainsi qu'au bas du cylindre, figuraient le drapeau du Canada et ces mots : « Je vote Libéral ». L'adresse du site Web du PLC était affichée le long de la benne.

Le camion a roulé pendant plusieurs jours dans l'est de Montréal et sur la Rive-Sud. Le photographe Arger Émond a dit à *La Presse* que M. Gagliano lui avait demandé de prendre ce camion en photo devant son local électoral à Saint-

Léonard, probablement pour en faire la publicité.

Le camion de P.R. Média a aussi été utilisé lors de deux activités auxquelles participait le premier ministre Jean Chrétien, à Laval et à Trois-Rivières.

Joint par *La Presse*, Pierre Gagnon, 55 ans, de Saint-Léonard, a indiqué que c'est lui qui avait transformé les camions Ford de P.R. Média en véhicules publicitaires. L'entreprise, qui a fonctionné de l'automne 2000 à l'hiver 2003, a fait rouler jusqu'à six camions. M. Gagnon a reconnu qu'il avait été directeur général de P.R. Média, mais il a tenté de minimiser son rôle.

Selon les renseignements remis par la compagnie à l'inspecteur général des institutions financières, le président et actionnaire majoritaire était René Desjardins. Mais deux sources ont affirmé à *La Presse* que le vrai décideur était M. Gagnon.

C'est M. Gagnon qui a tenté de vendre l'entreprise en 2002, a dit une source. L'ancien proxénète n'avait fait aucune déclaration de revenus au fisc depuis 1989, année où il avait fait faillite. Il avait l'habitude de recourir à des prête-noms.

Louise Cianflone, conjointe de René Desjardins (le président en titre de P.R. Média) et elle-même ancienne représentante aux ventes de la compagnie, a dit que son couple vit désormais de l'aide sociale. Il occupe un logement modeste au-dessus d'un centre commercial de Saint-Léonard.

L'arrestation de Pierre Gagnon, les accusations de proxénétisme et sa condamnation ont été abondamment rapportées par les médias de Montréal entre 1998 et 2000. « Le plus gros maquereau fait travailler fort les poulets » (les policiers), titrait le *Journal de Montréal*.

Pierre Gagnon a été condamné à verser des amendes totalisant 27 500 \$ pour avoir amené des jeunes femmes « à se livrer à la prostitution ». L'État québécois a aussi saisi ses biens, dont sa maison de Saint-Lin, deux Jaguar et un bateau. Plusieurs biens appartenaient officiellement à un prête-nom, Michel Tremblay, débardeur au port de Montréal et photographe à *Allô-Police*.

Répondant aux questions de *La Presse*, M. Gagnon a reconnu que la firme Investissements R. Baillargeon, appartenant à Robert Ti-Bras Baillargeon, avait été associée au lancement de P.R. Média : « Baillargeon avait loué le camion (qui a servi à faire la publicité pour le PLC), mais on avait repris le contrat de location », a dit M. Gagnon.

Vérification faite auprès de la Société de l'assurance automobile du Québec, le camion Ford a été immatriculé au nom d'Investissements R. Baillargeon du 30 décembre 1999 au 31 mars 2003, ce qui englobe toute la période d'exploitation de P.R. Média.

M^{me} Cianflone, ancienne représentante de P.R. Média, a confirmé que Robert Baillargeon avait aidé P.R. Média à se lancer en affaires. « Mais on a fini par acheter ses actions dans la compagnie », a-t-elle dit.

M. Baillargeon, un multimillionnaire de Terrebonne âgé de 53 ans, a été arrêté en juillet dernier. Il est accusé d'avoir dirigé un gros réseau de prêt usuraire. Dans un communiqué publié le 27 février dernier, la Sûreté du Québec le qualifie de « sympathisant » des Hells Angels.

« Les élections de novembre 2000 représentaient la première campagne de publicité de P.R. Média, a dit M^{me} Cianflone. On se lançait en affaires. On voulait se faire connaître et appuyer notre député (M. Gagliano). Ensuite, on a fait de la publicité pour d'autres compagnies. Les choses n'ont pas tourné comme on voulait et on a fermé nos portes. »

\$amedi.

Ce soir 5 000 000 \$



ça change pas le monde, sauf que...

18 ans +



www.loto-quebec.com

MISE SUR TOI
1 866 SOS-JEUX

POUR JOINDRE LA PRESSE

La Presse, 7, rue Saint-Jacques,
Montréal (Québec) H2Y 1K9

ABONNEMENT (514) 285-6911
cyberpresse.ca/abonnement 1 800 361-7453

PETITES ANNONCES (514) 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca 1 866 987-8363

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières de *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

LOTTO QUÉBEC Résultats
TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Roue de Fortune, Chez vous!
sera diffusée sur les ondes de TQS dès le 5 avril 2004.

LOTTO SUPER 7 Tirage du 2004-03-26
08 11 17 21 26 28 34
Complémentaire: (27)

Banco Tirage du 2004-03-26
03 10 16 17 19 23 24 32 34 35
39 41 42 56 57 60 62 67 68 69

La Quotidienne Tirage du 2004-03-26
③ ④
126 7133

Extra Tirage du 2004-03-26

NUMÉROS	LOTS
735899	100 000 \$
35899	1 000 \$
5899	250 \$
899	50 \$
99	10 \$
9	2 \$

La Mini NUMÉROS LOTS

NUMÉROS	LOTS
188833	50 000 \$
88833	5 000 \$
883	250 \$
833	25 \$
33	5 \$
18883	1 000 \$
1888	100 \$
188	10 \$

Tirage du 2004-03-26

SCANDALE DES COMMANDITES

Les Canadiens iront voter sans savoir

L'opposition s'insurge: les audiences publiques de la commission commenceront à l'automne

GILLES TOUPIN

OTTAWA — L'opposition officielle a mal réagi hier à l'annonce par le commissaire responsable de l'enquête publique sur le scandale des commandites, le juge John H. Gomery, que les audiences publiques de la commission ne commenceront pas avant le 7 septembre.

« Je ne sais pas pourquoi ils attendent aussi longtemps ! » a lancé hier le député conservateur Jason Kenney.

La Commission d'enquête sur le programme de commandites et les activités publicitaires a en effet annoncé que le juge Gomery fera sa déclaration préliminaire le vendredi 7 mai prochain à Ottawa. M. Gomery passera alors en revue le mandat de la commission indépendante, l'ébauche d'horaire, les règles de procédure et le processus utilisé pour obtenir un financement permanent et de l'aide financière pour les participants.

La Commission tiendra par la suite une audience du 21 au 23 juin 2004 à Ottawa afin de recevoir les déclarations orales des particuliers ou des organisations qui ont soumis des demandes écrites pour témoigner à l'enquête.

Ce n'est que le 7 septembre que les auditions de témoins pourront ensuite commencer à Ottawa. Après les Fêtes, ces auditions reprendront vers le 8 février 2005, mais cette fois à Montréal.

L'opposition souhaitait vivement que cette enquête commence au printemps, non pas à l'automne.

« Je peux comprendre, a commenté Jason Kenney, qu'il faut un peu de temps pour mettre tout en place, du point de vue administratif, mais franchement le premier ministre a dit qu'il voulait que les Canadiens aient des réponses avant de déclencher des élections... De toute évidence, ils envisagent des élections au prin-

temps. Les audiences ne commenceront pas avant septembre prochain. Cela veut vraiment dire que les Canadiens n'auront pas de réponses à propos de cette affaire lorsqu'ils iront voter. »

L'opposition officielle estime qu'il s'agit là d'un plan prémédité de Paul Martin. « Les libéraux nous disent, affirme M. Kenney, de leur faire confiance et qu'ils iront au fond des choses alors que c'est eux qui ont créé le problème. Je m'excuse, je ne peux pas croire cela. »

Deux autres facultés de médecine toucheront des millions

PRESSE CANADIENNE

Après les facultés de médecine des universités Laval et Sherbrooke, c'est au tour de celles de Montréal et McGill de recevoir des millions de dollars pour améliorer leurs installations et s'adapter à la croissance du nombre d'étudiants en médecine et en sciences infirmières.

Les ministres de l'Éducation, Pierre Reid, et de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, ont conjointement annoncé, hier lors d'une conférence de presse, que l'Université de Montréal touchera 40,2 millions pour trois projets touchant les sciences infirmières et la faculté de médecine. La somme servira à réaménager les lieux où sont donnés les cours, à

acquérir du mobilier, de l'outillage et de l'appareillage spécifique.

L'Université McGill, elle, recevra 21 millions pour des projets de réaménagement, de rénovation et de réfection du système de ventilation.

Ces investissements permettront, entre autres, de s'ajuster à la croissance de la clientèle étudiante pour répondre aux besoins de renouvellement du corps médical. De 406 en 1996, les admissions sont passées à 750 cette année, a fait valoir le ministre Couillard.

Le Québec est présentement confronté à une pénurie de médecins et la situation durera encore pour « trois à quatre ans » à cause des réductions passées des admissions dans les facultés de médecine, a

signalé le ministre Couillard.

Pour ce qui est des sciences infirmières, les admissions ont crû de 63 % depuis quatre ans à l'Université de Montréal. Le recteur Robert Lacroix a d'ailleurs souligné que « ça craque de partout » et que l'université avait dû adopter « des mesures transitoires » pour s'ajuster à l'augmentation de clientèle.

Manteau pour femme ajusté rouge ou noir
reg. : 395 \$
Solde : 299 \$

Arte Pelle
L'ART DE VIVRE

reg. : 2995 \$
solde à partir de : 1949 \$

À l'achat d'un sofa en cuir, (à prix régulier) **Arte Pelle** vous offre un **rabais de 200 \$** sur toute marchandise en magasin à prix régulier.

CENTROPOLIS
coin St-Martin et Autoroute 15, Laval
(derrière le cinéma Colossus)
450 978-3030

VOUS LE MÉRITEZ BIEN!

Zytco
Solarium

VISITEZ NOTRE SALLE DE MONTRÉ
ESTIMATION SANS FRAIS

4940 CHEMIN BOIS-FRANC,
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
514-335-2050
800-361-9232

WWW.ZYTCO.COM

Paris pour moins cher

MONTRÉAL - PARIS
à partir de **199 \$**
aller simple

Plus besoin d'être à découvert la prochaine fois que vous réservez des vols pour la France. Les prix tombent comme des feuilles maintenant que flyZoom.com lance son nouveau service régulier vers **Paris** (Charles-de-Gaulle). En partance de Montréal (Dorval) en juin 2004, le prix du billet est aussi bas que 199 \$ pour l'aller simple, sans durée de séjour minimum et sans restrictions. Plus vous réservez tôt, plus le prix sera bon marché. Ne croyez-vous pas qu'il est temps de tourner la page?

1 866 359-9666

flyZoom.com

LE CANADA EN PLEIN ESSOR

Des avantages permanents

Le Centre de l'Éducation permanente de l'Université Concordia est devenu à Montréal un incontournable pour les adultes qui souhaitent parfaire leurs compétences professionnelles ou leur culture personnelle sans obtenir de crédits universitaires. Que vous optiez pour le temps plein ou partiel, nos cours de langues vous aideront à progresser dans le contexte dynamique du travail d'aujourd'hui. Renseignez-vous également sur notre programme de perfectionnement professionnel.

Information : (514) 848-3600 ou www.concordia.ca/conted
Heures de bureau : du lundi au vendredi, de 9 h à 16 h 30

PROGRAMME DE LANGUES

TEMPS PLEIN :

- Anglais Intensif, langue seconde

TEMPS PARTIEL :

- Anglais, langue seconde
- Espagnol, langue seconde

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT

Anglais temps plein, inscription en personne :
29 mars, 2004, 13h-16h

Temps partiel, inscription tardive :
jusqu'au début des cours (Le Centre de l'éducation permanente est situé au 1600, rue Sainte-Catherine Ouest, à l'angle de la rue Guy).

UNIVERSITÉ Concordia | Centre de l'éducation permanente

On vous prépare pour le monde
www.concordia.ca

Hakimeh Razavi
Français langue seconde
Informatique
Anglais langue seconde

MÊME LES MUSICIENS DU MÉTRO PEUVENT SE PAYER L'OLYMPIA.

SPÉCIAL: 299⁹⁹ \$

GRATUIT
Cyclomètre
Tomo XC Cat Eye
Valeur de 22,99 \$

Vélo hybride Olympia de Norco
Modèle 2004 /
21 vitesses Shimano /
cadre chromoly-acier
Hi-Tensile / poteau de selle à suspension /
potence ajustable /
ajustements garantis
5 ans en magasin

ÉCONOMISEZ SUR LE VÉLO OLYMPIA DE NORCO ET OBTENEZ UN CYCLOMÈTRE GRATUIT.

LA CORDEE
www.lacordee.com

2159, rue Ste-Catherine E.
2777, boul. St-Martin O.
514.524.1106

GÉNÉREUX DE NATURE

Promotion en vigueur jusqu'au 4 avril 2004 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Les produits peuvent différer des modèles illustrés. Prix régulier: 329,99 \$.

LE CALVAIRE DES EXPROPRIÉS DE MIRABEL 1. UN DOULOUREUX SOUVENIR

« Nos plaies sont encore vives... »

Il y a 35 ans aujourd'hui, le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau entamait le processus visant à exproprier 2700 familles de leurs terres et à raser des centaines de maisons afin de faire place à l'aéroport de Mirabel. Dans une série qui se poursuivra demain, notre reporter raconte l'un des plus grands fiascos de l'histoire politique canadienne.

PIERRE BELLEMARE

DOSSIER

Décès prématurés. Maladies graves, surtout psychiatriques. Dépressions profondes. Divorces. Dislocations familiales. Déchirements sociaux. Alcoolisme. Les quelque 2700 familles visées par cette gigantesque opération d'expropriation ont vécu un long calvaire jusqu'au 27 mars 1985. Maintenant encore, les plaies ne sont pas tout à fait cicatrisées. On a chamboulé l'existence de deux générations, et la troisième en aura subi les séquelles.

« Ce que nous avons subi à Mirabel depuis 35 ans évoque en moi l'image d'une femme qui, victime d'un viol, tombe enceinte et donne naissance à un enfant. Elle élève l'enfant tant bien que mal, en traversant un chapelet d'obstacles, et réussit tout de même à l'amener à l'âge adulte. Un bon jour, l'auteur du viol se pointe et, sans crier gare, tue l'enfant. »

C'est en ces termes peu tendres que Rita Lafond résume l'interminable feuilleton de l'aéroport de Mirabel, elle qui était constamment sur la ligne de feu pour défendre les intérêts des quelque 10 000 personnes visées par l'extraordinaire expropriation lancée le 27 mars 1969 par le gouvernement Trudeau.

« De plus, le 9 septembre 2003, comme si on voulait doubler ses torts d'un affront, le gouvernement libéral de l'ex-premier ministre Jean Chrétien confère à l'aéroport de Dorval le nom de Pierre-Elliott-Trudeau. Nos plaies sont encore vives et on s'acharne à vouloir les rouvrir », lance avec beaucoup d'émotion cette énergique petite dame qui a été l'alter ego de Jean-Paul Raymond, le président du Centre d'information et d'animation communautaire (CIAC).

Celui-ci, diplômé en sciences agricoles, est mort en 1989, quatre ans après la signature du protocole d'entente signé avec l'ex-gouvernement Mulroney et visant à rétrocéder aux agriculteurs 80 000 des 97 000 acres de terre expropriés en mars 1969. Il aura fallu attendre jusqu'en 1988 pour appliquer ce protocole qui, en fin de compte, aura répondu aux attentes des expropriés, à quelques exceptions près. Jusqu'à la fin, M. Raymond s'est comporté en général d'armée.

Le rêve de Trudeau

Jusqu'à la fin aussi, des fonctionnaires fédéraux ont tenté de flouer les expropriés. Dans un livre publié en 1988 et intitulé *La Mémoire de Mirabel*, M. Raymond a d'ailleurs exprimé toute son indignation à l'égard des mandarins d'Ottawa. C'est qu'un beau jour, vers la fin du calvaire des expropriés, le fédéral leur a fait parvenir une nouvelle somme forfaitaire. On l'a reçue avec étonnement. Sauf

qu'un fonctionnaire futé a décidé à Ottawa que cette indemnité serait impossible, ce qui a fait fulminer l'ex-ministre libéral Francis Fox, actuellement conseiller du premier ministre Paul Martin.

« On commençait juste à avoir la paix », a alors déclaré M. Fox. De son côté, l'ex-ministre des Finances du gouvernement péquiste, Jacques Parizeau, a fait savoir aux expropriés en train de se mobiliser à nouveau que cette indemnité ne serait pas imposée par Québec. Élegante manœuvre politique. Quoi qu'il en soit, les expropriés n'ont jamais été cotisés par le fisc fédéral et ceux qui l'avaient été ont bénéficié d'un remboursement.

Selon M. Raymond, le dossier des expropriés de Mirabel aurait été réglé entre 1975 et 1977 si M. Fox avait joui d'une plus grande marge de manœuvre. Il écrit dans son livre : « Il (Francis Fox) se rendait compte, lui aussi, que bien des choses n'avaient aucun bon sens. Trudeau avait un problème. Il avait décidé de réaliser quelque chose de magnifique, en forme d'aéroport. Puis il avait toujours raison. Il se sacrerait éperdument de la dimension du territoire exproprié. »



Rita Lafond et son mari, Roméo, qui étaient à l'avant-scène pour défendre les droits des expropriés de Mirabel, ont toujours leur cabane à sucre dans la région.

Nid de favoritisme

À Mirabel, « le fédéral avait monté sa propre mafia », observe avec amertume M^{me} Lafond, dont le mari, Roméo, a défilé comme bien d'autres devant les tribunaux pour avoir résisté aux forces de l'ordre. L'ex-ministre péquiste Jean Garon avait notamment autorisé le versement de 500 000 \$ aux expropriés pour qu'ils aient les moyens de se défendre en cour. Lui et Roch LaSalle étaient et demeurent des héros dans la région de Mirabel.

« J'avais l'obligation morale de leur accorder un soutien financier, confie à *La Presse* ce grand défenseur de l'agriculture qu'a toujours été M. Garon. Mirabel était devenu une affaire de fous menée par une gang de malades d'Ottawa. On dirait qu'ils voulaient assassiner les expropriés de Mirabel et une bonne partie de notre territoire agricole. Ils sont allés jusqu'à brûler des propriétés. Tout ça, c'est de la merde », déclare M. Garon, qui n'a jamais perdu son franc parler. « Il est clair que la Société immobilière du Canada est devenue un nid de patronage, de népotisme. Les dirigeants de la SIC, soutient M^{me} Lafond, s'entouraient d'amis, de parents et d'organismes libéraux, dont l'objectif était de se graisser la patte. »

Luc Longtin, dont le père s'est éteint doucement en s'enfermant littéralement durant quelques années dans une chambre de l'auberge que son propre père avait exploitée sur le chemin de Belle-Rivière, à Sainte-Scholastique, raconte cette anecdote : « Durant la période où M. (Pierre) Goyer était président de la SIC, il y avait une quarantaine d'inspecteurs fédéraux sur le territoire. À un certain moment, ils ont prêté deux maisons expropriées de Sainte-Monique à des femmes à la cuisse légère. Un soir, les conjointes des inspecteurs se sont pointées à Sainte-Monique pour nettoyer les maisons. »

Dans son livre, M. Raymond décrit la situation : « De très nombreux amis des libéraux, qui payaient des loyers ridicules, faisaient rénover leur résidence aux frais du gouvernement avec l'argent des simples contribuables. Ce qui est encore plus écoeurant, c'est qu'ils logeaient dans les maisons et sur les terres des expro-

priés qu'on avait obligés à partir quelques années auparavant. » On peut encore constater de nos jours une telle réalité.

Denise Beaudoin, députée péquiste de Mirabel et avocate qui a défendu les intérêts des expropriés, tire une certaine fierté d'avoir contribué à sauver le Manoir de Belle-Rivière, où elle a aménagé son bureau après son élection, le 14 avril 2003. « Ottawa était disposé à démolir ce bâtiment construit en 1803 par les Sulpiciens et qui a servi de refuge aux Patriotes de Saint-Eustache. »

Elle ajoute : « À Sainte-Scholastique, on a rasé environ 80 maisons et, sur l'ensemble du territoire, environ 800. Les écoles de pompiers s'en donnaient à cœur joie lorsque les fonctionnaires fédéraux leur demandaient de faire un exercice de feu pour ainsi détruire des maisons souvent patrimoniales. Ironiquement, conclut M^{me} Beaudoin, le bureau de la SIC reposait sur le terrain où Cordélia Viau a été pendue au début du 20^e siècle. »

Françoise Drapeau Monette, proche collaboratrice de la députée Beaudoin, a vu son père pleurer pour la première fois à cette occasion. « Le 27 mars 1969, sans avis aucun, on apprend par la radio que Sainte-Scholastique sera expropriée. Mon père va acheter *La Presse* pour vérifier si notre propriété fait partie du territoire exproprié. Sur la moitié d'une page du journal, chaque lot exproprié était identifié, et le nôtre y était inscrit. »

« Le lendemain, poursuit-elle, j'ai pris des photos partout sur la propriété pendant que mon père faisait bouillir l'eau d'érable. En arrivant à l'érablière, je l'ai aperçu, la tête entre les mains. Il pleurait à chaudes larmes. Père de 13 enfants, il en restait encore sept à la maison au moment de l'expropriation. Les enfants se sont concertés pour trouver une nouvelle demeure à nos parents... à Bellefeuille. »

M^{me} Drapeau Monette a raconté à *La Presse* plusieurs histoires d'honneur, dont celle de cette expropriée (M^{me} Légaré) qui a succombé à une crise cardiaque dans la nuit précédant l'encan des biens de sa propriété. Celle aussi de son voisin, Gérard Tassé, qui, s'approchant de sa ferme, a perdu conscience au volant de son petit camion après avoir réalisé que sa propriété était l'objet d'un exercice des pompiers. « Je l'ai ranimé avec de l'eau froide. Au passage, les évaluateurs qui se présentaient chez les expropriés leur demandaient leur nom, leur adresse et leur degré de

scolarité. Aujourd'hui, les plus jeunes refusent d'entendre parler d'expropriation. Ils savent que leurs parents et grands-parents en ont assez souffert. Ça leur suffit. »

Le Mirabel des années 2000

Ces dernières années, la vie a repris un cours normal sur le territoire de Mirabel. Mais ce n'est plus comme avant. À Sainte-Scholastique, par exemple, la vie communautaire a disparu. Il n'y a plus d'âme. « Avant 1969, l'économie roulait bien : services professionnels, deux études de notaires, deux cabinets de médecins, trois épiceries, deux hôtels, un magasin général, des coiffeuses, deux boulangeries et une banque. Aujourd'hui, il ne reste rien, pas même la Banque Nationale qui, le 30 mai 2003, a déménagé à Saint-Eustache », dit M. Longtin. À la banque, où on dénombrait jusqu'à 1200 clients fidèles, tous des expropriés, on est allé fermer son compte la mort dans l'âme. « J'ai pleuré comme une Madeleine », indique M^{me} Drapeau Monette.

Du même souffle, M. Longtin poursuit : « Des 300 ou 400 familles qui aimaient notre municipalité avant l'expropriation, il en reste peut-être une dizaine. Et les nouveaux qui se sont installés ici ne cultivent pas la terre. Ils travaillent pour la majorité dans des entreprises comme Bell Helicopter, Bombardier, Technicolor et autres usines autour de Mirabel. »

À Sainte-Monique, le chef-lieu de

Mirabel avec son hôtel de ville et ses services de pompiers et de policiers, le spectacle est tout aussi désolant. L'église, jadis bondée, a perdu totalement sa vocation : on en a fait un entrepôt servant surtout au service de police. Dans les rangs de Mirabel, où se trouvent les terres les plus riches du Québec, on se croirait dans une zone inhabitée. Autrefois, chaque terre avait sa maison, ses bâtiments de ferme et ses tracteurs. Aujourd'hui, un seul propriétaire possède une dizaine de terres mais n'occupe qu'une maison. Au point où les autobus scolaires ne donnent plus le service sur une bonne partie du territoire de Mirabel, faute d'enfants à transporter. Saint-Augustin, un peu au nord de Sainte-Thérèse, aura toutefois bien survécu à l'expropriation. On y trouve tous les services d'une grande banlieue et une population dynamique qui a tourné la page.

Dans son livre, M. Raymond écrit : « Lors de la signature du protocole d'entente le 27 mars 1985, j'ai demandé de pardonner et d'oublier les coups de cochon dont on a été victimes. Ça voulait surtout dire, dans mon esprit, qu'il fallait avoir la volonté d'essayer de regarder vers l'avenir. Avant longtemps, il n'y aura plus de traces de l'expropriation dans le paysage. » On aura sauvé la fierté et la dignité des expropriés de Mirabel. Mais à quel prix ?

DEMAIN : Le gâchis politico-administratif du siècle



Rita Lafond, au cours d'une assemblée houleuse des citoyens de Sainte-Scholastique en 1973. À ses côtés, l'autre responsable de la lutte des expropriés, Jean-Paul Marchand, décédé en 1989. M. Marchand était le président du Centre d'information et d'animation communautaire (CIAC).

PHOTO PIERRE McCANN, ARCHIVES LA PRESSE ©

La communauté italienne en furie contre les libéraux

NATHAËLLE MORISSETTE

OTTAWA – Les libéraux sont montrés du doigt à propos d'une demande de la communauté italienne du Canada, qui souhaite avoir accès 24 heures sur 24 à la chaîne de télévision publique RAI International, qui diffuse des émissions italiennes dans plusieurs pays dans le monde.

Comme le CRTC tarde à rendre sa décision, l'opposition soupçonne le Parti libéral d'être intervenu auprès de l'organisme fédéral afin de repousser le dossier après les élections.

RAI International a déposé sa demande au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) au mois d'avril 2003 et, depuis, la communauté italienne est en attente.

Le Bloc québécois estime que ce délai est anormalement long et se demande si certains libéraux ne sont

pas intervenus afin de bloquer le processus pour ne pas nuire à la chaîne torontoise Telelatino, qui diffusait, jusqu'à tout récemment, près de quatre heures d'émissions italiennes provenant de RAI International.

« Les gens de Telelatino s'opposent à RAI parce qu'ils veulent prendre le contrôle de toutes les transmissions italiennes au Canada et ces gens sont très proches du Parti libéral, tonne Giovanni Rapana, coordonnateur des Amis du RAI, un groupe formé d'Italiens dont plusieurs résident à Montréal. Le gouvernement canadien veut reporter la décision après les élections pour ne pas décevoir la communauté italienne, car la réponse est négative. »

Selon lui, le gouvernement Martin est en train de se mettre à dos bon nombre d'Italo-Canadiens. À l'approche des élections, plusieurs bouddent le PLC et se tournent vers un

autre parti, croit-il. « Le Parti libéral est pris entre la pression des actionnaires de Toronto et le vote des Italiens du Québec », poursuit M. Rapana.

Pendant ce temps, le Bloc québécois souhaite démystifier toute l'af-

souhaiterait voir cet enjeu reporté après les élections fédérales. La ministre du Patrimoine canadien peut-elle nous dire si l'absence d'une décision du CRTC est liée aux pressions d'un de ses collègues ? »

Selon M^{me} Gagnon, la ministre a

« Le Parti libéral est pris entre la pression des actionnaires de Toronto et le vote des Italiens du Québec. »

faire. En Chambre, le 22 mars, la députée bloquiste Christiane Gagnon a interrogé la ministre du Patrimoine canadien, Hélène Chalifour-Scherrer, afin d'en savoir plus sur la question.

Selon M. Giovanni Rapana, promoteur de l'initiative, « le retard de la décision du CRTC est attribuable à un membre influent du Cabinet qui

esquivé la question. « Nous voulons savoir quelles sont les vraies raisons de ce retard, pourquoi le CRTC prend tant de temps. On veut connaître les intentions du gouvernement libéral », dit-elle.

Au bureau de la ministre du Patrimoine, on souligne que personne ne peut intervenir dans le dossier puis-

que le CRTC est un organisme indépendant. Même son de cloche du côté du député libéral Yvon Charbonneau, qui appuie le projet de RAI International depuis le début. Il assure que les membres du Parti libéral n'ont exercé aucune pression pour retarder le processus. « Au contraire, dit-il, les gens veulent avoir la décision le plus tôt possible. »

Pendant ce temps, la communauté italienne, M. Rapana en tête, est en furie. « Nous voulons avoir accès à RAI International directement, sans interruption, sans interférence, sans censure ! » insiste-t-il.

Depuis longtemps, les Amis du RAI exercent des pressions pour pouvoir visionner ces émissions en provenance d'Italie. En avril 2003, ils ont même fait parvenir au CRTC une pétition de 103 000 signatures, sur laquelle 53 000 Italiens de Montréal ont apposé leur nom.

Malgré tout, ils devront s'armer de patience car, au CRTC, on semble n'avoir aucune idée du moment où la décision sera rendue et on tient à souligner que le Conseil dispose de tout le temps voulu pour analyser le dossier.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Pettigrew inquiet

OTTAWA – Les propos du ministre de la Santé, Pierre Pettigrew, selon qui un vote pour le Bloc québécois pourrait aider les conservateurs à prendre le pouvoir, prouvent hors de tout doute que les libéraux craignent de se retrouver dans l'opposition à l'issue des prochaines élections ou encore de former un gouvernement minoritaire, estime-t-on au Bloc.

En entrevue au *Toronto Star*, M. Pettigrew a déclaré que les Québécois devaient se rappeler que le nouveau chef du Parti conservateur, Stephen Harper, était en faveur de l'envoi de troupes canadiennes en Irak, opinion que ne partageait pas l'ensemble de la population du Québec.

En effet, au moment du déclenchement de la guerre il y a un an, les libéraux, les néo-démocrates et les bloquistes ont tous appuyé la décision de l'ancien premier ministre, Jean Chrétien, de ne pas prendre part à l'offensive américano-britannique.

La Presse

MEUBLES
ANDRÉ PERRAULT

Le Chic de l'ouest au prix de l'est

MÉNAGE DU PRINTEMPS
Liquidation de modèles de plancher sélectionnés

Trois étages d'idées à parcourir...
Shermag

3216251

3960, rue Bélanger Est, Mtl.
Fermé le dimanche
Tél.: 514-725-5245
Meubles du Québec

Armoires À super prix

Nous défions toujours la compétition.
Notre devise: Première qualité au meilleur prix!

Armoires À Super Prix
5500, Chapleau
(514) 522-5562
Sans frais 1 877 622-5562

Dandurand
Chapleau
Masson
Du Parc La Nord
St-Hubert

McGill
Recherche clinique

Avez-vous besoin de nouvelles prothèses dentaires?

La faculté de médecine dentaire de l'Université McGill, en collaboration avec le Centre universitaire de santé McGill, recherche des personnes pour participer à une étude sur les prothèses dentaires et la nutrition.

Vous pouvez soumettre votre candidature et recevoir de nouvelles prothèses à un coût modique si vous répondez aux critères suivants :

- être âgé(e) d'au moins 65 ans;
- être sans dents naturelles depuis au moins 5 ans;
- être relativement en bonne santé et sans histoire de cancer depuis 5 ans;
- ne pas consommer de suppléments alimentaires ou vitaminiques ou prendre de la phénytoline (Dilantin), de la cortisone et de l'insuline.

Si vous êtes intéressé(e) à participer à notre étude, laissez-nous vos coordonnées sur la boîte vocale suivante :
(514) 398-2021

Quelqu'un vous rappellera dans les jours qui suivent.
Les personnes sélectionnées seront traitées par des dentistes professionnels.

3216210
3114135

125 ANS

Premiers au Canada

Nos professeurs se sont placés au premier rang au Canada, lors de l'édition 2004 du concours de la Fondation canadienne pour l'innovation, en obtenant plus de 150 millions de dollars pour des équipements de recherche. En présentant des projets stratégiques pour notre avenir collectif, nos chercheurs confirment leur place parmi les meilleurs. Nous tenons à remercier la Fondation canadienne pour l'innovation, le gouvernement du Québec et nos partenaires de leur soutien à la recherche.

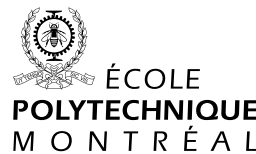
Voici nos projets :

- Plateforme biotechnologique pour l'étude de maladies humaines
- Intégration de la qualité de l'environnement et de la production animale
- Institut de recherche en immunovirologie et cancérologie
- Laboratoire de neuropsychologie et cognition
- Chime combinatoire et synthèse axée sur la diversité
- Infrastructure sur les matériaux de pointe, les nanosciences et les nanotechnologies
- Centre de recherche sur le diabète de Montréal : de la biologie aux nouvelles thérapies
- Laboratoire national de suivi des réponses immunitaires aux vaccins préventifs et thérapeutiques
- Centre de recherche, développement et validation des technologies et procédés de traitement des eaux
- Infrastructure de recherche avancée en nanorobotique
- Laboratoire de fabrication intelligente des composites
- Laboratoire de calcul en finance et assurance



CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

HEC MONTRÉAL



Université de Montréal

POLITIQUE

SCANDALE DES COMMANDITES

L'opposition tire à boulets rouges sur Coderre

Le député Kenney: « Il semble qu'il faisait du lobby afin que des contrats soient donnés au groupe Everest »

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le Bloc québécois et le Parti conservateur ont accusé hier aux Communes le ministre Denis Coderre, à la lumière du témoignage la veille de la fonctionnaire Huguette Tremblay devant le comité des comptes publics, de s'être immiscé dans le processus d'attribution d'un contrat de commandite de 500 000 \$ à l'agence Everest, diri-

gée par Claude Boulay, un ami de M. Coderre. Ces accusations ne sont pas nouvelles puisqu'elles avaient été lancées par le Bloc québécois pour la première fois à l'été 2002. M. Coderre avait alors catégoriquement nié être intervenu personnellement dans le dossier des commandites. Mais, selon la députée bloquiste Caroline Saint-Hilaire et le député conservateur Jason Kenney, les dé-

clarations faites jeudi par Huguette Tremblay, l'assistante de Charles Guité et de Pierre Tremblay au programme de commandites, ont révélé que le ministre Coderre communiquait régulièrement par téléphone avec Pierre Tremblay « pour nous demander de commander certains événements sportifs ».

M^{me} Saint-Hilaire a soulevé aux Communes hier, en présence de M. Coderre, le président du Conseil privé, la contradiction entre la déné- gation du ministre à l'époque où il était secrétaire d'État au Sport

amateur (du 3 août 1999 au 14 janvier 2002) et le témoignage de M^{me} Tremblay. Elle a notamment relu un courriel daté du 17 mars 2000 et rédigé par le directeur du groupe de travail sur la politique du sport, Roger Farley. Celui-ci travaillait sous les ordres de M. Coderre pour préparer une série de consultations sur l'avenir du sport amateur au Canada. « La firme que veut embaucher le secrétaire d'État est Everest », peut-on lire dans ce courriel.

« C'est écrit noir sur blanc, a lancé M^{me} Saint-Hilaire aux Communes. Le président du Conseil privé s'est

bel et bien immiscé dans le proces- sus d'octroi de contrats en faveur d'Everest. » Le Bloc et le PCC ont affirmé que le ministre Coderre n'a plus aucune crédibilité lorsqu'il affirme n'être jamais intervenu dans le choix des agences de communi- cation.

Le leader en Chambre du gouver- nement, Jacques Saada, et le minist- re de l'Environnement, David Ander- son, se sont portés tour à tour à la défense de leur collègue, qui ne s'est pas levé pour répondre aux attaques de l'opposition. M. Ander- son a qualifié les interventions de l'opposition de « mélange habile de faits et de fiction fait dans une tentative de salir la réputation d'un honorable membre des Commu- nes ». À l'été 2002, M. Coderre avait affirmé qu'il n'avait « jamais dit à qui que ce soit » de choisir la firme Everest. Le 1^{er} novembre 2002, Roger Farley maintenait, dans un article du quotidien *Ottawa Sun*, que Denis Coderre voulait qu'Everest s'occupe du contrat.

« Denis Coderre est dans le trouble, ici, a commenté hier le député con- servateur Jason Kenney. C'est le gars qui a nié avoir résidé chez Claude Boulay et qui plus tard a été forcé d'admettre qu'il l'avait fait. C'est un gars qui a nié toute implication dans les commandites et qui maintenant a été obligé d'ad- mettre le contraire. Il faisait claire- ment du lobby pour des contrats. Et maintenant, il semble qu'il fai- sait du lobby afin que des contrats soient donnés au groupe Everest, qui est une des agences impliquées dans le scandale des commandi- tes. »

M. Kenney et M^{me} Saint-Hilaire ont estimé hier que le premier minist- re Martin devait convoquer M. Coderre afin de savoir pourquoi il s'est immiscé dans le choix d'une firme de communication. M. Martin a affirmé à plusieurs reprises qu'il avait demandé à ses ministres, avant de les nommer, de lui révéler s'ils avaient été mêlés de près ou de loin au scandale.

CIRCUITS EUROPÉENS
SÉLECTION SUPÉRIEURE
TRAFALGAR PRIVILÈGE
SAVEURS DE FRANCE

20 mai
Départ de groupe accompagné
Circuit en autocar de luxe
Hôtels 3 et 4*
22 repas

16 JOURS

13 au 28 septembre HÉRITAGE BRITANNIQUE (Angleterre, Irlande, Écosse, Pays de Galles)
Groupe garanti et accompagné. FAITES VITE, profitez de la même promotion ci-dessus

clubvoyages Trans-Monde
1-800-870-3336
Permis du Québec : 700010

Prix régulier : 4 069 \$*
EXCLUSIF: Pour un temps limité
RABAIS SUPPLÉMENTAIRE jusqu'à 1170 \$ p.p.
PRIX SPÉCIAL : 2 899 \$* p.p.
* Taxes non incluses de 102,25 \$

Meubles Authentika

PAYEZ DANS 1 AN!

Prix Incroyable

1 JOUR SEULEMENT
DIMANCHE 21 MARS
de 11 h à 19 h

RÉG. 2595\$
SOFA ET CAUSEUSE EN CUIR 1199\$

• Grand choix de couleurs •
1 877 341-0777
SAMEDI FERMÉ.

1750, BOUL LE CORBUSIER, LAVAL (450) 680-1511
3214160 (À CÔTÉ DU CONCESSIONNAIRE CHRYSLER) 10015682

Formation informatique

Initiation à l'informatique, navigation et recherche Internet, courrier électronique, etc.

FORMATION de 3 heures 30\$
Par cours, par personne.
Taxes incluses.

5 COURS de 3 heures 100\$
Par personne.
Taxes incluses.

Formation informatique pour tous. Niveaux débutant, intermédiaire et avancé. Cours privés aussi disponibles.

Étudiants bien branchés HEC Montréal
514-340-7313 www.etudiantsbienbranchés.ca

Canada

DÉFI
de l'entrepreneuriat jeunesse

Quand on est jeune, on veut prendre sa place.

Le gouvernement du Québec a décidé de tout mettre en œuvre afin que les jeunes se réalisent et participent activement à construire leur avenir. Le Défi de l'entrepreneuriat jeunesse, une première au Québec, permettra plus que jamais aux jeunes de développer leur créativité, leur autonomie, leur leadership et leur sens des responsabilités.

Le Défi de l'entrepreneuriat jeunesse est une stratégie qui incite les parents, les enseignants, les entrepreneurs et les partenaires des milieux socioéconomiques à promouvoir les valeurs entrepreneuriales auprès des jeunes. Encouragez les initiatives de vos jeunes!

www.defi.gouv.qc.ca

Québec



À l'achat d'une Piscine Creusée

Club Piscine vous remet

16000\$

en bons d'achat

applicable sur tout ce que vous désirez en magasin*



Piscine Creusée 14'x26'

équipée et installée à partir de

112\$ /mois*



Venez chercher votre catalogue en magasin et obtenez un ballon de plage GRATUIT!*



Piscine Hors-Terre

18 équipée et installée pour seulement 18 pieds de diamètre

3995\$ /mois**

À l'achat d'une piscine équipée obtenez pour seulement

L'ENSEMBLE CLUB PISCINE

comprenant une cartouche Nature2, une minuterie, un drain de fond, un système de lumière et une marche Fiesta



299\$

LIQUIDATION modèles 2003*** jusqu'à

50

% de rabais



CLUB PISCINE SUPER Fitness

POUR LES ADRESSES DES MAGASINS, VISITEZ NOTRE SITE INTERNET À www.clubpiscine.ca



Certaines conditions s'appliquent, voir détails en magasin. Photos à titre d'illustration seulement. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre. Jusqu'à épuisement des stocks. *Limite d'un ballon par famille. Jusqu'à épuisement des stocks. **Sujet à l'approbation de crédit de Banque Laurentienne. Financement au taux d'intérêt de 7,85% par année. Voir détails en magasin. Le prix par mois indiqué se rapporte au modèle Liberty 14' x 26'. Les bons d'achat sont échangeables contre de la marchandise seulement et pour une valeur équivalente ou supérieure. Aucun remboursement en argent ne sera effectué. ***Sujet à l'approbation de crédit VISA Desjardins. Financement au taux d'intérêt de 8,9% par année. Voir détails en magasin. Le prix par mois indiqué se rapporte au modèle Delta 18 pieds de Cornelius. **** Applicable sur les appareils d'exercice 2003 sélectionnés. Jusqu'à épuisement des stocks.

ACTUALITÉS

L'AFFAIRE GUY CLOUTIER

Un long silence qui n'étonne pas

TRISTAN PÉLOQUIN

Même si la plaignante contre le producteur Guy Cloutier affirme avoir subi ses premières agressions sexuelles en 1978, il n'y a rien de surprenant dans le fait qu'elle ait subitement décidé — après plus de 25 ans de silence — de porter plainte contre son présumé agresseur.

« Les personnes victimes d'agression sexuelle, particulièrement celles qui ont été agressées par quelqu'un en qui elles avaient une grande confiance, éprouvent beaucoup de culpabilité et de honte. Il n'est donc pas rare qu'elles décident de cacher la réalité à leur entourage et qu'elles hé-

sitent longuement à s'engager dans un processus de dénonciation », explique la criminologue Arlene Gaudrault, de l'Université de Montréal.

Ainsi refoulé, ce sentiment de culpabilité et de honte se traduit souvent en séquelles de toutes sortes, « comme la boulimie, l'anorexie ou les idées suicidaires », explique M^{me} Gaudrault. Dans bien des cas, ces réactions sont tout simplement un moyen de défense passif contre leur agresseur », précise-t-elle.

« Dans d'autres cas, on voit aussi apparaître des comportements délinquants et destructeurs », indique pour sa part le psychologue et sexologue, Marc Ravart, qui travaille

beaucoup avec les clientèles victimes d'abus.

Qui plus est, lorsque la victime sait d'avance, comme c'est le cas dans cette affaire, que sa dénonciation sera largement rapportée par tous les médias, il arrive très souvent que les accusations ne soient jamais portées. « La médiatisation des causes d'agression sexuelle provoque une *survictimisation*, explique M^{me} Gaudrault. Même si le nom de la victime n'est jamais divulgué, ce qui n'arrive presque jamais, les comptes rendus faits par la télé, les journaux et la radio sont généralement si indélicat, que c'est comme si on forçait la victime à revivre littéralement l'agression

en public devant des milliers de spectateurs », dit-elle.

« Chose certaine, dans ce cas-ci, la décision de poursuivre a été longuement mûrie », croit-elle.

Rappelons que Guy Cloutier, 63 ans, qui a été arrêté jeudi à son domicile de l'Île-des-Soeurs, a plaidé non coupable aux huit chefs d'accusation — dont un de viol — qui pèsent contre lui. La plaignante (que la cour nous interdit d'identifier, mais qui n'appartient pas à sa famille) était enfant lorsque les premières agressions seraient survenues. Elle est aujourd'hui dans la trentaine.

Malgré de nombreuses tentatives, Guy Cloutier n'a accordé aucune en-

trevue hier et n'a fait aucune déclaration.

L'entreprise Guy Cloutier Communications, dont il est le président, a par ailleurs mandaté la firme de relations publiques National pour répondre à toutes les questions des journalistes au sujet du procès. Le relationniste Roch Landriault, qui s'occupe du dossier, n'a voulu faire aucun commentaire hier.

L'imprésario René Angéil, ami de longue date de Guy Cloutier, qui a lui-même eu à répondre, en mars 2002, à une accusation d'agression sexuelle semblable (dont il a été blanchi depuis), s'est pour sa part porté à la défense de l'accusé sur les ondes de TVA. « Je connais Guy depuis plus de 40 ans. Guy est une bonne personne, qui sème la joie autour de lui. Je ne crois absolument pas à toute cette histoire », a-t-il déclaré. M. Angéil a ajouté que les gens connus publiquement, comme lui et M. Cloutier, « sont facilement attaquables ».

Méga Millions
1 chance sur 21 818
11 lots de 1 MILLION \$
+ 12 lots de 100 000 \$
+ 45 lots de 25 000 \$
GRAND TIRAGE LE 31 MARS 2004

VOTRE MEILLEURE CHANCE DE GAGNER
1 MILLION \$ À LA LOTERIE!

PLUS QUE QUELQUES JOURS!

TIRAGES TOUT AU LONG
DE LA JOURNÉE DU 31 MARS
AU RÉSEAU TVA

18ans+



**Carlson
Wagonlit
Travel**



Enfin les vacances... partez la tête tranquille !

**NOLITOUR
VACANCES**

9 au 25 avril

CANCUN

El Pueblito
Formule Club
1 SEMAINE ***1/2 **1397\$**

Oasis Viva Cancun
Formule Club
1 SEMAINE ***1/2 **1397\$**

Oasis Cancun
Formule Club
1 SEMAINE ***1/2 **1647\$**

Oasis Beach & Spa
Formule Club
1 SEMAINE ****1/2 **1527\$**

Barcelo Maya Beach
Formule Club
1 SEMAINE ****1/2 **1897\$**

2 avril
HOLGUIN
Club Amigo Guardalavaca (std jardin)
Formule Club
1 SEMAINE ***1/2 **917\$**

Breezes Costa Verde (std jardin)
Formule Club
1 SEMAINE ****1/2 **1367\$**

12-19 avril

SAN ANDRÉS

Decameron San Luis
Formule Club
1 SEMAINE *** **1247\$**

Decameron Aquarium
Formule Club
1 SEMAINE **** **1297\$**

Decameron Marazul
Formule Club
1 SEMAINE **** **1347\$**

12 avril

PANAMA

Royal Decameron
Formule Club
1 SEMAINE ****1/2 **1347\$**

2 avril

PUERTO VALLARTA

Decameron Los Cocos (std)
Formule Club
1 SEMAINE ***1/2 **997\$**

Costa Club Puntarena
Formule Club
1 SEMAINE *** **1097\$**

Crown Paradise (face à la mer)
Formule Club
1 SEMAINE ****1/2 **1447\$**

HÉBERGEMENT EN CHAMBRE STANDARD SAUF INDICATIONS CONTRAIRES. L'ALLOCATION ANISI QUE LA LOCALISATION DES CHAMBRES PEUVENT ÊTRE À LA DISCRÉTION DE L'HÔTELIER DANS CERTAINES PROPRIÉTÉS. POUR PLUS DE DÉTAILS, CONSULTEZ NOTRE BROCHURE SUD 2004. CARLSON WAGONLIT ET NOLITOUR SONT DÉTENTEURS D'UN PERMIS DU QUÉBEC.

2-9 avril

VARADERO

Villa Tortuga
Formule Club
1 SEMAINE *** **997\$**

Barcelo Solymar (std)
Formule Club
1 SEMAINE ****1/2 **1397\$**

Club Amigo Varadero
Formule Club
1 SEMAINE ***1/2 **1097\$**

15-22 avril

CAYO COCO

Tryp Cayo Coco
Formule Club
1 SEMAINE **** **1247\$**

El Senador (std)
Formule Club
1 SEMAINE ****1/2 **1347\$**

10-17 avril

CAYO LARGO

Sol Pelicano
Formule Club
1 SEMAINE ***1/2 **1197\$**

2-3-4 avril

PUNTA CANA

Fiesta Complex
Formule Club
1 SEMAINE **** **1247\$**

Barcelo Villas Bavaro
Formule Club
1 SEMAINE ***1/2 **1247\$**

Grand Paradise Bavaro
Formule Club
1 SEMAINE **** **1297\$**

1-3 avril

PUERTO PLATA

Puerto Plata Village (std)
Formule Club
1 SEMAINE ***1/2 **997\$**

Casa Marina Reef
Formule Club
1 SEMAINE ***1/2 **997\$**

2-4 avril

BAYAHIBE

Santana Beach (spécial VIP)
Formule Club
1 SEMAINE **** **1097\$**

PRIX PAR PERSONNE EN BASE DOUBLE TAXES INCLUSES EN VIGUEUR POUR LES NOUVELLES RÉSERVATIONS À PARTIR DU 27 MARS 2004 POUR DES DÉPARTS AUX DATES MENTIONNÉES. NOMBRE DE PLACES LIMITÉES. SUJET À CHANGEMENT SANS PRÉAVIS. VALIDES POUR DES DÉPARTS SUR CERTAINS JOURS DE VOL. D'AUTRES JOURS DE VOL PEUVENT ÊTRE DISPONIBLES AVEC SUPPLÉMENT.

Cuba... Oui, je le veux !

AGENCES ACCRÉDITÉES POUR L'ORGANISATION DE MARIAGES À CUBA.

Carlson Wagonlit Travel

1 800 227-5766

Le bouclier antimissile verra le jour... avec ou sans le Canada

LAURA-JULIE PERREAULT

Le bouclier antimissile, promis aux Américains par George W. Bush au lendemain du 11 septembre, verra le jour avec ou sans l'appui du Canada, estime un spécialiste de la défense américaine, de passage à Montréal hier. Selon Charles Pena, du Cato Institute, le Canada a un peu plus à gagner qu'à perdre en appuyant le projet de Washington.

D'entrée de jeu, M. Pena a affirmé hier, en s'adressant à un groupe de diplomates et de spécialistes des relations internationales à l'hôtel Delta centre-ville, que le controversé programme antimissile américain est là pour rester.

« Toutes les études montrent que la priorité numéro 1 des Américains, depuis les attentats terroristes du 11 septembre, est la sécurité. Si John Kerry est élu aux prochaines élections, il ne pourra pas mettre le programme aux poubelles. Les Américains ne veulent pas se faire dire que leur

gouvernement ne fait pas tout ce qu'ils peuvent pour les défendre », a expliqué l'analyste hier.

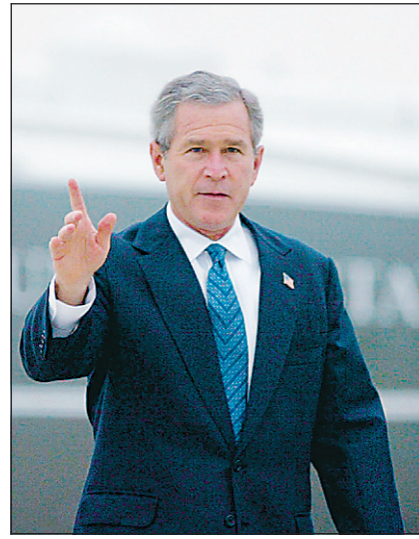
George W. Bush a ressuscité le projet de bouclier en 2001, mais ce n'est qu'en octobre prochain, soit un mois avant les élections présidentielles, que les premiers intercepteurs de missiles seront mis en place en Alaska et en Californie. « Ces installations seront surtout un symbole. Si jamais le président de la Corée du Nord était de mauvaise humeur et appuyait sur le bouton rouge, les intercepteurs de missiles ne fonctionneraient pas », explique M. Pena, qui a travaillé avec différentes agences du gouvernement américain sur la question de la défense antimissile.

S'il juge qu'il est impossible que le gouvernement américain revienne sur ses positions, M. Pena croit que le Canada a encore le temps de réfléchir avant de se rallier définitivement au projet, et ce, même si l'administration Bush demande à Paul Martin de

statuer dans les prochains mois sur ses intentions dans ce dossier.

Les négociations entre Ottawa et Washington n'ont pas encore débuté, mais la première lettre échangée entre le nouveau ministre de la Défense, David Pratt, et son homologue américain, Donald Rumsfeld, le 15 janvier dernier, donnait presque le feu vert au bouclier antimissile.

« Il n'y aura pas de conséquences très graves si le Canada décide de ne pas participer au programme antimissile, mais il y en aura, convient M. Pena. L'administration Bush est déterminée à aller de l'avant. Si le Canada embarque, les coûts seront minimes. Le Canada bénéficiera du bouclier, ça renforcera la place du Canada dans le commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et les compagnies canadiennes de l'industrie militaire pourront obtenir des contrats », précise M. Pena, qui dirige le département des études en défense du laboratoire



ARCHIVES AP

George W. Bush a ressuscité le projet de bouclier antimissile en 2001.

d'idées libertaires de Washington D.C.

Chercheur en sciences politiques à l'Université Carleton, Philippe Lagassé, qui participait hier

au même panel que M. Pena dans le cadre d'une conférence portant sur les choix du Canada en matière de sécurité nord-américaine, a rappelé que le plus grand coût pour le gouvernement Martin est essentiellement politique.

Le Nouveau Parti démocratique, le Bloc québécois et l'aile gauche du Parti libéral s'opposent farouchement à la participation du Canada au projet antimissile, craignant qu'en donnant le feu vert à ce projet, le Canada ne donne aussi son aval à la résurrection du programme de la guerre des étoiles, qui permettrait aux États-Unis de détruire des missiles dans l'espace à l'aide de lasers ultra-puissants.

M. Lagassé a noté hier que les Américains cherchent surtout un appui symbolique du Canada et ne s'attendent pas à ce que les Canadiens financent une partie du programme. Il n'est pas non plus question pour le moment que des intercepteurs soient installés en sol canadien.

DÉPÊCHEZ-VOUS ! CETTE OFFRE SE TERMINE LE 31 MARS 2004.

FOCUS SE FAMILIALE
2004



199 \$/mois*
Location 48 mois, transport inclus
Mise de fonds de 2 795 \$
Remise taxable de 500 \$ incluse†

15 895 \$ à l'achat††

Depuis cinq ans, la Ford Focus figure au palmarès des 10Best du magazine *Car and Driver*®.

*2000-2004

La Ford Focus, au palmarès des 10 meilleures voitures de l'année.

Jacques Duval, *Guide de l'auto 2004*.

À ce nouveau prix-là, on ne s'en passe pas.

FOCUS LX BERLINE
2004



169 \$/mois*
Location 48 mois, transport inclus
Mise de fonds de 2 795 \$
Remise taxable de 500 \$ incluse†

12 495 \$ à l'achat††

Technologie et conception allemandes • Siège conducteur réglable en hauteur • Radio AM/FM stéréo avec lecteur cassette • 2 rétroviseurs à réglage manuel • Chauffe-moteur • Antidémarrage SecuriLock® • Direction et freins assistés • Commande d'ouverture du coffre • Protection antidécharge de la batterie • Suspension à 4 roues indépendantes • Alimentation prolongée des accessoires

FOCUS ZX5
2004



209 \$/mois*
Location 48 mois, transport inclus
Mise de fonds de 2 395 \$
Remise taxable de 500 \$ incluse†

17 995 \$ à l'achat††



ÉDITION HIVER PLUS



ANTIPATINAGE



RÉTROVISEURS CHAUFFANTS



SIÈGES CHAUFFANTS

Focus ZX5 édition hiver plus

(ensemble aussi offert de série pour les Focus ZTW et ZTS 2004)

La Ford Focus édition hiver plus possède tous les atouts pour transformer l'hiver en une réelle partie de plaisir.



Bien pensé

321558A

3215571

100 ans au Canada
ford.ca

LES FORD FOCUS DE MONTRÉAL 1000 \$ de remise aux diplômés

Photos à titre indicatif seulement. *Dépôt de sécurité (ZX5 : 250 \$; SE familiale : 250 \$; LX berline : 200 \$), mise de fonds (ZX5 : 2 395 \$; SE familiale : 2 795 \$; LX berline : 2 795 \$) et première mensualité exigés à la livraison. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Ces offres s'appliquent à des particuliers sur approbation de crédit de Crédit Ford. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. *Les mensualités annoncées incluent une remise taxable du constructeur de 500 \$. Les taxes sont calculées sur le plein prix de location avant la déduction de la remise. †Transport (875 \$) et taxes applicables en sus. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre offre en vigueur, à l'exception de la remise aux diplômés pour laquelle certaines conditions s'appliquent. Ces offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules neufs en stock et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Votre conseiller Ford peut louer ou vendre moins cher. Voyez votre conseiller Ford pour obtenir tous les détails.

ACTUALITÉS

Intimidation contre le chef Gabriel

RAYMOND GERVAIS

Deux mois et demi après les événements dramatiques survenus à Kanesatake le 12 janvier, aucune accusation n'a encore été portée contre les responsables de l'incendie criminel qui a détruit la

maison du grand chef James Gabriel.

Ce n'est donc pas demain la veille que le chef Gabriel pourra réintégrer en toute sécurité sa communauté. À deux reprises depuis son exil volontaire, il est retourné au conseil de bande à Ka-

nesatake et, chaque fois, il a été victime d'intimidation par les partisans des chefs qui s'opposent à sa façon de gouverner.

« Chaque fois, les chefs dissidents communiquent avec leurs supporters pour leur dire que j'arrive. Ils refusent de s'asseoir à

la table du conseil et de négocier », a dit M. Gabriel.

Selon lui, la mésentente tourne autour de la façon dont le travail de la police doit être organisé à Kanesatake. Qui a le mandat et qui a l'autorité pour décider comment le corps de police doit être

géré? Voilà toute la question. L'entente tripartite conclue en 1999 et reconduite l'an dernier pour une période de 12 mois ne satisfait pas les parties en cause. Les opposants reprochent à James Gabriel de vouloir implanter une police de Blancs et de gouverner comme un maire.

À quelques jours de la fin de l'entente, qui laisserait le territoire sans forces de l'ordre, le grand chef vient de nommer David Thompson pour diriger le corps de police de Kanesatake. Contrairement à Terry Isaac, qui avait été nommé le 12 janvier à la tête du corps de police, M. Thompson est un policier mohawk d'expérience qui a travaillé à Akwesasne. « Les opposants ont toujours dit qu'il devait y avoir une solution mohawk afin de régler le problème mohawk », rappelle le chef Gabriel, qui s'est entendu avec le grand chef de Kahnawake, Joe Norton, sur la passation des pouvoirs à la direction de la police. Les deux chefs ont décidé de laisser à John K. Diabo, l'actuel chef intérimaire, et à David Thompson le soin de faire eux-mêmes la transition.

M. Gabriel a bon espoir qu'elle se fasse dans l'harmonie et que la situation se règle une fois pour toutes. Les six agents qui seront intégrés à la force de police au cours de cette transition pour remplacer les hommes de John K. Diabo sont des Mohawks qui ont déjà travaillé à Kanesatake et qui sont connus de la population.

Une fois la loi et l'ordre rétablis, M. Gabriel a l'intention de retourner à Kanesatake et envisage sérieusement le déclenchement d'élections hâtives, afin qu'un conseil de bande fort et homogène dirige les destinées de sa communauté et pense les plaies qui déchirent la population.

Mais avant de tenir des élections, M. Gabriel a indiqué qu'il fallait ramener la paix afin que le scrutin ne se déroule pas dans un climat de tension et d'intimidation.

Il a rappelé qu'une autre maison avait été incendiée il y a deux semaines par des criminels qui désirent semer la terreur et intimider la communauté. « Notre groupe est certain que nous avons toujours l'appui de la population et nos opposants sont du même avis. Je dis : laissons la population décider une fois pour toutes et respectons sa décision », a conclu le chef Gabriel, qui a annoncé qu'il serait candidat à ces élections.

PONTIAC LA PASSION DE CONDUIRE



PONTIAC VIBE

Modèle GT illustré

• PLUS FAIBLE CONSOMMATION D'ESSENCE DE SA CATÉGORIE • SÉCURITÉ 5 ÉTOILES** • GARANTIE LIMITÉE 5 ANS/100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR SANS FRANCHISE • CLIMATISEUR • MIROIRS À RÉGLAGE ÉLECTRIQUE • ROUES DE 16 PO EN ALUMINIUM COULÉ • PHARES ANTIBROUILLARDS • PRISE DE COURANT DE 115 VOLTS AC DANS LE TABLEAU DE BORD • LECTEUR CD ET 4 HAUT-PARLEURS

« MEILLEURE VOITURE COMPACTE »

L'ANNUEL DE L'AUTOMOBILE 2004

PONTIAC VIBE

258 \$/mois**

Terme de 48 mois à la location
Transport et préparation inclus

— OU —

0% FINANCEMENT
À L'ACHAT†

Plus de chevaux de série que les Honda Civic, Nissan Sentra, Ford Focus et Toyota Corolla.



Modèle GT illustré

La voiture la plus vendue de sa catégorie en 2003.*



Modèle GT 2 portes illustré

Plus faible consommation d'essence de sa catégorie pour une cinquième année consécutive - Energuidé*



Modèle à empattement long illustré

PONTIAC SUNFIRE SL
2 et 4 portes

- Moteur Ecotec L4 2,2L de 140 HP
- Garantie limitée 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise
- Transmission manuelle 5 vitesses Getrag
- Banquette arrière repliable divisée 60/40
- Phares antibrouillards

10 998 \$

à l'achat**

PONTIAC GRAND AM SE
4 portes

- Moteur ECOTEC DACT 4 cyl. d'aluminium 2,2L de 140HP
- Transmission manuelle 5 vitesses Getrag
- Climatiseur
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD
- Portes et ouvre-coffre à commandes électriques

188 \$/mois**

Terme de 48 mois à la location
Transport et préparation inclusOU 0% FINANCEMENT
À L'ACHAT†

PONTIAC MONTANA
à empattement régulier

- Sécurité 5 étoiles**
- Garantie limitée 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise
- Transmission automatique électronique 4 vitesses
- Climatiseur et lecteur CD
- Portes, vitres et rétroviseurs chauffants à commandes électriques
- Télédévrouillage

228 \$/mois**

Terme de 48 mois à la location
Transport et préparation inclusOU 0% FINANCEMENT
À L'ACHAT†

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit.

Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2004 en stock suivants: Vibe (2SL26/R7A), Sunfire (2JB69/R7A ou 2JB37/R7A), Grand Am (2NE69/R7C) et Montana (2UN16/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. *À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent: Vibe (3214 \$), Grand Am (2507 \$) et Montana (3661 \$). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 c/km après 80 000 km. **Première mensualité et dépôt de sécurité (Vibe: 300 \$) exigibles à la livraison. **Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigible à la livraison. **À l'achat, préparation incluse. Transport (900 \$), immatriculation, assurances et taxes en sus. †Taux de financement à l'achat de 0% pour des termes allant jusqu'à 48 mois. *Basé sur les ventes canadiennes de janvier à décembre 2003 pour la catégorie petites intermédiaires. *Basée sur les données publiées par le ministère des Ressources naturelles du Canada dans le Guide de consommation de carburant 2004. **Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager du siège avant lors des tests d'impacts frontaux (Vibe), pour le conducteur et le passager du siège avant lors des tests d'impacts latéraux (Montana). Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.



3200456

Accusée d'avoir tué le poupon qu'elle gardait

CHRISTIANE DESJARDINS

Une femme de 27 ans, Milanie Bay-sa, a été accusée hier d'homicide involontaire à la suite de la mort de la fillette de 6 mois qu'elle gardait. Elle aurait secoué la petite, qui pleurait, au point de lui causer des blessures internes mortelles.

Le drame est survenu dans l'avant-midi du 17 mars, dans une résidence de la rue Fredmir, à Dollard-des-Ormeaux. Selon le porte-parole de la police de Montréal, Miguel Altston, après avoir couché l'enfant en présence de sa gardienne habituelle, la mère est partie pour faire des courses. Un peu plus tard, la mère a reçu un appel de la gardienne l'avisant que la petite n'allait pas bien et qu'elle était inconsciente. La mère s'est ruée à la maison et le 911 a été appelé à 11 h 25.

L'enfant a d'abord été transportée au centre hospitalier Lakeshore, puis à l'Hôpital de Montréal pour enfants. La petite, qui ne portait aucune marque de violence, est restée dans un état critique pendant deux jours avant de rendre l'âme le 19 mars. Considérant cette mort comme suspecte, les policiers ont ouvert une enquête qui a abouti à l'arrestation de la femme jeudi.

Après avoir été interrogée toute la nuit, elle a comparu hier au palais de justice de Montréal et a été remise en liberté moyennant un dépôt de 5000 \$ et diverses conditions dont celle de ne pas quitter le Québec et de ne pas se trouver seule en présence de mineurs. Elle reviendra devant le tribunal le 21 mai pour connaître la date de son enquête préliminaire.

SOUTIEN AUX FAMILLES

Le ministre Béchard veut simplifier les mesures d'aide

PASCALE BRETON

QUÉBEC – À quelques jours du dépôt du budget Séguin, le ministre Claude Béchard cite des arguments en faveur du rétablissement des allocations universelles unifiées pour les familles.

Hier, au terme d'une interpellation de l'opposition sur le soutien financier aux familles, le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille a réitéré la volonté du gouvernement de simplifier les mesures d'aide et de corriger les iniquités.

Pas besoin d'un comptable...

« Les objectifs qu'on a poursuivis étaient des objectifs de simplification, de clarté et aussi de s'assurer que les familles québécoises n'ont pas besoin d'un comptable pour avoir recours à toutes les aides qui leur sont possibles », a déclaré le ministre Béchard.

Au début du mois, au terme des consultations publiques menées en prévision du budget, son collègue des Finances, Yves Séguin, s'était montré favorable au rétablissement d'un régime d'allocations familiales universelles, que le gouvernement Bouchard avait aboli. Les chèques mensuels versés aux familles viendraient remplacer les divers crédits d'impôts, avait-il expliqué en laissant même planer une bonification de l'enveloppe budgétaire disponible.

« Peu importe la méthode, la façon, ce que je souhaite, au lendemain du prochain budget, c'est que les familles québécoises, entre autres les familles de la classe moyenne, aient plus d'argent dans leurs poches pour faire leurs propres choix », a pour sa part indiqué le ministre Béchard hier.

Depuis son entrée en fonction, le ministre a maintes fois répété que 30 % des ménages n'envoient pas leurs enfants dans les services de garde à contribution réduite, soit par choix ou parce qu'ils ne réussis-

sent pas à y obtenir une place. Il souhaite donc implanter « une politique familiale qui ne laisse personne de côté ».

Des études ont aussi révélé que les mesures fiscales mises en place par les gouvernements pour aider les familles ont eu certains effets pervers, creusant un écart entre les ménages. C'est ce qu'on appelle « l'effet piscine ». Un couple avec un enfant qui gagne 22 000 \$ par année reçoit ainsi 625 \$ d'aide de la part du gouvernement alors qu'un couple avec un enfant dont le salaire annuel est de 35 000 \$ en reçoit 1822 \$.

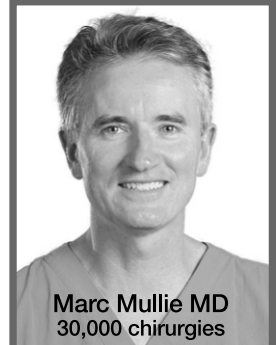
Le ministre Béchard veut corriger ces iniquités. Hier, il n'a cependant pu préciser si l'aide aux familles plus pauvres se fera au détriment des autres. « Corriger l'effet piscine, c'est s'assurer qu'on corrige le trou entre les deux, pas qu'on diminue d'un côté ou de l'autre. Ce que je souhaite, c'est qu'on remplisse la piscine et qu'on aide toutes les familles du Québec, mais on va voir avec les moyens finaux qui seront dans le prochain budget. »

La visibilité plutôt que la vision

Le critique de l'opposition en matière d'aide à la famille et député de Joliette, Jonathan Valois, a pour sa part critiqué la vision du gouvernement Charest. Le retour des allocations familiales n'est en fait qu'une opération de visibilité et de charme, a-t-il affirmé.

« À défaut d'avoir une vision pour le développement d'une politique familiale, le gouvernement a opté pour une visibilité. Toutes les familles vont pouvoir voir, en recevant un chèque plutôt que des crédits d'impôts, l'aide accordée à la famille. »

M. Valois doute cependant que les familles à faible revenu voient réellement leur situation s'améliorer avec cette mesure et craint, en contrepartie, que les familles qui avaient droit aux crédits d'impôt ne soient pénalisées si le chèque d'allocation familiale est considéré comme un revenu supplémentaire.



Marc Mullie MD
30,000 chirurgies

LASERVUE
vous offre
ce qu'il y a
de mieux
pour vous...



Gordon Balazsi MD
30,000 chirurgies

PLAN BRONZE	PLAN ARGENT	PLAN OR
LASIK DE BASE	LASIK STANDARD	LASIK SUR MESURE

FINANCEMENT DISPONIBLE

10 ans
d'excellence

L A S E R V U E

(514)-738-6666

www.laservue.net

Le choix des
consommateurs
2004
au
service de l'excellence

Stationnement gratuit

Corset
69\$

Tanga
29\$
pour 2

CHANGEZ VOS COULEURS

Les nouveaux dessous du printemps!

6IXTY EIGHT

LINGERIE

2 couleurs au choix
49\$

2 couleurs au choix
39\$

2 couleurs au choix
49\$

2 couleurs au choix
25\$ pour 2

2 couleurs au choix
25\$ pour 2

2 couleurs au choix
25\$ pour 2

Offerts chez

ACTUALITÉS

Le président de Groupaction réapparaît après deux ans

PRESSE CANADIENNE

Introuvable depuis deux ans, le président de Groupaction, Jean Brault, a accordé une brève entrevue à TVA au cours de laquelle il a soutenu qu'il ferait valoir ses droits en temps et lieu. Président de l'une des entreprises au beau milieu du scandale des commandites qui ébranle le gouvernement fédéral, Jean Brault a été retracé par un journaliste de TVA.

Visiblement mal à l'aise, il a dit s'être retiré il y a deux ans pour des raisons de santé. « Il faut que je prenne soin de moi », a brièvement commenté celui qui serait aux prises avec des problèmes cardiaques.

M. Brault s'était effacé quand la vérificatrice générale Sheila Fraser avait révélé que le fédéral avait payé 1,6 million de dollars à Groupaction pour des rapports bidons. En février 2003, M^{me} Fraser a révélé dans un autre rapport que des firmes de publicité, dont Groupaction, avaient reçu pour 100 millions de commissions dans le programme de commandites. À savoir s'il répondrait à une convocation du comité des comptes publics qui enquête actuellement sur l'affaire, M. Brault a rétorqué : « Je ne sais pas, je n'ai aucune idée. »

La vice-présidente du comité des comptes publics, la libérale Marlene Jennings, a par ailleurs affirmé à TVA que M. Brault serait invité à témoigner. M. Brault croit du reste qu'on mettra du temps à élucider l'affaire. « Je pense que ça va être long. Le temps va faire la lumière sur les choses. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse ? » Il a toutefois soulevé qu'« en temps et lieu, on fera valoir nos droits ».

Il a enfin avoué que « la compagnie a été ruinée » par toute cette histoire. Groupaction ne compte plus que quelques employés.

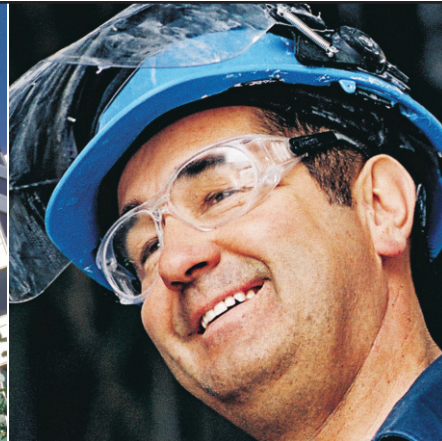
Un coup de fil... chanceux

PRESSE CANADIENNE

HAMILTON, Ontario – Une conversation téléphonique au cours d'une intervention policière de routine, jeudi, a causé la perte d'un présumé trafiquant de drogue.

Appelé à ranger sa voiture sur le bas-côté, l'homme de 42 ans était à la recherche de son permis de conduire et de ses autres papiers quand son téléphone cellulaire a sonné. Il a répondu à l'appel et discuté brièvement avec son interlocuteur.

Lorsque l'agent a consulté les dossiers informatisés de la police, il a découvert que l'homme faisait face à des accusations de trafic de drogue. L'une des conditions de sa remise en liberté sous caution était qu'il ne serve pas de son cellulaire, afin qu'il ne puisse négocier la vente de stupéfiants. Une fouille de l'homme et de son véhicule a permis de mettre la main sur une pipe à crack, des armes de plastique et un sac de plastique comportant des traces de crack. L'homme a été accusé sous trois chefs de manquement aux conditions de la probation.



UN LEADERSHIP BIEN DE CHEZ NOUS

Chez Alcan, nous produisons de l'aluminium et fournissons des solutions d'emballage. Nous transformons les idées d'aujourd'hui en innovations pour demain. Pour demeurer compétitifs, nous avons développé des technologies avant-gardistes et exploré de nouveaux débouchés, ici même au Québec, grâce à une expertise et à un leadership bien de chez nous.

Nous avons aussi su nous distinguer. Alcan a récemment été désignée comme « société de métaux la plus admirée au monde » par le magazine *Fortune*. Au Canada, le magazine *Report on Business* accorde à Alcan la première place dans l'industrie minière canadienne dans le domaine de la responsabilité sociale.

Notre siège social situé à Montréal coordonne nos activités à l'échelle mondiale, et témoigne de notre engagement envers le Québec où nous avons investi, au cours des cinq dernières années, plus de 3,4 milliards de dollars canadiens, entre autres dans la construction de l'usine Alma, une aluminerie de classe mondiale.

En ce moment, Alcan investit encore au Québec dans :

- un nouveau centre de réfection des cuves d'électrolyse à Alma qui emploiera près de 200 employés (investissement de 60 millions de dollars);
- une installation de traitement de résidu industriel qui utilise une technique de classe mondiale développée chez nous, au Québec, et qui emploiera 50 personnes (investissement de 150 millions de dollars);
- une nouvelle installation de production de structures en aluminium pour l'industrie automobile qui créera 35 nouveaux emplois (investissement de 25 millions de dollars);
- une stratégie de partenariat avec nos fournisseurs et nos clients qui a permis l'annonce de 400 nouveaux emplois dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean au cours des 15 derniers mois;
- l'expansion de la société Aluminerie Alouette inc. à Sept-Îles, un investissement majeur de 560 millions de dollars de la part d'Alcan.

Nous sommes fiers de nos origines québécoises et nous entendons continuer à nous démarquer sur la scène mondiale tout en demeurant fermement ancrés au Québec.

Au Québec, Alcan compte plus de 8 000 employés et exploite :

- Six alumineries dont elle est seule propriétaire et deux autres alumineries à titre de partenaire en coentreprise
- Six centrales hydroélectriques
- Une usine d'alumine
- Un important centre de recherche et de développement
- Un réseau ferroviaire
- Des installations portuaires
- Quatre usines de transformation de l'aluminium
- Deux usines d'emballage
- Un siège social mondial

www.alcan.com



VOTRE CADEAU DE DIOR

EXCLUSIVEMENT CHEZ LES AILES DE LA MODE
Jusqu'au 4 avril 2004, avec tout achat de 35 \$ ou plus de produits Dior vous recevrez cette superbe prime de 8 pièces* :

- HYDRA-MOVE Crème 15 ml
- NOUVEAU! CAPTURE FIRST ACTION SERUM Sérums Lissant Jeunesse 10 ml
- NOUVEAU! CAPTURE FIRST ACTION YEUX Fluide Lissant Jeunesse
- DIOR ADDICT Ultra Gloss «Beige à croquer»
- DIOR ADDICT Ultra Gloss «Rose à savourer»
- Eau de parfum DIOR ADDICT
- Eau de toilette HIGHER Energy
- Pochette à maquillage Dior Parfums

*Jusqu'à épuisement des stocks. Une prime par personne. Ne peut être jumelée à aucune autre offre spéciale.

Dior



AILES

LES AILES DE LA MODE



CAPTURE R60/80™

1 heure pour réduire vos rides?

Voici Capture R60/80 :

- Après 1 heure : jusqu'à 60% de réduction de rides*
- Après 1 mois : 80% constatent une peau d'apparence plus jeune**

Capture R60/80 transforme visiblement votre peau et la rend lisse, lumineuse et forte. Triomphez du temps!

Capture R60/80 Crème correction rides
30 ml - 62 \$ • 50 ml - 88 \$

* Tests instrumentaux réalisés avec la crème riche - n=30 - dernier quartile
** Test réalisé auprès de 100 femmes avec la crème riche

Financement des défusionnistes

Les élus de Mont-Royal déboutés

SÉBASTIEN RODRIGUE

Les défusionnistes ont perdu une première bataille contre la Ville de Montréal. Le juge John Bishop, de la Cour supérieure, a rejeté hier la demande d'injonction des élus de l'arrondissement de Mont-Royal qui avait pour but de suspendre la directive interdisant le financement des groupes défusionnistes.

Les élus de l'arrondissement et les dirigeants de l'organisme Défusion Mont-Royal voulaient casser une directive du directeur général de Montréal ordonnant aux directeurs des arrondissements de bloquer tout financement des

groupes militant en faveur de la défusion.

En fait, la Ville et l'arrondissement s'opposent sur l'interprétation des articles de la Charte de Montréal sur le financement des groupes communautaires. Le juge Bishop conclut toutefois qu'il n'y a pas d'urgence justifiant une injonction et que rien ne prouve que cette décision causerait un « préjudice irréparable ».

Selon l'attachée de presse du maire Gerald Tremblay, Christiane Miville-Deschênes, l'administration municipale est satisfaite du verdict qui rappelle que les activités partisanes doivent être financées par des dons du public. M^{me} Miville-Deschênes ajou-

te que le ministre des Affaires municipales a lui aussi ordonné que cesse le financement d'activités défusionnistes à même les fonds publics.

De son côté, la mairesse de l'arrondissement de Mont-Royal, Suzanne Caron, accuse la Ville de l'empêcher de faire contrepoids à la promotion de la nouvelle Charte de Montréal, qui confère de nouveaux pouvoirs aux arrondissements. « C'est comme une gifle aux citoyens qui espéraient un processus équitable. Les citoyens ont perdu le droit à la libre circulation de l'information », dit-elle.

Elle critique particulièrement une importante campagne de publicité que Montréal entreprend en fin de

semaine dans les journaux locaux. L'attachée de presse du maire Tremblay réplique qu'il s'agit d'une campagne de publicité sobre qui aurait eu lieu en dépit de la tenue de référendums sur la défusion.

La tension est vive à ce sujet parce que si la Charte de Montréal ne permet pas aux arrondissements de financer les groupes défusionnistes, elle interdit aussi de subventionner les partisans de la nouvelle ville.

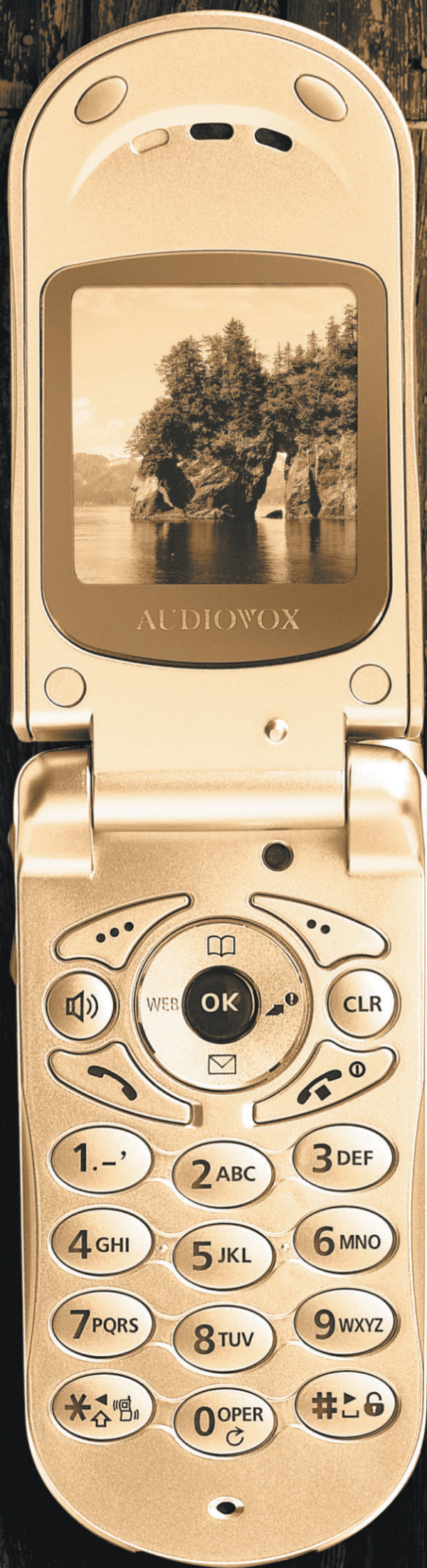
Les élus de Mont-Royal et les dirigeants du groupe défusionniste n'ont pas encore décidé s'ils entameront de nouvelles démarches. « Ça ne veut pas dire que notre opinion juridique n'est pas bonne, ça veut juste dire

qu'en attendant de savoir laquelle des deux opinions (juridiques) est la bonne, on est coincé et on peut pas avoir accès à notre fonds », fait valoir M^{me} Caron.

L'arrondissement avait pigé dans les surplus budgétaires de l'ancienne ville de Mont-Royal pour créer un fonds de 50 000 \$ pour soutenir les militants du comité Défusion Mont-Royal. L'arrondissement de Kirkland avait aussi créé un fonds de 20 000 \$ pour son comité. À la suite de la décision du juge Bishop, le maire de l'arrondissement de Kirkland, John Meaney, a annoncé que le groupe devrait se débrouiller sans subvention. « Ça montre le pouvoir qu'on a comme arrondissement, ça montre encore plus pourquoi on devrait défusionner », a lancé M. Meaney, visiblement mécontent de cet échec.

D'ici quelques semaines, les règles de financement en vue de la campagne sur les défusions seront rendues publiques, clarifiant le financement des groupes défusionnistes.

La moitié moins cher que de coutume.



49,50 \$

Audiovox 8600

50%

DE RABAIS

Du 25 au 28 mars seulement.

- Sur ces téléphones.
- Sur les FORFAITS pour les deux premiers mois*.

Service prépayé aussi disponible. Abonnez-vous maintenant et doublez votre crédit de départ.

Une réception de qualité supérieure. Une couverture imbattable. La mobilité sur laquelle on peut compter.

0 \$

Audiovox 8450



49,50 \$

Samsung a460



64,50 \$

Slider de Kyocera



Auteuil

Entreprise Yaco enr.
5330, boul. des Laurentides
(450) 628-9366

Dorval

J.D. Mobilité
10925, chemin Côte-de-Liesse
(514) 422-0511

Granby

Bell Mobilité
590, boul. Boivin
(450) 378-3618

Hull

Action Solutions Radio Inc.
73, rue Jean-Proulx
(819) 777-0999

Joliette

Boutique du téléphone
127, boul. St-Charles Borromé N.
(450) 752-5030

Lachine

CBCI Telecom inc.
2409, 46e Avenue
(514) 422-3334

Lafontaine

Cosat
2121, boul. Labelle
(450) 431-5122

Laval

Metro Com Canada
800, boul. Chomedey (120)
(450) 687-4000

Longueuil

Cellcom
650, place Trans-Canada
(450) 463-7777

Triacom

2771, boul. Jacques-Cartier Est
(450) 928-2244

Montréal

ABCO Telecom inc.
8900, rue Lajeunesse
(514) 389-8900

CelluMTL

Complexe Desjardins
(514) 282-3388

Citécell

5450, rue St-Patrick (101)
(514) 762-2000

Télécentre Québec

6855, rue St-Jacques Ouest
(514) 485-5222

Salaberry-de-Valleyfield

Librairies Boyer Ltée
10, rue Nicholson
(450) 373-6211

Sherbrooke

Gobeil et Filles
4505, boul. Industriel
(819) 563-0406

St-Eustache

Communications J.D.
66, rue Dubois (107)
(450) 974-7444

Terrebonne

Her-Comm
1729, chemin Gascon
(450) 964-7777

Aussi offert dans les magasins Espace Bell.



Et bien simple.^{MC}

1 888 4MOBILE www.bell.ca/moitie Magasins Espace Bell et Bell Mobilité

Certaines conditions s'appliquent. Photos à titre indicatif. Offre/prix sujet à changement sans préavis. Détails en magasin. *Le rabais de 50% sur le prix des appareils et les forfaits, ne s'applique qu'aux nouvelles activations avec un engagement de 24 mois, et n'est pas offert avec le service prépayé. Le tarif mensuel régulier s'appliquera au troisième mois. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Taxes en sus. Slider est une marque de commerce de Kyocera Wireless Corp.

Téléphones à 0\$.

Ne laissez pas filer cette offre.



LG TM520



Kyocera
KE424E



Samsung A540

Vite!
L'offre se termine
le 31 mars.

En ce moment, obtenez gratuitement l'un de nos 7 téléphones 1x, mais faites vite car l'offre prend fin le 31 mars. Alors foncez en magasin dès aujourd'hui!

le futur est simple™

TELUS
mobilité™

BOUQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
Centre commercial
Le Boulevard
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Mail Cavendish
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
Centre-ville
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest
Communications Métropolitaine
10223, boul. Pie-IX
Communications MOBILENET inc.
5165, ch. Queen-Mary,
local GR-2
La Zone SCP
6321, route Transcanadienne,
local 1470

Dollard-des-Ormeaux

La Zone SCP
3349B, boul. des Sources

Saint-Laurent

D2 Technologie
2119, boul. Marcel-Laurin
PC Page Communications inc.
3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville

Digital Radiocommunication
9, boul. de la Seigneurie, bureau 7

Joliette

Multicom Communications 2000
159, boul. Antonio-Barrette

Laval

Carrefour Laval
Centre Laval
Contact Com. D.L.
Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Proxi Télécom inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
SRAD Communications inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Repentigny

Galeries Rive-Nord
Technicomm
346, rue Notre-Dame, bureau C

Rosemère

Place Rosemère
Contact Com. D.L.
Communications
259, boul. Labelle, local 102

Saint-Jérôme

Carrefour du Nord

Terrebonne

Galeries de Terrebonne
SRAD Communications inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe

Cellulaire +
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise

RIVE-SUD

Mail Champlain
Place Longueuil
Promenades Saint-Bruno

Belœil

Cellulaire +
559, boul. Laurier

Boucherville

Communication Métropolitaine
550, boul. de Mortagne

Candiac

D2 Technologie
89, ch. Saint-François-Xavier

Greenfield Park

Proxi Télécom inc.
3814, boul. Taschereau

Sainte-Julie

Alto Communication
1950, ch. du Fer-à-Cheval

3215776

ACTUALITÉS

Pas d'argent sans élus

RAYMOND GERVAIS

Le conseil municipal de Montréal a rejeté plus tôt cette semaine une résolution présentée par le conseiller Martin Lemay, de Vision Montréal, visant à faire amender la charte de la Ville afin de permettre le financement des partis municipaux qui ne font pas élire de candidat lors d'un scrutin.

La motion a été rejetée lundi par 41 voix contre 22. Elle visait essentiellement à mandater le comité exécutif pour qu'il demande à Québec de modifier la charte afin de permettre que le pourcentage des voix obtenues à une élection générale redevienne le seul principe de calcul des allocations aux partis politiques.

En janvier 2002, en effet, Québec a modifié les règles du jeu de sorte que le nombre de suffrages obtenus n'a plus d'effet sur l'aide financière que reçoit un parti politique; seul le nombre de candidats élus compte.

Le chef du Parti éléphant blanc de Montréal, Michel Bédard, s'est dit déçu mais non surpris du résultat du vote: « Les conseillers ont voté selon la ligne du parti au pouvoir, ce n'était pas un vote libre. » M. Bédard n'a toutefois pas l'intention de s'adresser à la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, ni de porter sa cause devant les tribunaux, même s'il se dit convaincu des résultats qu'il obtiendrait. Selon lui, il est inconstitutionnel d'exiger qu'un parti obtienne un nombre minimal d'élus pour lui accorder un budget.

Le conseiller de Snowdon, Marvin Rotrand, de l'Union des citoyens des îles de Montréal, a précisé hier que, même s'il était en faveur du retour à l'ancienne formule, il n'avait pas appuyé la résolution présentée par M. Lemay, s'abstenant de voter. M. Rotrand croit que c'est l'aspect rétroactif de la résolution présentée par M. Lemay, plus que la ligne de parti, qui a poussé les conseillers à voter contre.

« Néanmoins, j'espère que la charte sera amendée d'ici les prochaines élections afin de permettre le financement de ces partis », a conclu M. Rotrand.

ACTUEL SANTÉ

INFORMATION, PRÉVENTION, SOLUTION

Tous les dimanches dans
LA PRESSE

3215775A

Pour en savoir plus sur cette super offre, passez nous voir dans une boutique TELUS Mobilité, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands. Tous les détails à telusmobilitte.com

FUTURE SHOP

LA PRESSE TELEPHONIQUE

76 Tele Plus

L'offre s'applique à certains appareils et est en vigueur du 24 au 31 mars 2004 avec un contrat de 3 ans. L'offre ne s'applique pas aux ensembles Tout-à-Parler et ne peut être jumelée à aucune autre offre. La disponibilité des téléphones peut varier d'un emplacement à l'autre. Tous les détails en magasin. © 2004 SOCIÉTÉ TELE-MOBILE.

Le spécialiste de la Méditerranée et des vacances sur mesure

TUNISIE

Séjour:

9 jours (2 repas/jour)
À partir de **1 299\$** Toutes taxes incluses

23 jours (2 repas/jour)
À partir de **1 699\$** Toutes taxes incluses

Circuit & séjour:

16 jours (34 repas)
À partir de **1 789\$** Toutes taxes incluses

SUPER SPÉCIAUX aussi disponibles:
très longs séjours de 45 jours et plus!

PORTUGAL

Séjour:

8 jours (6 repas)
À partir de **1 519\$** Toutes taxes incluses

Vol et voiture:

11 jours
À partir de **1 999\$** Toutes taxes incluses

MAROC

Séjour:

8 jours (Appart-Hôtel)
À partir de **1 199\$** Toutes taxes incluses

22 jours (Appart-Hôtel)
À partir de **1 539\$** Toutes taxes incluses

ESPAGNE

Séjour:

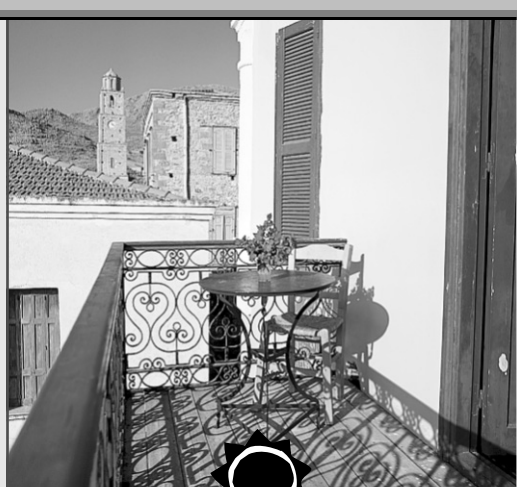
8 jours (12 repas)
À partir de **1 599\$** Toutes taxes incluses

22 jours (40 repas)
À partir de **2 429\$** Toutes taxes incluses

TURQUIE

Séjour:

14 jours (Antalya & Istanbul)
À partir de **2 289\$** Toutes taxes incluses



Réservez-tôt!

***100 \$ de rabais par couple**

(Pour les conditions, consultez votre agent de voyages)

AIR FRANCE

SULTANA TOURS

sultanatours.com

Pour information et réservation: contactez votre agent de voyages

Club Voyages Repentigny
Repentigny
(450) 667 2462

Club Voyages Solaris
Laval
(450) 667 7711

Voyages Paco
Laval
(450) 667 2462

Voyages Régence
Montréal
(514) 284 3366

Voyages Marco-Polo
Montréal
(514) 374 5007

Voyages Lapointe
Valleyfield
(450) 373 1475

Voyages Beau Soleil
Île Perrot
(514) 425 2345

Voyages en Liberté
Pincourt
(514) 453 0852

Voyages Tourbec
Longueuil
(450) 679 3721

Voyages Drugstore
Montréal
(514) 529 8999

Club Voyages Louise Proulx Cartier
Lemoyne
(450) 672 1272

Pour découvrir toutes nos promotions... consultez WWW.SULTANATOURS.COM

12 ans de Passion

3216806A

ACTUALITÉS

Mariage gai: le palais de justice de Montréal a reçu sept demandes

TRISTAN PÉLOQUIN

Une semaine après le jugement de la Cour d'appel autorisant le mariage civil entre conjoints de même sexe au Québec, sept couples homosexuels ont déjà officiellement adressé leur demande de célébration au palais de justice de Montréal.

Ces sept demandes, qui incluent le couple composé par René Leboeuf et Michael Hendrix, deux couples de femmes et quatre couples d'hommes qui avaient déjà fait une demande d'union civile, ont toutes été faites par des résidents du Québec. « Nous avons reçu plusieurs appels en provenance des États-Unis », a cependant précisé Jocelyne Jacques, directrice du

service des petites créances et des mariages au palais de justice de Montréal.

Aucune règle n'empêche les touristes étrangers de venir se marier au Québec. La loi exige seulement que l'un des deux futurs époux se trouve sur le territoire québécois au moment de la demande, et qu'une période de 20 jours sépare cette demande du jour de la célébration du mariage. Pendant cette période d'attente, les demandeurs ne sont toutefois pas tenus de rester sur le territoire québécois.

Questionné hier par *La Presse*, Laurent McCutcheon, l'un des fondateurs de la Coalition québécoise pour la reconnaissance des conjoints et conjointes de même sexe, s'est dit très satisfait « mais peu surpris » du nombre de demandes enregistrées jusqu'à présent. « Je crois qu'il faut

attendre encore un peu avant que la plus grande partie des couples homosexuels se manifeste, croit-il. Le bassin est là, mais les gens sont encore un peu craintifs. »

Selon M. McCutcheon, plusieurs couples intéressés par le mariage sont également dans l'impossibilité de faire une demande parce qu'ils ont déjà régularisé leur statut par l'union civile, un droit d'union semblable au mariage accordé aux couples homosexuels il y a deux ans. S'ils veulent modifier leur statut, ces couples en union civile doivent d'abord dissoudre leur union, ce qui rend leurs démarches fort complexes par la suite. Une modification législative devrait cependant être déposée à l'Assemblée nationale sous peu afin de régler ce problème.

Exemption pour le bromure de méthyle

AGENCE FRANCE-PRESSE

Onze pays développés ont été exemptés hier soir de leur obligation d'arrêter totalement le 1^{er} janvier 2005 d'utiliser le bromure de méthyle, un pesticide agricole nuisible à la couche d'ozone, com-

me le prévoyait le protocole de Montréal adopté en 1987.

Depuis mercredi, la communauté internationale tentait à Montréal de dégager un compromis sur ce pesticide. « Nous avons un accord », a déclaré à l'AFP le porte-parole de cette réunion placée

sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE), Michael Williams.

Ces pays, l'Australie, la Belgique, le Canada, la France, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Portugal, l'Espagne, la Grande-Bretagne et les États-Unis, pourront continuer d'utiliser le bromure de méthyle en 2005, mais de façon très restreinte, a-t-il dit.



Nouvelle saison. Nouveau look. Nouvelle prime de Lancôme.

INAUGUREZ LA NOUVELLE SAISON AVEC CETTE MAGNIFIQUE PRIME DE HUIT PIÈCES, VÔTRE À L'ACHAT DE 35 \$ OU PLUS DE PRODUITS LANCÔME. Il y a d'abord un trio de produits de beauté dans votre choix de coloris : la palette romantique ou sophistiquée, comprenant un rouge à lèvres rouge attraction couleur virtuose tenue et douceur, un duo d'ombres à paupières colourfocus et une poudre blush subtil délicat non gras. Ajoutez à cela un soin anti-rides Résolution intensif, 15 ml, un démaquillant double action pour les yeux Bi-Facil, 50 ml, un mascara Définicils haute définition en noir, un sérum perfecteur de peau vitamine C en continu, 10 ml, ainsi qu'une crème substantielle masque richesse extrême Hair Sensation. Le tout logé dans une amusante pochette à maquillage à pois. Une prime par personne. L'offre est en vigueur d'ici le 11 avril ou jusqu'à l'épuisement des stocks.



RIEN QUE POUR VOS YEUX! LE TRAITEMENT ANTI-RIDES INTENSIF YEUX RÉSOLUTION D-CONTRAXOL^{MC} Le vieillissement survient en un clin d'œil... En effet, c'est à force de cligner et de plisser les yeux chaque jour que vous créez de fines ridules dans votre délicate zone oculaire. À vous la possibilité de réduire visiblement l'apparence des lignes et des ridules grâce au premier traitement anti-rides intensif yeux avec concentré D-Contraxol, un soin de pointe efficace et lissant. Instantanément, la zone oculaire paraît lisse et rafraîchie. Au bout de quatre semaines, la quantité, la profondeur et la taille des rides diminuent. 15 ml, 65 \$.

Personnalisez votre prime



HOLT RENFREW

1300, RUE SHERBROOKE OUEST (514) 842-5111 WWW.HOLTRENFREW.COM

ACTUEL
TENDANCES

Tous les jours dans **LA PRESSE**

UN JOUR SEULEMENT
TAPIS PERSANS ET ORIENTAUX
TAPIS LAINE ET SOIE ENTIÈREMENT FAITS À LA MAIN
CECI N'EST PAS UN ENCAN AUSI TAPIS GR. DIM.
CHAQUE TAPIS 100\$ à 1 000\$
VENEZ FAIRE VOTRE CHOIX
LE DIMANCHE 28 MARS DE 12 H À 18 H
TAPIS ORIENTAUX KHAN
5314, av. du Parc (angle Bernard), Montréal • Tél. : (514) 272-4778

CENTRE D'ÉTUDES DES LANGUES

Puede pasar un poquito de burro?

Qu'est-ce que vous dites?
(Vous venez juste de demander à quelqu'un de vous passer un petit âne. Le mot beurre en espagnol est *mantequilla*. *Burro* est beurre en italien.)

Ne mélangez pas vos langues !
Prenez des cours de langues non-crédités au Collège Dawson commençant le 13 avril.

- Préparation à l'anglais du collégial
- Anglais
- Français
- Espagnol
- Japonais
- Italien
- Grec
- Chinois (mandarin)

Pour plus d'information, composez le **933-5307**
www.dawsoncollege.qc.ca/nclanguage

COLLÈGE DAWSON
4001, boul. de Maisonneuve Ouest ATWATER
Bureau 2G.1, Montréal, (Québec)
H3Z 3G4
Télécopieur: (514) 937-3832

Vélo

liquidation 2003

Grand solde

de vélos, accessoires et vêtements

Obtenez jusqu'à 40% de rabais

- Hybride, route, montagne, junior, BMX
- Aussi rabais sur modèles 2004
- Spéciaux sur plusieurs accessoires
- Choix incomparable
- Plan mise de côté

André Jac Sport
5520, boul. des Laurentides, Laval
4 km au nord de la 440 / 6 km au sud de la 640
(450) 622-2410 / Sans frais 1 800 997-2410
Solde en vigueur jusqu'au 28 mars 2004

ACTUALITÉS

Campagne mondiale sur les migraines

ASSOCIATED PRESS

COPENHAGUE – L'organisation mondiale de la santé et diverses organisations non gouvernementales ont lancé une campagne mondiale de sensibilisation hier au sujet des migraines, un mal souvent négligé affectant pourtant des millions de personnes dans le monde.

Le porte-parole de l'OMS, Benedetto Saraceno, a souligné hier à Copenhague que bien que les céphalées ne soient pas mortelles, elles représentent un handicap à long terme pour la société en général. « Les gens doivent rester au lit, ils deviennent incapables de fonctionner socialement ou de travailler », explique Fred Sheftell, un expert américain.

Toutes les classes d'âge et tous les milieux sociaux sont concernés

dans les pays riches, comme dans les pays pauvres. Intitulée *Soulever le fardeau*, cette campagne vise à mesurer l'étendue du mal dans le monde et à susciter une prise de conscience dans le monde médical. Elle est financée en partie par l'industrie du médicament. Selon l'OMS, la moitié des gens souffrant quotidiennement de maux de tête ne suivent aucun traitement et n'ont pas conscience qu'ils peuvent remédier au moins en partie au problème.

Pour en savoir plus :
- Soulever le fardeau : www.l-t-b.org/pages/1/index.htm
- OMS : www.who.int/mediacentre/factsheets/fs277/en/
- Société française d'études des migraines et des céphalées : www.euhefe.homestead.com/france.html

La circoncision protège du sida, selon une étude

ASSOCIATED PRESS

LONDRES – Les hommes circoncis risquent sept fois moins de contracter le virus du sida que les autres, selon une étude indienne publiée hier par la revue *The Lancet*.

« C'est la neuvième étude portant sur plusieurs mois ou années et sur des hommes séronégatifs et c'est la neuvième consécutive qui constate un effet significatif » de la circoncision, a déclaré Robert Bailey, profes-

seur d'épidémiologie à l'Université de l'Illinois de Chicago (qui n'est pas lié aux auteurs de l'analyse, de l'École médicale et de l'Institut national de recherche sur le sida de l'Université Johns Hopkins de Pune).

Le Pr Bailey estime comme les responsables de l'étude que les cellules du prépuce pourraient être particulièrement sensibles à l'infection.

Le rapport entre la circoncision (ablation de la peau qui recouvre l'extrémité du pénis) et un risque ré-

duit de contamination par le virus VIH a été relevé dès 1987 au moins, dans une étude réalisée au Kenya par le Dr William Cameron de l'Université canadienne du Manitoba.

L'étude de Pune qui porte sur 2298 hommes séronégatifs suivis par trois cliniques de la ville montre par ailleurs que les sujets sont en revanche aussi susceptibles que les hommes non circoncis de contracter d'autres maladies sexuellement transmissibles comme l'herpès ou la syphilis.

Les Témoins de Jéhovah interdits à Moscou

AGENCE FRANCE-PRESSE

MOSCOU – Un tribunal de Moscou a prononcé hier l'interdiction de la communauté moscovite des Témoins de Jéhovah, accusée de porter atteinte à la vie et à la santé de ses adeptes, une décision dont ces derniers vont faire appel.

« Nous allons faire appel de cette décision devant le tribunal municipal

de Moscou et la Cour européenne pour les droits de l'homme », a déclaré à l'AFP Christian Presber, porte-parole des Témoins de Jéhovah.

Le procès contre les Témoins de Jéhovah dure depuis septembre 1998. Le parquet du district nord de Moscou a décidé, à la suite d'une inspection, que la secte attisait la haine religieuse, brisait des familles et obligeait les malades à renoncer à

l'aide médicale pour des raisons religieuses. En 2001, un tribunal de Moscou avait refusé d'interdire la secte. Cette décision avait été annulée par une instance supérieure à la demande du parquet de Moscou et l'affaire a repris à zéro.

Le premier procès avait été intenté par le Comité de défense contre les sectes, créé par les parents d'anciens adeptes.

Sentra 2004 TOUJOURS PLUS

SI VOUS POUVEZ TROUVER

une autre voiture de qualité

japonaise à **199 \$/mois[†]** avec un

comptant de seulement **995 \$**, un

dépôt de sécurité^{††} de **0 \$**, transport

et préparation compris en location, ou

un financement à l'achat de **2,8 %***

sans aucun paiement pendant **90 jours****,

et comprenant **climatiseur**, jantes de 15 po,

radio am/fm/cd 100 watts à 4 haut-parleurs,

siège du conducteur à 8 réglages, moteur 1,8 litres

126 chevaux, programme pour les diplômés, assistance

routière 24 h, plein d'essence, coussins gonflables avant, essuie-glaces à

balayage intermittent, chauffe-bloc, suspension arrière multibras différentielle,

dossier de banquette rabattable 60/40,

accoudoir sur console centrale,

montre numérique, barres stabilisatrices

(avant et arrière), téléouverture du

coffre et de la trappe de carburant,

carpettes, freins avant à disque ventilé,

témoins de niveau bas de liquide

lave-glace, sécurité-enfants sur les serrures

arrière, pare-choc couleur carrosserie et

PLUS ENCORE !



Modèle 1.8S illustré

DITES-LE-NOUS QU'ON L'ACHÈTE!

www.nissan.ca 1 800 387-0122

JUSQU'À 21H LES SOIRS DE SEMAINE*

†Location de 60 mois pour la Sentra 1.8 2004 avec boîte de vitesses manuelle (C4LG54 BK00), location de 222 \$ par mois pour 60 mois de la Sentra 1.8 S 2004 (C4RG54 AA00) telle qu'illustrée. Acompte ou échange équivalent de 995 \$ pour la Sentra 1.8 2004 et la Sentra 1.8 S 2004. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement, toutes taxes comprises, requis à la livraison. ††Pour un temps limité, 0 \$ de dépôt de sécurité. *Taux de financement à l'achat de 2,8 % pour les termes jusqu'à 36 mois. **L'offre « aucun paiement pendant 90 jours » s'applique sur les modèles Sentra 2004 pour les financements à l'achat par services NCFI uniquement. Aucun intérêt pour les premiers 60 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par l'acheteur. Après 60 jours, il doit payer mensuellement le capital et les intérêts selon les termes prévus au contrat. †, ††, †, **Taxes, immatriculation, assurances, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus sur toutes les offres de location ou d'achat. Transport et préparation (908 \$) en sus sur les offres d'achat. Sur approbation du crédit. Les offres sont d'une durée limitée et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. †Chez les concessionnaires participants. ††Seuls les modèles de la Sentra 2004 sont admissibles au Programme pour diplômés Nissan. Nissan, le logo Nissan, la signature « Découvrir... » et les noms des modèles Nissan sont des marques de commerce de Nissan.



CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les Canadiens appelés à lutter à la maison contre l'effet de serre

DENNIS BUECKERT
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – Le gouvernement fédéral a lancé un appel aux Canadiens afin qu'ils prennent part à une bataille, une bataille au cours de laquelle aucun sacrifice ne sera vain. Cette bataille ne sera pas livrée sur les plages, mais dans les cuisines et les buanderies du pays. Elle ne le sera pas dans le ciel, mais dans les greniers. Dans le cadre du Défi d'une tonne, lancé officiellement vendredi,

Ottawa demande aux Canadiens de réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre qu'ils produisent, soit l'équivalent d'une tonne par personne.

« Chacun d'entre nous, chaque fois que nous allons faire des achats, chaque fois que nous allumons les lumières, nous contribuons sans aucun doute aux gaz à effet de serre », a déclaré le ministre fédéral de l'Environnement, David Anderson, en conférence de presse. Si chaque foyer remplaçait une

ampoule ordinaire par une lampe fluorescente, le pays serait en mesure d'économiser 73 millions par année en coûts énergétiques, a indiqué M. Anderson.

« Et nous réduirions les émissions de gaz à effet de serre de près de 400 000 tonnes, ce qui est la même chose que de retirer 60 000 voitures de la route », a-t-il ajouté.

Les environnementalistes ont applaudi l'initiative annoncée par Ottawa. Ils ont toutefois estimé qu'il serait utile que le gouvernement décide de mesures incitatives afin

de pousser les Canadiens à relever le défi.

Actuellement, par exemple, l'Ontario et la Colombie-Britannique proposent des ristournes aux acheteurs de véhicules économiques, mais pas le fédéral.

De plus, certaines provinces offrent des rabais lors de l'achat d'appareils domestiques à faible consommation d'énergie, mais pas le fédéral.

La Fondation David Suzuki, par ailleurs, a estimé que des actions volontaires individuelles ne pou-

vaient avoir qu'un impact limité sur la consommation énergétique nationale.

« Il va falloir pas mal plus que baisser nos thermostats pour régler le problème du changement climatique, a affirmé Morag Carter, de l'organisme. Ce que le gouvernement doit vraiment faire, c'est de procéder à de sérieuses réductions des émissions, et cela signifie des réglementations visant l'industrie, le transport ainsi que le secteur du pétrole et du gaz. »

L'enquête sur l'OTS ne sera pas rouverte

THIERRY BOINET
ASSOCIATED PRESS

GRENOBLE – Aucun élément nouveau ne permet de rouvrir l'enquête sur l'Ordre du temple solaire et le drame qui, en décembre 1995, a coûté la vie à 13 adeptes de la secte et trois enfants dans le massif du Vercors (Isère), a estimé hier le parquet de Grenoble.

« Je suis tenu par les règles du code pénal et je les applique », a expliqué lors d'une conférence de presse Jacques Fayen, le procureur qui a rejeté la requête en vue de la rouverture de l'information judiciaire, déposée en octobre 2003 par plusieurs parties civiles, dont la famille Vuarnet. « J'agis de façon rationnelle et non pas émotionnelle », a ajouté le magistrat qui dit « comprendre la douleur de la famille Vuarnet et des autres victimes. »

M. Fayen s'est cependant étonné de la démarche de ces parties civiles qui soutiennent l'hypothétique intervention de tiers dans le drame

du Vercors, alors qu'elles « n'ont jamais fait appel du non-lieu prononcé sur le volet assassinateurs à l'issue de l'instruction ».

Jacques Fayen a eu des mots très durs à l'encontre de l'expertise réalisée à titre privé par le Pr Gilbert Lavoué, expert près la cour d'appel de Dijon, sur les dépositions d'Edith Vuarnet et de son fils Patrick, exhumées le 4 juillet 2003 et constituant le point essentiel de la demande de rouverture de l'enquête parce qu'elle montrait une présence anormale de phosphore.

« Cette expertise ne vaut rien. Elle est grevée d'absence de méthodes scientifiques (...) et d'une méconnaissance élémentaire de médecine légale », a déclaré le magistrat, citant les conclusions de quatre experts judiciaires à qui les résultats ont été soumis. « Dans leur rapport, les quatre experts ont des conclusions très sévères, cinglantes à l'encontre des travaux du Pr Lavoué, à qui ils attribuent de grossières erreurs et attribuent des prélèvements douteux », a ajouté le procureur.

ACURA EL 2004

4,8 % financement à la location* et à l'achat*.



Vos admirateurs croiront que vous avez payé beaucoup plus.

Location à partir de	
248 \$*	par mois
3 438 \$	248 \$*
2 568 \$	268 \$*
0 \$	318 \$*

*Offres de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Tarifs mensuels de location-bail d'une durée de 48 mois établis pour l'Acura EL (modèle E53564E) 2004 neuve. Un acompte de 3 438 \$ vous donne un versement mensuel de 248 \$ et un total des paiements de 15 342 \$. Un acompte de 2 568 \$ vous donne un versement mensuel de 268 \$ et un total des paiements de 15 432 \$. L'option 0 \$ comptant vous donne un versement mensuel de 318 \$ et un total des paiements de 15 264 \$. Taux de location annuel de 4,8 %. Un premier versement est requis et un acompte pourrait être exigé. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,12 \$ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation inclus, frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée.

Transport et préparation inclus
Aucun dépôt de sécurité • Allocation de 96 000 km

<p>GALERIES ACURA 7100, boul. Métropolitain E. Anjou (514) 354-8811 www.galeriesacura.com</p>	<p>LUCIANI ACURA 4040, rue Jean-Talon O. Montréal (514) 340-1344 www.lucianiacura.com</p>	<p>ACURA DE LAVAL 2500, boul. Chomedey Laval (450) 682-4050 www.acuralaval.com</p>
<p>ACURA GABRIEL 4648, boul. Saint-Jean Dollard-des-Ormeaux (514) 696-7777 www.gabriel.ca/acura</p>	<p>ACURA BROSSARD 9100, boul. Taschereau O. Brossard (450) 659-1616 www.acurabrossard.com</p>	<p>ACURA PLUS 255, boul. de la Seigneurie Blainville (450) 435-4455 www.acuraplus.com</p>

ACURA
www.acura.ca

VENTE UNIQUE

de tapis

PERSANS ET ORIENTAUX

tous faits à la main, en soie et en laine


INCLUANT GRAND FORMAT

Venez choisir le vôtre!
6 HEURES seulement
Le dimanche 28 mars, de midi à 18 h

TOUS LES TAPIS SE VENDENT DE 100 À 600 \$

LIQUIDATEUR ROYAL
(514) 733-8818
Hôtel Ramada, 7300, ch. Côte-de-Liesse, (St-Laurent)

CHOLESTÉROL ENFIN UNE ALTERNATIVE NATURELLE, EFFICACE ET SÉCURITAIRE



VENDU SANS PRESCRIPTION. SANS EFFETS SECONDAIRES CONNUS.

Disponible chez **JEAN COUTU**, dans les bonnes pharmacies et les magasins de produits naturels.

Saviez-vous que le cholestérol est un important facteur de risque des maladies cardiaques, le tueur numéro un au pays ?

Si des médicaments sous ordonnance existent pour abaisser le taux de mauvais cholestérol, plusieurs entraînent des effets secondaires importants comme des douleurs musculaires sévères et des nausées.

Heureusement, des chercheurs de l'Université de Sherbrooke ont mis au point une nouvelle arme – naturelle cette fois – l'Hydrolysat Enzymatique de Polychitosamine 30kDa, ou **HEP-30**. Un produit aux propriétés exceptionnelles commercialisé sous la marque de commerce **Libracol**.

UNE SOLUTION PERFORMANTE

Libracol se fixe au mauvais cholestérol et aux acides biliaires à la façon d'un aimant. Cette réaction se produit dans le système digestif, forçant l'élimination du cholestérol avant qu'il ne puisse atteindre le système sanguin. **Libracol agit donc sans avoir à être absorbé par l'organisme. Il ne cause aucun effet secondaire connu*.**

Les recherches cliniques effectuées avec Libracol HEP-30 démontrent une réduction du cholestérol sanguin pouvant atteindre les 40%.**

UN BRILLANT AVENIR

Combinant les avantages des meilleurs produits vendus sous ordonnance sans présenter aucun de leurs inconvénients, **Libracol pourrait bien devenir un outil indispensable dans le traitement du cholestérol sanguin.**

Une preuve de plus que la nature fait bien les choses.



ANDRÉ AUBÉ, B. PHARM
Pharmacien et président de Magistral Biotech Inc.

MAGISTRAL BIOTECH

DÉCOUVREZ TOUS LES PRODUITS NATURELS MAGISTRAL BIOTECH SUR www.magistralbiotech.com

*Veneroni G, Veneroni F, Contos S et al. Effect of a new chitosan dietary integrator and hypocaloric diet on hyperlipidemia and overweight in obese patients. Acta Toxicol ther 1996;17(1):53-70
**Yititolo R, Lehtinen S, Wuolijoki E et al. Cholesterol-lowering properties and safety of chitosan. Arzneimittelforschung. 2002;52(1):1-7. / H Bokura and S Kobayashi. Lipidemia and decrease weight in women: a randomized, double-blind, placebo-controlled trial. Eur J Clin Nutr 2003; 57, 721-725.
Jing SB et al. Effect of Chitosan (low molecular weight) on renal function in patients with Chronic Renal Failure. J Pharm Pharmacol 1997; 49:721-23 / Dupuis G, Lehoux JG, Brzezinski R, Kelley A et Radwan F. Soumis pour publication, Centre de recherche clinique de l'Université de Sherbrooke 1997.

MONDE

Panique à droite

Le gouvernement Raffarin menacé d'une débâcle



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

REGARD SUR
LE MONDE

COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — Les élections régionales françaises des 21 et 28 mars étaient, par définition, risquées pour le gouvernement Raffarin, en place depuis juin 2001. Comme une série d'élections partielles simultanées au Québec par temps de grand mécontentement.

Elles étaient d'autant plus risquées qu'elles sont la seule grande consultation politique avant le rendez-vous de mai 2007. L'électorat français avait pour habitude de trancher électoralement entre la gauche et la droite presque chaque année. Depuis la réduction du mandat présidentiel à cinq ans, la présidentielle et les législatives sont en théorie groupées : elles au-

ront lieu en mai-juin 2007. Tout comme les municipales, qui se tiendront en mars de la même année. Quant aux européennes de juin prochain, elles sont plutôt considérées comme quantité négligeable, et le scrutin proportionnel en vigueur amortit les chocs électoraux.

Si les Français avaient envie de se défouler contre le gouvernement, ce serait donc aux régionales de mars. Comme la gauche reste assommée par le choc du 21 avril 2002 et que le Parti socialiste n'a toujours pas de chef crédible et incontesté, on prévoyait plutôt une explosion de l'abstention et des votes extrêmes. Bref, un échec mou et flou, non seulement pour le gouvernement, mais aussi pour l'opposition officielle. Ce qu'espérait ouvertement Jean-Pierre Raffarin, c'était « un résultat illisible », très contrasté d'une région à l'autre et dépourvu de signification nationale.

Depuis le premier tour de dimanche dernier, c'est plutôt un vent de panique qui souffle sur la droite gouvernementale. Et on n'exclut pas à droite une véritable débâcle demain soir.

La droite détenait 14 des 22 ré-

gions françaises depuis le scrutin de 1998. Même si elle s'attendait à en perdre trois ou quatre cette année au profit de la gauche, elle pouvait logiquement espérer regagner les deux premières régions du pays : Île-de-France, c'est-à-dire la région parisienne, qui a 11 millions d'habitants, et Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), qui en compte 4,5 millions. Même si les régions n'ont pas des pouvoirs et des budgets colossaux, ce sont des bases d'opération vitales pour les

Non seulement la gauche est-elle assurée de conserver ses fiefs traditionnels, mais elle est donnée gagnante dans des régions traditionnellement conservatrices, où elle n'a même jamais osé espérer être un jour majoritaire.

grands partis politiques.

Or, à deux jours du second tour, comme le dit le chef du service politique de *L'Express*, Christophe Barbier, « la droite n'est vraiment totalement sûre de gagner que deux régions, c'est-à-dire l'Alsace et la (petite) Corse ». Non seulement la gauche est-elle assurée de

conserver ses fiefs traditionnels — Nord—Pas-de-Calais, Limousin, Haute-Normandie, etc. —, mais elle est donnée gagnante dans des régions traditionnellement conservatrices, où elle n'a même jamais osé espérer être un jour majoritaire : la Bretagne, le Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes (Lyon-Grenoble) sont pratiquement acquises à la gauche. Les rêves de la droite en PACA se sont complètement évaporés. Reste, en théorie, l'Île-de-France, où les jeux ne sont pas complètement faits. Mais personne n'y croit vraiment.

Globalement, on s'attend demain soir à un jeu de massacre inattendu. Les pays de la Loire, la région sans doute la plus à droite en France, et où la liste est dirigée par le numéro 3 du gouvernement, François Fillon, va peut-être basculer. Tout comme l'Auvergne, malgré la candidature de l'ancien président Giscard d'Es-

gouvernement se présentaient à ces régionales.

Le résultat de demain soir sera d'autant plus paradoxal que, de l'avis de Jérôme Jaffré, patron de la maison de sondage CSA, « l'addition de la droite et de l'extrême droite donne 51,5 % des voix, tandis que gauche et extrême gauche plafonnent à 46 % ». Que la droite soit « sociologiquement » majoritaire est une vieille évidence française.

Le problème numéro 1, dont la droite « républicaine » n'a toujours pas réussi à se débarrasser, c'est celui du Front national, qui semble désormais bien installé au-dessus de la barre des 15 %. Le gouvernement avait changé le mode de scrutin pour forcer une partie de l'électorat FN à « voter utile ». Cela n'a servi à rien, et le FN, présent demain dans 17 régions, va puissamment contribuer à la déroute gouvernementale.

Un résultat mitigé aurait permis au président Chirac de temporiser, du moins jusqu'au lendemain des élections européennes de juin, puis de changer de premier ministre. Mais si la débâcle annoncée se confirme et que plusieurs ministres de premier plan sont battus, un profond remaniement ministériel devient inévitable. Il pourrait alors emporter le premier ministre Raffarin lui-même. C'était en couverture du *Nouvel Observateur* jeudi : « Adieu Raffarin ». Avec pour Chirac une seule vraie solution de rechange : le numéro 2 du gouvernement, l'ambitieux Nicolas Sarkozy, lequel est la bête noire du président de la République.

La renaissance d'une ville sainte

NADJAF

suite de la page A1

La ville sainte, où se trouve le mausolée d'Ali, gendre du prophète Mahomet, jouissait d'un statut semi-autonome et était visitée chaque année par de très nombreux pèlerins. Des milliers d'étudiants venaient y poursuivre leur instruction religieuse. C'était le cœur du monde chiite.

L'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein a précipité le déclin de la ville de 550 000 habitants. Le régime a détourné dans ses propres coffres les dons offerts par les pèlerins aux sanctuaires de Nadjaf. Le nombre d'étudiants a périéclité. En trois décennies, la ville a perdu son influence millénaire auprès des chiites, au profit de la ville iranienne de Qum.

Un nouveau souffle

Une fois de plus, les événements politiques pourraient faire tourner la chance de la ville sainte. L'occupation américaine lui a donné un nouveau souffle. Débarrassée de la dictature, Nadjaf renaît peu à peu de ses cendres.

« Si ça continue, Nadjaf sera l'un des endroits les plus touristiques du monde ! » se réjouit Ali Abou Mohamed, gérant d'un hôtel du centre-ville. Depuis la fin de la guerre, il reçoit huit fois plus de clients, venus surtout de l'Irak, mais aussi du Liban, de l'Arabie Saoudite, du Koweït et de l'Afghanistan. « Il y a même des gens qui logent dans des maisons privées et des tentes, faute de chambres », raconte-t-il.

Après le pétrole, l'industrie du pèlerinage pourrait bien devenir la deuxième source de revenus. Le prix des terres de Nadjaf a décuplé depuis la chute du régime — une flambée deux fois plus rapide que dans le reste du pays.

Le flot de pèlerins est estimé à 2000 par jour, et une vingtaine d'hôtels sont en construction pour satisfaire à la demande. « On veut agrandir Nadjaf, dit M. Mohamed. Pendant les célébrations de l'Achoura, les rues étaient trop étroites pour accueillir tout le monde. » Il faudra aussi songer à agrandir le cimetière, déjà le plus grand du monde, affirme-t-on, puisque les chiites viennent de partout pour y enterrer leurs morts.

Mais cette régénération ne sera possible qu'avec le retour de la stabilité en Irak. Les attentats terroristes comme ceux de l'Achoura, qui ont tué plus de 200 fidèles à Bagdad et à Kerbela, risquent en effet de tenir les pèlerins à l'écart.

Seul signe de richesse à Nadjaf, la superbe mosquée d'Ali, surmontée d'un dôme doré, trône au milieu de la ville. À ses pieds, des pèlerins iraniens en robe traditionnelle immortalisent l'instant au moyen d'appareils photo dernier cri. Étrange contraste.

Un jeune homme m'apostrophe à l'entrée de la mosquée et m'ordonne de camoufler une mèche qui s'échappe de mon foulard. Il me faut une heure d'attente, transpirant à grosses gouttes sous mon abaya noire, avant de pouvoir me faufiler à l'intérieur.

Là, l'imam Saïd Hassan al Moussaoui entend de me convertir à l'islam. Nous discutons dans l'enceinte extérieure de la mosquée, accroupis sur un bout de tapis. L'imam me fait réciter des mots du Coran avant de m'autoriser à entrer dans le mausolée d'Ali, pourtant réservé aux musulmans. J'ai passé l'examen.

Une petite partie du sanctuaire est réservée aux femmes, bien qu'elles soient ici plus nombreuses que les hommes. Elles se bousculent, caressent les murs, embrassent les portes, en adoration. Certaines récitent des prières, d'autres pleurent et hurlent même en se frappant la tête, hystériques. Cette transe collective donne le vertige.

Inquiétudes et espoirs

De retour à l'air libre, l'imam fait de la politique sans avoir l'air d'y toucher, entrecoupant ses commentaires de paroles du prophète. « L'occupant américain refuse que l'islam soit fort en Irak parce qu'il craint que notre pays devienne un second Iran. Il nous a promis la démocratie, mais refuse de nous la donner. » Allah Akbar.

La renaissance de Nadjaf a de quoi inquiéter l'administration américaine. Les groupes religieux de la ville constituent aujourd'hui les forces politiques les plus redoutablement efficaces de l'Irak. Les dons aux sanctuaires sont désormais versés directement aux ayatollahs, et une dime équivalant à 20 % des revenus a été rétablie.

C'est en partie pour empêcher que le pouvoir se retrouve entre les mains de la majorité chiite que Washington a soutenu le régime de Saddam Hussein pendant la guerre contre l'Irak, dans les années 1980. C'est aussi pour éviter un tel scénario que, en 1991, George Bush père a renoncé à renverser le dictateur et qu'il a fermé les yeux sur le massacre de dizaines de milliers de chiites en rébellion après la guerre du Golfe.

Les attentats du 11 septembre ont changé la donne. Les terroristes qui pilotaient les avions qui se sont écrasés contre les tours jumelles étaient en effet des intégristes sunnites, et non des chiites. Plusieurs provenaient de l'Arabie Saoudite, alliée stratégique des États-Unis dans le monde arabe. Ce jour-là, les Américains ont réalisé à quel point ils avaient mal jugé ceux qu'ils avaient soutenus pendant tant d'années.

Aujourd'hui, les stratèges américains les plus optimistes se réjouissent de la renaissance de Nadjaf, qui pourrait selon eux forcer Téhéran à entreprendre des réformes, voire provoquer la chute du régime théocratique. Plusieurs arabes chiites, soulignent-ils, en ont ras-le-bol de la domination exercée par les Iraniens sur leur foi.

Selon Ayad Jamal aldin Massaoui, un politicien chiite irakien, plusieurs ayatollahs de Nadjaf sont en faveur de la création d'un État laïc en Irak, à condition que la liberté de religion soit respectée. « Le problème, c'est que bien des politiciens chiites n'ont pas évolué, explique-t-il. Ils ont cessé de penser avec la révolution de Khomeiny. »

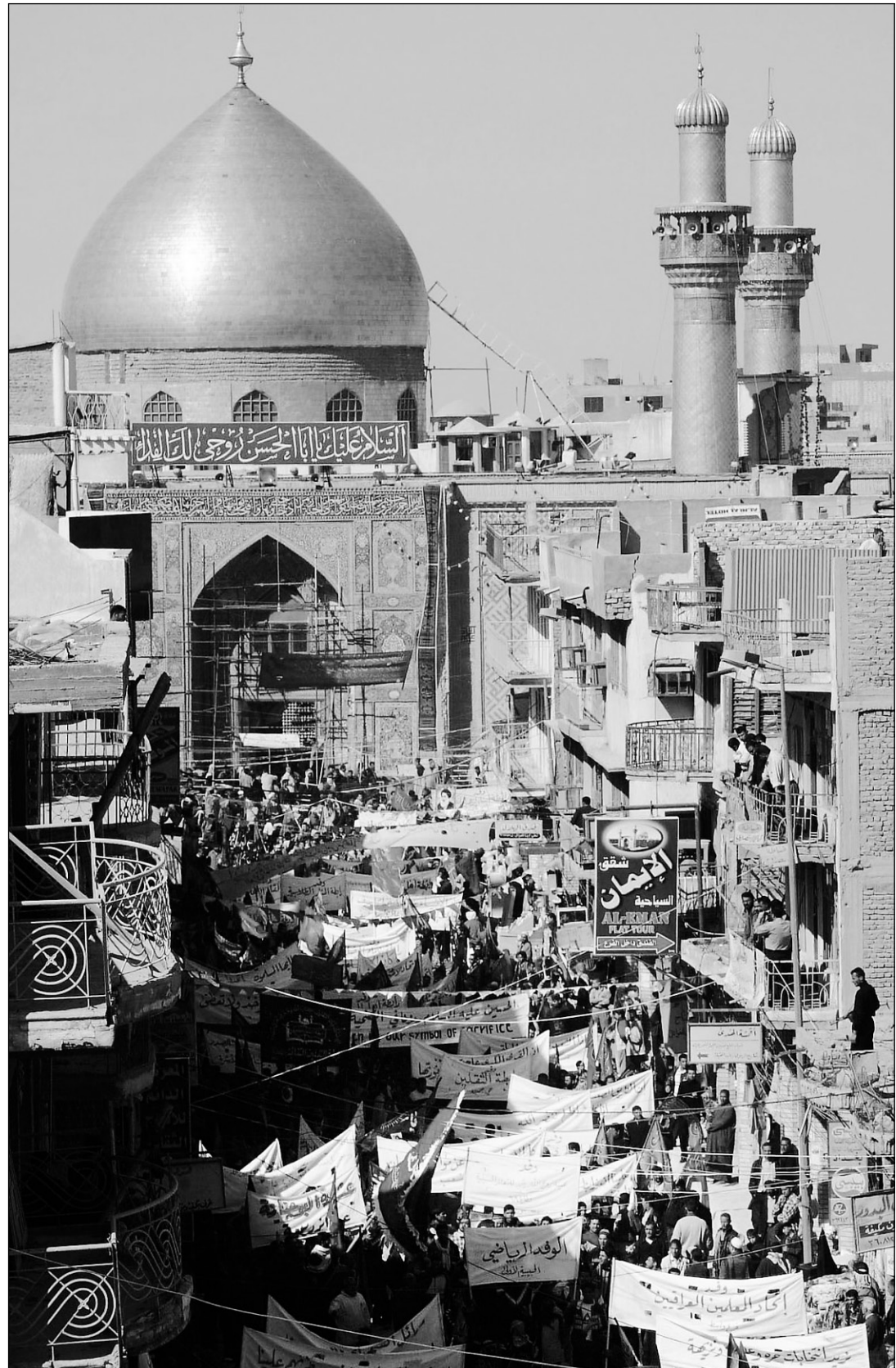


PHOTO ARCHIVES ASSOCIATED PRESS ©

Seul signe de richesse à Nadjaf, la superbe mosquée d'Ali, surmontée d'un dôme doré, trône au milieu de la ville.

LINEN CHEST
La beauté intérieure

GRANDE VENTE DE MATELAS
POUR UN TEMPS LIMITÉ

JUSQU'À 50% DE RABAIS

* Linen Chest paiera l'équivalent de la TPS et de la TVQ. Cette offre se termine le 4 avril 2004. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre.

TOUT POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS

Centre Rockland (Montréal) • Promenades de La Cathédrale (centre-ville) • Galeries Laval (Laval) • Place Portobello (Brossard)
SERVICE À DOMICILE 514.341.7810 Jusqu'à 50% de rabais sur les produits Hunter Douglas. www.linenchest.com

LE TOUR DU GLOBE

TAÏWAN

Chen vainqueur

Le président taiwanais Chen Shui-bian a été proclamé officiellement, hier, vainqueur de l'élection présidentielle contestée du 20 mars, provoquant la colère de l'opposition et une mise en garde de la Chine. M. Chen ne l'a emporté qu'avec une avance de 0,22 % des voix, soit 30 000 bulletins, sur son rival du Kuomintang, Lien Chan, soutenu par Pékin. La Chine a averti qu'elle ne resterait pas sans rien faire si l'île de Taïwan, qu'elle considère comme une province lui appartenant, s'enfonçait dans le chaos. Des protestataires brandissant des drapeaux taiwanais et du Kuomintang ont tenté d'empêcher la proclamation officielle du résultat du scrutin, en pénétrant de force dans le bâtiment où se réunissait la Commission électorale, avant d'être repoussés par la police. *d'après AFP*

CÔTE D'IVOIRE

Le calme est revenu

Le président ivoirien Laurent Gbagbo a appelé hier soir ses opposants à revenir travailler avec lui au sein du gouvernement de réconciliation nationale, après une manifestation interdite par le pouvoir qui a fait la veille au moins 25 morts à Abidjan. Le président Gbagbo a interdit toute manifestation et réquisitionné l'armée pour maintenir l'ordre jusqu'au 15 avril, mais les principaux partis d'opposition ont maintenu leur appel à une « marche pacifique » après avoir retiré leur participation aux réunions du conseil des ministres. La situation restait incertaine hier dans le pays, mais le calme semblait revenu à Abidjan. *d'après AFP*

POLOGNE

Démission du premier ministre

Le premier ministre polonais, Leszek Miller, chef d'un gouvernement impopulaire, minoritaire et lâché hier par son camp, a décidé de céder sa place le 2 mai, au lendemain de l'adhésion de son pays à l'Union européenne. Le président Aleksander Kwasniewski a indiqué qu'il annoncerait dès lundi le nom de son candidat pour succéder à M. Miller. Ce dernier avait déjà lâché, il y a deux semaines, la présidence du parti social-démocrate SLD, entaché par une série de scandales de corruption et déserté par ses militants. Une trentaine de députés et sénateurs du SLD ont quitté cette formation hier pour créer un nouveau parti social-démocrate de Pologne (SDPL). *d'après AFP*

RWANDA

Mea culpa de Kofi Annan

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a fait un mea culpa hier en estimant qu'il aurait dû faire davantage en 1994 pour empêcher le génocide au Rwanda, alors qu'il était responsable des forces de paix de l'ONU. Il a reconnu que le massacre de 800 000 personnes en trois mois (Tutsis et Hutus modérés), ainsi que les atrocités commises en Bosnie-Herzégovine, avaient eu un impact profond sur son action en tant que secrétaire général de l'ONU. Une minute de silence sera observée dans le monde, à midi le 7 avril prochain, jour anniversaire du début du génocide il y a 10 ans. *d'après AFP*

IRAK

Retour de l'ONU

Treize Irakiens, dont deux employés de médias américains, et un marin ont trouvé la mort hier en Irak à la suite de heurts entre rébellion anticoalition et forces américaines, alors qu'une équipe de l'ONU est arrivée à Bagdad pour préparer les élections. Les affrontements ont eu lieu près de Tikrit, à 180 kilomètres au nord de Bagdad, et à Falloujah, à 50 kilomètres à l'ouest. *d'après AFP*

Le monde arabe manifeste contre Israël et les États-Unis

AGENCE FRANCE-PRESSE

RAMALLAH, Cisjordanie — Du Caire à Téhéran en passant par les territoires palestiniens, des milliers d'Arabes et de musulmans ont conspué hier Israël et les États-Unis après la grande prière du vendredi, pour protester contre l'assassinat par Israël du chef suprême du Hamas, Ahmad Yassine, liquidé lundi par l'armée israélienne alors qu'il sortait dans son fauteuil roulant d'une mosquée de Gaza.

Pour sa part, le gouvernement israélien s'est félicité hier du veto opposé la veille par les États-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU à une résolution condamnant l'assassinat du leader du Hamas, tandis que l'Autorité palestinienne dénonçait la position de Washington.

« Nous craignons réellement que ce veto américain soit interprété par Israël comme un encouragement à poursuivre sur la voie de la violence, de l'agression et des assassinats », a déclaré le ministre palestinien en charge des Négociations, Saëb Erakat.

Ce veto « confirme que les Américains sont impliqués dans l'assassinat de cheikh Yassine et que l'ennemi sioniste continue dans le terrorisme grâce au soutien des États-Unis », a déclaré à Gaza Ismaïl Haniyé, porte-parole du Hamas.

À Ramallah, en Cisjordanie, quelque 5000 personnes se sont rassemblées après la prière en criant « Mort à Israël » et en arborant d'immenses portraits du cheikh assassiné. Dans le centre de Naplouse, un cercueil en bois portant l'inscription « la fin d'Israël » a été brûlé par quelque 4000 personnes.

Joint par téléphone à l'étranger, le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, a affirmé que le Hamas « va poursuivre sur la voie du jihad et de la résistance ».

En Égypte, des centaines de fidèles réunis dans la cour centrale de la mosquée d'Al-Azhar, au Caire, ont été empêchés par des policiers anti-émeutes de sortir dans la rue après la prière. Des jeunes gens avaient le front ceint d'un bandeau noir portant la mention : « Nous sommes tous cheikh Ahmad Yassine. »

En Jordanie, quelque 2000 personnes ont manifesté dans le camp palestinien d'al-Wahadate, dans la



Un Palestinien âgé de 18 ans, membre de la branche armée du Hamas, a perdu la vie hier aux mains de soldats israéliens sur une plage du secteur de Goush Katif, un groupe de colonies juives du sud de la bande de Gaza. Il était arrivé à la nage en compagnie d'un autre Palestinien armé, lui aussi abattu par les soldats.

banlieue d'Amman. Elles ont tenté de sortir du camp vers la rue principale, mais la police les en a empêchées.

Les manifestants répétaient « Ô ! habitants de Cisjordanie, menez des opérations » anti-israéliennes.

Dans le centre d'Amman, quelque 300 fidèles ont manifesté après la prière à la mosquée al-Husseini, répétant : « Par notre sang, par notre âme, nous nous sacrifierons pour toi, ô cheikh Yassine. »

À Téhéran, des milliers d'Iraniens ont manifesté pour dénoncer le « terrorisme du régime sioniste » et exalter l'Intifada, en présence de représentants de mouvements palestiniens.

Les fidèles, répondant à l'appel du régime, se sont rendus à la place Palestine, brandissant des portraits du cheikh Yassine. « Mort à Israël, mort à l'Amérique, la Palestine vaincra, Israël sombrera, l'Islam vaincra, l'Amérique sombrera », ont scandé les manifestants en brûlant les étendards israélien et américain.

À Bagdad, des centaines de chiites ont organisé une marche funèbre en défilant derrière un cercueil vide enveloppé d'un drapeau palestinien et une chaise roulante tenue en l'air. « Non, non, non à Israël, « non, non, non aux occupants », ont scandé les manifestants. Ils ont piétiné et brûlé un drapeau israélien, en criant « Mort à Sharon », le premier ministre israélien. Ils ont aussi lancé des slogans hostiles au Conseil de gouvernement transitoire irakien et à l'occupant américain.

À Manama, la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser quelque 300 jeunes qui manifestaient près de l'ambassade des États-Unis et leur lançaient des pierres.

En Turquie, quelque 2000 personnes, brandissant des portraits du cheikh, ont défilé à Istanbul, brûlant un drapeau israélien et une effigie de M. Sharon aux cris de « Allah wou Akbar » (Dieu est grand). Des manifestants ont également brûlé des drapeaux israéliens dans d'autres villes du pays,

notamment à Diyarbakir, dans la région à majorité kurde du sud-est du pays.

Par ailleurs, le premier ministre israélien Ariel Sharon n'est pas parvenu à obtenir des garanties politiques américaines en échange de l'application d'un plan de séparation d'avec les Palestiniens, prévoyant notamment un retrait israélien de la bande de Gaza et l'annexion de facto de larges secteurs de la Cisjordanie. Des garanties américaines sont vitales pour M. Sharon. Les ministres et députés d'extrême droite ainsi qu'une partie des dirigeants de son parti, le Likoud (droite), sont en effet opposés à son projet unilatéral de séparation.

La Maison-Blanche a annoncé hier que le président américain, George W. Bush, recevrait M. Sharon le 14 avril à Washington « pour discuter des événements récents au Proche-Orient et de sujets bilatéraux clés ». M. Bush doit recevoir le 12 avril dans son ranch de Crawford, au Texas, le président égyptien, Hosni Moubarak.

AZF : terrorisme, vaste blague ou chantage crapuleux ?

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Trois personnes ont été interpellées dans l'affaire de chantage contre l'État français par un groupe mystérieux qui avait menacé de faire exploser des bombes sur le réseau ferroviaire de France, tandis que des doutes sur le sérieux de ces menaces commencent à se faire jour.

Les enquêteurs et la presse ont laissé entendre qu'ils croyaient de moins en moins au caractère « terroriste » — ou même à l'existence — de cette organisation baptisée AZF. Jeudi, une nouvelle lettre attribuée à AZF avait encore ajouté à

la confusion en mélangeant apaisement et mises en garde.

Selon la police, trois personnes — deux hommes et une femme — ont été placées en garde à vue à la Division nationale antiterroriste (DNAT) à Paris. Il s'agit d'un pilote, arrêté jeudi soir en région parisienne, de sa compagne et d'un brocanteur arrêtés dans le Loiret (ouest du pays) qui étaient sous surveillance depuis plusieurs jours.

AZF, dont l'existence n'a été révélée qu'en mars, menaçait depuis décembre de faire exploser des bombes disséminées sur le réseau ferroviaire français si l'État ne payait pas une rançon. Le groupe

réclamait plus de cinq millions d'euros — une somme relativement dérisoire pour un chantage visant l'État.

Le ou les organisateurs de ce chantage ont communiqué avec les autorités françaises en envoyant des lettres et en faisant paraître des petites annonces dans les journaux.

« Sérieux ou pas ? », titrait hier le quotidien populaire *Le Parisien*, se posant une question qui habite la grande majorité des Français mais également les enquêteurs, qui affirmaient encore tout récemment ne rien savoir sur AZF.

Jeudi, le groupe qui tient son nom d'une usine de produits chimiques

qui a explosé en faisant 30 morts dans le sud-ouest de la France en 2001, a annoncé qu'il renonçait à piéger les voies ferrées mais qu'il maintenait ses menaces.

« Cette histoire a-t-elle vraiment existé ou ne serait-elle qu'une gigantesque mise en scène ? », s'interrogeait hier un autre quotidien populaire, *France Soir*.

Les commentaires de la presse ont également fait le lien avec la période électorale en France. « La campagne électorale s'achève et AZF lève le camp », notait le journal de gauche *Libération*.

Un expert en questions de défense, Jean-Luc Marret, a estimé qu'« on se retrouve davantage dans le cadre du chantage crapuleux que dans l'action terroriste traditionnelle ». Les enquêteurs partagent la même conviction et, selon l'un d'eux parlant sous le couvert de l'anonymat, la piste du « terrorisme pur et dur » n'est pas privilégiée.

Pakistan: le siège des islamistes armés se retourne contre Musharraf

AGENCE FRANCE-PRESSE

ISLAMABAD — La plus importante opération militaire jamais menée par le Pakistan contre les sanctuaires d'Al-Qaëda et des talibans, dans la zone tribale frontalière de l'Afghanistan, se retourne contre le président pakistanais, le général Pervez Musharraf, pris en étau entre les États-Unis et son opinion publique islamique.

« Cela tourne au désastre », a résumé crûment hier, dans la capitale pakistanaise, un diplomate occidental sous couvert d'anonymat.

L'opération menée depuis le 16 mars dans le district tribal du Sud-

Waziristan, le long de la frontière afghane, se poursuivait hier même si les combats ont nettement baissé en intensité depuis lundi, officiellement pour permettre une médiation des chefs tribaux locaux.

Les autorités pakistanaises ont reconnu la perte d'au moins 62 soldats de l'armée régulière et des forces paramilitaires et affirmant avoir tué au moins 55 extrémistes islamistes.

Des milliers d'islamistes ont manifesté hier dans les grandes villes du Pakistan leur opposition à cette opération militaire.

Le parlementaire Fayyazur Rehman a déclaré, au cours d'une de ces

manifestations à Peshawar, près de la zone tribale, que « Musharraf est une marionnette qui force l'armée à tuer des musulmans dans le Sud-Waziristan pour plaire à ses maîtres » les États-Unis.

À Multan (centre du pays), le dirigeant local de la coalition islamiste Muttahida Majlis-e-Amal (MMA), Hidayatullah Pasroori, a affirmé que les manifestants protestaient « contre le massacre de membres innocents des tribus à Wana au profit des États-Unis » et que les manifestations allaient continuer « jusqu'au retrait des forces pakistanaises de la ceinture tribale ».

Les banderoles de manifestants

proclamaient « Non au massacre de musulmans innocents », « À bas Musharraf, à bas les États-Unis ».

Plusieurs dizaines de manifestations semblables, rassemblant chacune plusieurs centaines de personnes, ont été organisées à Karachi (sud), Lahore (est) et Quetta (sud-ouest) notamment.

L'armée a admis avoir, faute de renseignements précis, rencontré au premier jour des combats une « résistance plus forte que prévue » qui l'a poussée à croire à la présence d'un personnage important qui aurait pu être le numéro deux d'Al-Qaëda et médecin personnel d'Oussama ben Laden, l'Égyptien Ayman al-Zawahiri.

Les militaires ont annoncé ensuite la découverte d'un réseau de tunnels creusés sous les villages encerclés, qui auraient pu couvrir la fuite de certains combattants.

Al-Zawahiri a appelé les Pakistanais à renverser Musharraf.

ACTUALITÉS

PIERRE SÉVIGNY 1917-2004

Une vie bien remplie entachée par l'affaire Münsinger

« Nous avons perdu un grand Canadien », affirme la veuve de Pierre Sévigny

Pierre Sévigny, dont les funérailles ont été célébrées hier à Westmount, a été soldat, ministre, auteur, professeur et homme d'affaires. Mais il a surtout été un homme dont la vie ressemble à un roman, où l'amour, le pouvoir et l'espionnage se croisent.

ANDRÉ DUCHESNE

Pierre Sévigny n'était qu'un gamin de 10 ans lorsque le célèbre aviateur Charles Lindberg a posé son avion, le *Spirit of St. Louis*, sur les plaines d'Abraham, à Québec, en 1928. Il a pourtant réussi à convaincre le gardien de l'avion de le laisser s'en approcher.

Le voilà en train d'examiner l'appareil lorsqu'une voix lui demande : « Tu veux monter ? » L'homme était imposant, mais néanmoins assez gentil pour prendre le jeune Sévigny au bout de ses bras et l'asseoir dans le siège du pilote. C'est ainsi qu'il fit la connaissance de Lindberg, venu à Québec apporter des médicaments à un ami hospitalisé.

Chez Pierre Sévigny, colonel de l'armée canadienne et ancien mi-

accordée cette semaine à *La Presse*. J'aimerais qu'on se souvienne de lui pour sa grandeur d'âme, son dévouement, son service à son pays et son honneur. »

La belle espionne

Mais pour plusieurs, le nom de Pierre Sévigny restera avant tout associé à l'affaire Gerda Münsinger, un foudroyant scandale à caractère sexuel qui a marqué la vie politique à Ottawa il y a 40 ans.

En 1958, M. Sévigny est élu député conservateur dans la circonscription de Longueuil. Un an plus tard, John Diefenbaker le nomme ministre associé à la Défense, poste qu'il occupe jusqu'en 1963, année où il démissionne en raison d'un désaccord avec son chef sur la question de la politique canadienne en matière d'armement nucléaire.

Au cours de cette période, il rencontre Gerda Münsinger, une jeune et jolie immigrante allemande. Il va, selon des articles écrits sur cette histoire, jusqu'à parrainer sa demande de résidence permanente. La GRC enquête et avise le premier ministre que la belle Allemande pourrait en fait être une espionne pour le compte de l'Union soviétique. En pleine guerre froide, elle est renvoyée illico en Allemagne et Sévigny se fait sermonner derrière des portes closes.

L'affaire aurait pu en rester là. Mais elle est dévoilée au grand jour le 4 mars 1966. On pointe Sévigny et d'autres anciens ministres conservateurs comme ayant été mêlés à une affaire de moeurs avec Münsinger, ce qui pourrait avoir compromis des secrets d'État. L'affaire aura un retentissement considérable. « Ça a laissé des traces. Ça m'a ruiné, mis à terre », déclarait-il à *La Presse* en 1995, peu après sa désignation à titre de compagnon de l'Ordre du Canada.

Une Commission royale d'enquête, commandée par Lester B.



PHOTO MICHEL GRAVEL, LA PRESSE ©

La veuve de l'ancien militaire et ancien ministre conservateur, Pierre Sévigny, recevant les condoléances de G.B. Okill Stuart, vétéran du Débarquement, à la sortie des obsèques de son mari.

Pearson, conclura qu'il n'existait aucune preuve de secrets ébruités, mais blâmera John Diefenbaker de ne pas avoir limogé Sévigny une fois mis au courant de l'affaire.

Associé à l'Expo 67

C'est à l'époque où il était ministre conservateur que M. Sévigny participa activement à amener l'Expo 67 à Montréal, rappelle sa femme. Un événement qui a attiré 50 millions de visiteurs dans la métropole l'année du centenaire du Canada.

Un jour, un ami vient lui fait part de son idée de tenir une grande exposition universelle à Montréal à l'occasion du centenaire du pays. Après y avoir réfléchi, Sévigny parle du projet à Diefenbaker, pas très porté sur les dépenses pharaoniques. Pour le convaincre, Sévigny martèle qu'il n'y a pas meilleure façon de célébrer le centenaire, que c'est le Canada, com-

me nation, qui accueillera le monde, etc. N'est-il pas, lui, Sévigny, l'artisan du slogan conservateur « One Canada » ?

Diefenbaker finit par donner son accord. Pierre Sévigny s'envole pour Paris, où a lieu une importante réunion du Bureau international des expositions pour choisir le lieu de la prochaine exposition internationale de première catégorie. En lice, il y a le Canada et l'Union soviétique, qui veut obtenir l'événement pour le 50^e anniversaire de la Révolution de 1917.

Les Soviétiques emportent le morceau. Mais un peu plus tard, un dirigeant du Bureau international des expositions lui envoie un télex avec ce conseil : « Soyez patient : l'Union soviétique va se retirer. » En pleine guerre froide, elle serait incapable de faire surveiller des millions de visiteurs à Moscou ! Et effectivement, au tout début des années 1960, l'Union

soviétique s'est désistée et c'est Montréal qui a obtenu l'Exposition universelle.

Aimé de ses étudiants

Après la politique, l'enseignement. Dans les années 1960, Pierre Sévigny devient professeur à l'Université Concordia. « C'est dans l'enseignement qu'il a passé les plus belles années de sa vie, dit sa femme. Il adorait ses étudiants et eux se battaient pour assister à ses cours. »

« Pierre était chaleureux et toujours prêt à aider les jeunes », indique Gerry Tumberlin, doyen de l'école de gestion John-Molson de l'Université Concordia, qui rappelle l'existence d'une bourse au nom de l'ancien professeur.

Pierre et Corinne Sévigny ont eu trois enfants : Pierrette, juge à la Cour supérieure du Québec, Albert, journaliste indépendant et Robert, qui travaille dans la restauration à Toronto.

« C'est dans l'enseignement qu'il a passé les plus belles années de sa vie, dit sa femme. Il adorait ses étudiants et eux se battaient pour assister à ses cours. »

ministre fédéral, décédé samedi dernier à 86 ans et porté en terre hier, cette anecdote s'inscrit parmi bien d'autres moments d'une vie propre à inspirer un film de Hollywood.

Né le 12 septembre 1917 à Québec, ce fils de politicien s'engrôlera dans l'armée en 1939. Il part pour la guerre et participe à de nombreuses batailles. En 1944, il perd une jambe au cours d'un furieux affrontement sur le Rhin. Il fut décoré plusieurs fois.

« Pierre est un très grand Canadien », d'affirmer sa veuve, Corinne Kernan Sévigny, dans une entrevue de près de deux heures

Grands jeudis, petits budgets!

Petit budget de voyages? Pas de problème! Réservez simplement, d'ici le **30 mars 2004**, n'importe quel vol WestJet des *grands jeudis petits budgets*, et voyagez jusqu'au **24 juin 2004**... sous le signe des économies. Pendant le trajet vers de fameuses destinations d'un océan à l'autre, étirez-vous à votre aise sur nos fauteuils en cuir offrant plus d'espace pour les jambes. Et laissez-nous vous combler aussi, avec notre service sympa, incluant les collations, jus et boissons gazeuses distribués gratuitement. Ces tarifs peuvent être combinés à nos incroyables bas tarifs quotidiens. Vous pouvez donc revenir à la maison le jour où cela vous convient. De plus, lorsque vous ou votre agent de voyages réservez en ligne sur westjet.com, vous accumulerez de précieux milles de récompense AIR MILES^{md}. Faites du jeudi votre jour de vol joyeux, sur la société aérienne nationale à bas tarifs.

Réservez d'ici le **30 mars 2004** pour voyager jusqu'au **24 juin 2004**. Les tarifs « aller » énoncés incluent le rabais Internet de 3\$. Tarifs légèrement plus élevés sur réservations faites par le biais de notre Super Centre des ventes.

À PARTIR DE
69 \$*
ALLER SIMPLE VERS
HALIFAX

À PARTIR DE
79 \$*
ALLER SIMPLE VERS
HAMILTON

À PARTIR DE
79 \$*
ALLER SIMPLE VERS
MONCTON

À PARTIR DE
79 \$*
ALLER SIMPLE VERS
L'AÉROPORT
PEARSON DE TORONTO

À PARTIR DE
99 \$*
ALLER SIMPLE VERS
THUNDER BAY

À PARTIR DE
114 \$*
ALLER SIMPLE VERS
WINNIPEG

À PARTIR DE
154 \$*
ALLER SIMPLE VERS
CALGARY

À PARTIR DE
154 \$*
ALLER SIMPLE VERS
EDMONTON

À PARTIR DE
154 \$*
ALLER SIMPLE VERS
REGINA

À PARTIR DE
154 \$*
ALLER SIMPLE VERS
SASKATOON

À PARTIR DE
184 \$*
ALLER SIMPLE VERS
VANCOUVER

À PARTIR DE
184 \$*
ALLER SIMPLE VERS
KELOWNA

À PARTIR DE
194 \$*
ALLER SIMPLE VERS
VICTORIA

À PARTIR DE
204 \$*
ALLER SIMPLE VERS
PRINCE GEORGE

Victoria • Comox • Vancouver • Abbotsford • Prince George • Kelowna • Grande Prairie • Calgary • Edmonton • Fort McMurray • Saskatoon • Regina • Winnipeg • Thunder Bay • Windsor • London • Hamilton • Toronto • Ottawa • Montréal • Moncton • Halifax • Gander • St. John's

*Pour des voyages effectués les jeudis seulement. Le nombre de places à ces tarifs est limité et les places ne sont pas disponibles sur tous les vols. Nouvelles réservations seulement. La surcharge de carburant est incluse dans les tarifs énoncés. Taxes additionnelles, frais supplémentaires et surtaxes en sus, s'il y a lieu. Non remboursable. Cette offre peut être combinée à d'autres tarifs. Achat préalable de 7 jours nécessaire. *Vols offerts jusqu'au 17 avril 2004 seulement.

† Le service débutera le 18 avril 2004. Md/mc Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V. employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Canada Inc. et par WestJet.



SERVICE EN BOEING 737 COLLATIONS GRATUITES

RÉSERVATIONS DE VOITURE ET D'HÔTEL SUR WESTJET.COM

APPELEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES OU WESTJET AU 1 877 956.6982

RÉSERVEZ EN LIGNE SUR

westjet.com

WESTJET
Moins cher. Plus sympa.

PLUS D'ESPACE POUR LA TÊTE ET LES JAMBES. AUCUN COMPTANT.



Accent GS 2004

0%

Financement à l'achat*
Jusqu'à 48 mois

OU

0\$

de comptant

Louez à partir de

149\$*

par mois/60 mois
0 \$ de dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus

- Moteur multisoupapes à DACT de 1,6 litre
 - Transmission manuelle à 5 rapports
 - Deux coussins gonflables
 - Dossier arrière rabattable 60/40
 - Deux rétroviseurs extérieurs à commandes manuelles
 - Porte-verre double
 - Suspension indépendante aux quatre roues
 - **Direction assistée incluse**
 - Et beaucoup plus.
- RENSEIGNEZ-VOUS SUR LES MENSUALITÉS DE LOCATION IMBATTABLES SUR L'ACCENT GL 4 PORTES ET LA SPORTIVE ACCENT GSi 3 PORTES.

TOUT TOUT TOUT
CE QUE VOUS RECHERCHEZ DANS UNE VOITURE

0%
financement à l'achat jusqu'à
60
mois
sur modèles sélectionnés!

Elantra GL 2004

- Moteur 2,0 litres à DACT, CVCS et 16 soupapes
- Deux coussins gonflables
- Transmission manuelle à 5 rapports
- Dossier arrière rabattable 60/40
- Radio AM/FM/CD
- Télécommande d'ouverture du coffre et du volet de réservoir
- Porte-verre double
- Suspension indépendante aux 4 roues
- Et beaucoup plus

0%

Financement à l'achat*
Jusqu'à 60 mois

OU

Louez à partir de
159\$*

par mois/60 mois
Comptant de 1995 \$
0 \$ de dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus



Santa Fe 2004

0%

Financement à l'achat*
Jusqu'à 48 mois

OU

Louez à partir de
199\$*

par mois/60 mois
Comptant de 2995 \$
0 \$ de dépôt de sécurité

- Moteur 4 cylindres de 2,4 litres à DACT et 16 soupapes
- Transmission manuelle à 5 rapports
- Traction avant
- Freins à disque aux 4 roues
- Roues en alliage d'aluminium de 16 po avec pneus BFGoodrich*
- Radio AM/FM/CD
- Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques
- Et beaucoup plus

Sonata GL 2004

- Moteur 2,4 litres à DACT
- Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques
- Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs
- Climatisé
- Régulateur de vitesse
- Transmission automatique SHIFTRONIC^{MC}
- Télédévrouillage avec alarme
- Et beaucoup plus

0%

Financement à l'achat*
Jusqu'à 60 mois

OU

Louez à partir de
205\$*

par mois/60 mois
Comptant de 2495 \$
0 \$ de dépôt de sécurité



Tiburon 2004

0%

Financement à l'achat*
Jusqu'à 48 mois

OU

Louez à partir de
239\$*

par mois/60 mois
Comptant de 1995 \$
0 \$ de dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus

- Moteur 2,0 litres à DACT, CVCS et 16 soupapes
- Transmission manuelle à 5 rapports
- Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs
- Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques
- Phares antibrouillard
- Roues en alliage d'aluminium
- Radiaux Michelin® P205/55R-16
- Freins à disque aux 4 roues
- Et beaucoup plus

XG350 2004

- Freins antiblocage ABS et antipatinage
- Coussins gonflables frontaux et latéraux
- Sellerie en cuir
- Sièges avant chauffants
- Toit ouvrant électrique
- Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs
- Contrôle automatique de la température
- Régulateur de vitesse
- Transmission automatique SHIFTRONIC^{MC}
- Glaces, verrouillage et rétroviseurs extérieurs dégivrants à commandes électriques
- Et beaucoup plus

0%

Financement à l'achat*
Jusqu'à 48 mois

OU

Louez à partir de
359\$*

par mois/60 mois
Comptant de 3695 \$
0 \$ de dépôt de sécurité



www.hyundaicanada.com

DES VOITURES GARANTIES POUR LONGTEMPS :

Garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur • Assistance routière
24 heures de 3 ans/kilométrage illimité, comprenant livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit.



*Programme de location des Services financiers Hyundai pour les véhicules 2004 neufs suivants : Accent GS/Elantra GL/Tiburon/Sonata GL/Santa Fe GL 4 cylindres à traction avant/XG350; PDSF à partir de 13 295 \$/15 625 \$/20 495 \$/22 395 \$/21 095 \$/32 995 \$. Taux d'intérêt annuel de 0,12 %/0,61 %/3,45 %/0,86 %/3,81 %/2,62 %, mensualités de 149 \$/159 \$/239 \$/205 \$/199 \$/359 \$ pour 60/60/60/60/60/60 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location de 8940 \$/11 535 \$/16 335 \$/14 795 \$/14 935 \$/25 235 \$. Option d'achat de 4673 \$/4997 \$/7037 \$/6204 \$/8718 \$/10 363 \$. Comptant de 0 \$/1995 \$/1995 \$/2495 \$/2995 \$/3695 \$, première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 0 \$ pour tous les modèles. Prix de location de l'Accent GS 2004 calculé après déduction du PDSF d'un crédit de location en gros de 350 \$ du fabricant (crédit de location en gros du fabricant pour l'Accent GS annoncée uniquement). Frais de transport et de préparation inclus pour les Accent, Elantra et Tiburon; en sus pour les Sonata, Santa Fe et XG350. Toutes taxes applicables, frais d'immatriculation et frais d'acquisition de location de 350 \$ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. †Taux annuel de financement à l'achat de 0 % jusqu'à 48 mois pour tous les modèles Accent, Tiburon, Santa Fe et XG350 2004; jusqu'à 60 mois pour tous les modèles Elantra et Sonata 2004. Les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus (Québec). Exemple de financement : 10 000 \$ à un taux annuel de 0 %/0 % équivalent à des mensualités de 208,33 \$/166,67 \$ pour 48/60 mois. Coût de prêt de 0 \$/0 \$ pour une obligation totale de 10 000 \$/10 000 \$. En optant pour le financement à l'achat de l'Accent GS 2004 annoncée, l'acheteur renonce au crédit de location en gros. Si le crédit de 350 \$ s'appliquait à l'offre de financement de l'Accent GS 2004, le taux d'intérêt annuel effectif de l'offre d'achat serait alors de 1,31 % sur une période de 48 mois. Toutes les offres de financement à l'achat et de location sont pour une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails.

HYUNDAI
Gagnant

Metro Hyundai
5008, rue Decarie
Montréal (514) 485-0001
Hyundai Président
4600 "B" boul. St-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 624-7777
Ulsan Hyundai
1625, boul. Hymus
Dorval (514) 683-5702
Vaudreuil Hyundai
125, Aimé-Vincent
Vaudreuil (450) 455-3677

Seray Auto Inc.
730, boul. Périgny
Chambly (514) 875-1959
Longueuil Hyundai
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil (450) 670-2080
Les Automobiles Cloginor
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
(450) 348-6817
Brossard Hyundai
8450, boul. Taschereau
Brossard (450) 671-2225

Hyundai Casavant
200, rue Johnson, Est
St-Hyacinthe
(450) 774-6344
Hyundai Granby
1196, rue Principale
Granby 1-888-549-8632
Hyundai de Châteauguay
77, boul. St-Jean-Baptiste
Châteauguay
(450) 699-8555
Hyundai Varennes
1855, route 132
Varennes (450) 652-4979

Hyundai Valleyfield
860, boul. Monseigneur Langlois
Valleyfield (450) 370-3330
Desmeules Hyundai
1237, boul. Des Laurentides
Laval (450) 668-6393
Hyundai Auto St-Jérôme
1180, boul. Des Laurentides
St-Jérôme (450) 432-4252
Chomedey Hyundai
2480, boul. Curé Labelle
Laval (450) 682-6000
Hyundai Blainville
1053, boul. Curé Labelle
Blainville (450) 434-5484

Houle et Frères Hyundai
290 Montée Masson
Masouche (450) 474-1110
Hamel Hyundai
130, rue Dubois
St-Eustache (450) 974-0440
Hyundai Ste-Agathe
1701, Route 117
Ste-Agathe-des-Monts
(819) 321-3777
Performe Hyundai
1453, boul. Paquette
Mont-Laurier (819) 623-4844
Hyundai de Lanaudière
1165, rue de Lanaudière
Joliette (450) 759-7669

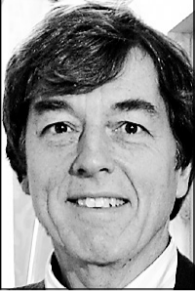
Coiteux Hyundai
5235, av. Papineau
Montréal (514) 521-3201
Hyundai Repentigny
845, rue Notre Dame
Repentigny (450) 582-3182
Hyundai Sorel-Tracy
1864, boul. Fiset
Sorel-Tracy (450) 743-1244
Hyundai Gabriel
7020, boul. Henri-Bourassa, Est
Montréal (514) 329-7777
Volois Hyundai
125 boul. Lemire Ouest
Drummondville (819) 478-8148

Hyundai Victoriaville
433, boul. Bois-Francs, Nord
Victoriaville
(819) 758-5775
Hyundai N. Paquin Auto
51, 10^{ème} Avenue, Ouest
Amos (819) 732-5995
Dynastie Automobile Ltée
494, Avenue La Rivière
Rouyn (819) 762-1741
Poirier Hyundai
1940, 3^{ème} Avenue
Val d'Or (819) 874-2886

FORUM

SGF: un bilan respectable

Souvent, les observateurs ne retiennent que les échecs qui ont fait la manchette des journaux



L'auteur a été PDG de la SGF de 1997 à 2003. Auparavant, il avait été président-directeur général du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec de 1980 à 2003.

Depuis des mois, la SGF est montrée du doigt par les nouveaux dirigeants politiques du gouvernement Charest, mais il n'est pas question dans ce court texte de nous laisser entraîner dans un discours politique: non, nous voulons simplement rappeler que cette société d'État fonctionnait selon des règles connues et bien établies et qu'à moyen et long termes sa rentabilité ne fait pas de doute. Qu'un gouvernement veuille changer la mission de la SGF, c'est son droit le plus strict. Par ailleurs, les jugements sur les actions passées de la SGF ne peuvent s'exercer qu'en fonction du mandat qu'on lui avait confié.

Un court historique

La SGF, fondée en 1962 par Jean Lesage, a vu sa mission évoluer en fonction des besoins du Québec et des tendances de fond de l'économie mondiale. À l'origine, la SGF avait pour but d'appuyer la création d'un véritable capitalisme québécois. Dans les années 70 elle est devenue une institution spécialisée dans le développement de grands projets manufacturiers. Puis l'investissement direct étranger ayant été identifié comme facteur-clé de la croissance économique, sa mission s'est élargie pour attirer des capitaux internationaux au Québec. Enfin, dans les années 90, après que la mission de la SGF fut débattue en commissions parlementaires regroupant des élus de tous les partis, le gouvernement décida que la SGF, d'une part, ne serait plus jamais majoritaire dans ses prises de participation et, d'autre part, qu'elle accentuerait ses investissements dans le développement de nouveaux secteurs porteurs comme les biotechnologies ou la haute technologie.

Forts de cette nouvelle mission, cadres et employés ont travaillé avec passion et acharnement pour le développement de l'économie québécoise. Au vu des résultats globaux, on doit reconnaître qu'ils ont atteint leurs objectifs. En cinq ans, la SGF, avec plus de 150 partenaires privés, dont 65 étrangers, aura investi 11,2 milliards de dollars dans l'économie québécoise, 1,6 milliard de dollars venant de son actionnaire, l'État, le reste provenant entièrement du secteur privé. Ses investissements ont donc été dictés par le risque qu'était prêt à prendre le secteur privé et le rendement qu'il anticipait. Si le partenaire privé réussissait, la SGF aussi; s'il y avait des difficultés pour l'entrepreneur, il y en avait aussi pour son associé minoritaire, la SGF. N'est-ce pas ainsi que fonctionne le capitalisme partout sur la planète? Comment peut-on maintenant reprocher à la SGF d'avoir fonctionné exactement comme le reste du monde et en partenariat?

Avec ses investissements la SGF a créé 56 000 emplois directs et indirects, et l'on parle ici de nouveaux emplois seulement. Elle a été à la base, toujours avec des partenaires privés majoritaires, de 35 % de tous les investissements manufac-



Des bons coups de la SGF, mais aussi des moins bons, dont celui de l'usine Métallurgie Magnola d'Asbestos.

turiers au Québec. Plus encore, des spécialistes indépendants ont déterminés que les investissements de la SGF et de ses partenaires ont permis au PIB québécois d'augmenter de 1,2 % et au chômage de baisser de 1 %. Ce n'est pas le fruit du hasard si le P.I.B. du Québec a été, en 2002, le plus élevé de tous les pays du G7.

Bien sûr, les observateurs ne retiennent souvent que les échecs qui ont fait la manchette des journaux. Mais personne n'a prétendu que la SGF ne subirait pas d'échecs. Est-il raisonnable de s'attendre d'une société de placement, privée ou étatique, qu'elle fasse toujours et seulement des bons coups? Tous ceux qui possèdent des valeurs mobilières savent de quoi on parle. La SGF n'oeuvrait pas dans un monde à part, mais bien dans une économie ouverte avec les hauts et les bas que cela suppose. Lorsque le marché du bois connaît une baisse, les investissements dans ce secteur sont tous affectés, y compris ceux auxquels participe la SGF. Lorsque la « bulle » des technologies a éclaté en 2001 et 2002, la SGF aussi a écopé.

Un exemple sectoriel

À travers toutes les fluctuations qui caractérisent notre économie, la globalité des résultats n'est-elle pas plus pertinente que le détail passager? Prenons un exemple parmi les centaines d'investissements de la SGF: la reconstruction de la pétrochimie québécoise.

Dans les années 1990, le Québec était quasiment rayé de la carte de la production pétrochimique nord-américaine pour des raisons trop longues à expliquer ici. Or la pétrochimie est aussi à la base de nouveaux produits performants allant des polymères aux textiles géotechniques. Il a fallu à la SGF une persévérance à toute épreuve pour réussir à rebâtir, dans l'Est de Montréal et en Montérégie, une chaîne pétrochimique concurrentielle, créatrice d'emplois à haut savoir et plus propre qu'aucune autre en Amérique du

Nord. Tout cela avec le concours d'investisseurs américains, espagnols et anglais qui y ont investi près de deux milliards de dollars.

Tout le milieu des affaires sait que des investissements aussi intensifs en capital ne produisent guère de bénéfices dans leurs premières années. En fait, il faut de cinq à sept ans avant que de tels projets atteignent leur pleine rentabilité. Dès l'an prochain par contre, la SGF devrait commencer à récolter les fruits de son acharnement. Quand le bénéfice annuel de la SGF s'enrichira des

Est-il raisonnable de s'attendre d'une société de placement, privée ou étatique, qu'elle fasse toujours et seulement des bons coups?

contributions des investissements qui seront passés du démarrage à la pleine production, va-t-on se rappeler des efforts passés et de la planification intelligente qui fut faite?

La prospection d'entreprises

La vision, le courage et l'acharnement, bien qu'essentiels, ne sont pas suffisants pour développer une économie. Il faut aussi trouver des investisseurs qui, de tous les endroits propices sur la planète, décideront d'investir au Québec. Or pour démarcher un investisseur, les étapes sont connues. On doit aller le chercher car il ne viendra pas tout seul. Il faut n'avoir jamais fait de prospection pour croire que le Québec dispose d'avantages comparés absolus qui généreront spontanément des investissements. Il faut donc aussi convaincre. Pour cela, il faut faire toutes les analyses requises avec l'investisseur, situer tous les avantages du Québec et monter un projet dans lequel il sera prêt à investir la majorité des capitaux à risque.

Dans le jargon de l'investissement,

cette démarche est encadrée par ce que l'on appelle un MOU (*memorandum of understanding*). En concluant un MOU, l'entreprise privée et la SGF s'engagent, à frais partagés, à faire les analyses de marché, à fouiller la faisabilité du projet et à créer l'entité juridique par laquelle l'investissement pourra se faire. Une fois ses étapes accomplies, la vraie question se pose: faisons-nous cet investissement? Dans la négative, souvent pour des raisons liées aux fluctuations du marché mondial ou à des risques jugés trop élevés par rapport au rendement escompté, il est évident que l'argent investi ne sera pas récupéré. Dans l'affirmative, les frais initiaux dans le MOU permettent d'accélérer la réalisation de l'investissement. Dans un cas comme dans l'autre, le MOU est essentiel pour tout investisseur et particulièrement important pour faire valoir les avantages du Québec.

C'est également pour ce travail que les employés de la SGF (tous les employés, pas seulement les cadres supérieurs) se sont vu accorder une bonification. Je persiste à croire qu'attirer au Québec des milliards de dollars, avec toutes les retombées positives qui y sont associées, méritait reconnaissance. En fait, 50 % de la bonification dépendait des résultats de prospection et de développement des affaires, l'autre 50 % était lié à la rentabilité. La SGF étant toujours minoritaire, il faut aussi comprendre que c'était à ses partenaires capitalistes à qui incombaient, en premier chef, la direction et la rentabilité des entreprises qu'ils contrôlaient. Bien entendu, aucun système de bonification n'est parfait. Mais avant de sacrifier les cadres et les employés de la SGF à l'autel de la rentabilité absolue, j'ose espérer qu'à la lumière des Enron, Parmalat et autres trop nombreux scandales financiers de ce monde, on se rappellera que la rentabilité comme seul objectif n'est pas un gage de bonne gestion.

Dynamiser l'économie des régions

Les efforts de la SGF ont permis de dynamiser et moderniser plusieurs secteurs industriels dans toutes les régions du Québec. En fait, plus de 70 % des investissements de la SGF et de ses partenaires se sont faits en dehors de Montréal et de Québec. Les régions du Québec connaissent les retombées positives dont elles ont bénéficié durant cinq ans grâce à la SGF. Les statistiques démontrent que toutes les régions, même la Gaspésie, ont progressé dans la création de richesses collectives. Alouette sur la Côte-Nord, Wyagamak en Mauricie, CFL en Estrie, DSM Biologics à Montréal et tous les autres sont des preuves vivantes de la réussite de la SGF.

D'abord et avant tout, la mission confiée par l'État à la SGF en était une de développement et de levier sur l'économie et l'emploi. Le récent Rapport Brunet, commandé par l'actuel gouvernement, ne semble d'ailleurs pas remettre en question cette orientation fondamentale. Ce rapport parle plutôt d'autofinancer les investissements de la SGF à même ses propres revenus. Bien que cela nous semble impossible, à court terme, si nous voulons continuer de développer plusieurs secteurs porteurs, notamment en régions, il est curieux de constater que cette recommandation était inscrite dans le nouveau plan de développement présenté par l'ancienne administration de la SGF à l'ancien gouvernement en février 2003. Cette recommandation avait également été soumise à l'actuel ministre du Développement économique et régional alors qu'il était président de la Chambre de commerce du Québec.

L'avenir économique des Québécois doit primer à tout prix. Le Québec a besoin de tous ses outils de développement économique, dusent-ils être ajustés de temps à autre selon les volontés politiques. L'inaction est nuisible à l'organisation. Elle peut ruiner cinq ans d'efforts de développement de réseaux et de présence internationale et envoyer un très mauvais message à la communauté économique mondiale.

Le PQ et la gauche sociale: un piège à cons!

Les militants d'Option citoyenne pensent qu'il faut enfin offrir une réelle option de gauche aux électeurs

JEAN-FRANÇOIS DELISLE

Alors même que le nouveau parti de gauche provisoirement appelé Option citoyenne, animé par madame Françoise David, n'est encore qu'en gestation, plusieurs voudraient déjà l'enterrer en arguant de son « inutilité » ou de sa « nullité » présumée. Selon les uns, il n'aboutirait qu'à diviser l'opposition et contribuerait en fin de compte à maintenir au pouvoir les libéraux honnis. D'autres décrètent pour leur part l'absence de salut politique pour les Françoise David et autres militants communautaires impliqués dans Option citoyenne,

leur conseillant au passage de retourner à leurs oignons. Sincères mais naïfs, insinue-t-on...

Que François Legault suggère aux gens de gauche d'investir le Parti québécois plutôt que de suivre Option citoyenne se comprend fort bien; son parti n'a aucun intérêt à se voir doubler sur sa gauche ni à se faire ravier, par conséquent, ne serait-ce que cinq ou six pour cent des voix au prochain scrutin, ce qui risquerait fort de le condamner à l'opposition pour quatre ans supplémentaires. La « carotte » souverainiste sert d'appât pour retenir (ou attirer) au sein du parti des militants qui, autrement, l'auraient

peut-être déserté depuis belle lurette... L'espoir souverainiste a souvent incité ceux-ci à prendre en patience les orientations rétrolibérales de leur direction que cette dernière leur présentait comme « nécessaires » en attendant l'arrivée dans la Terre promise de l'indépendance social-démocrate...

C'est avec ce cercle vicieux que veulent rompre les gens d'Option citoyenne. Il ne s'agit pas de sympathiques hurluberlus mais de militants aguerris, dont plusieurs détiennent une expérience politique déjà considérable et qui en sont venus à la conclusion, après mûre réflexion, qu'on n'est jamais si bien

servi que par soi-même. Ils croient que le Parti québécois ne possède pas le monopole de la légitimité de gauche et qu'essayer de l'infiltrer ne servirait guère à mieux qu'à lui offrir une « vitrine » progressiste très commode, en sorte de miroir aux alouettes en quelque sorte. Depuis les années 1970, les directions successives de cette formation ont souvent récupéré ou neutralisé les courants plus radicaux qui tentaient d'en infléchir les politiques. L'histoire risque de se répéter...

Les militants d'Option citoyenne pensent qu'il faut enfin offrir une réelle option de gauche aux nombreux électeurs et électrices qui ne se

reconnaissent pas dans le Parti québécois et encore moins dans le Parti libéral. Quant à l'UFP, on peut croire que l'immobilisme d'une partie de ses éléments dirigeants, leur complaisance dans une certaine marginalité et le faible score réalisé lors du scrutin de 2003 ont convaincu les animateurs d'Option citoyenne qu'il fallait aller de l'avant dans le projet de fonder un parti rassembleur sans plus attendre, quitte à s'allier aux composantes les plus dynamiques de l'UFP après des négociations honnêtes pour former une organisation cohérente et efficace. Après tout, ce n'est pas prendre la place des autres que de prendre la nôtre.

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

ÉDITORIAUX

La guillotine



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Une question hante bien des gens depuis l'étrange témoignage de Myriam Bédard, mercredi dernier, devant le comité des comptes publics : et si on (le gouvernement, le public, les médias) avait injustement condamné Jean Pelletier ? Et si l'ex-président du conseil de VIA Rail avait été victime, comme il le croit, d'une « exécution sommaire » ?

Chose certaine, ce dernier rebondissement nous rappelle les grands risques des jugements précipités. Ceux-ci agissent comme la

À la lumière du témoignage de Myriam Bédard, il devient évident que Jean Pelletier aurait dû être traité avec plus de considération.

guillotine : une fois la lame tombée, il est impossible de réparer les dégâts.

Les propos de M^{me} Bédard ont été unanimement dénoncés. Pourtant, ici aussi, il faut éviter les jugements à l'emporte-pièce.

1) Groupaction et la drogue : contrairement à ce que plusieurs ont cru, Myriam Bédard n'a pas soutenu que Groupaction était mêlé au trafic de drogue. Elle a rapporté ce que lui aurait dit le président de VIA. Elle ne s'amusa pas à colporter des ragots ; elle voulait expliquer pourquoi elle avait été conternée d'apprendre que l'entreprise voulait l'envoyer chez Groupaction : « J'avais entendu déjà de M. Lefrançois que Groupaction était impliqué dans le trafic de drogues. J'avais peur et psychologiquement j'étais paralysée. »

2) Jacques Villeneuve et les 12 millions : encore là, M^{me} Bédard n'a rien affirmé. Elle a simplement répété ce que son agent de l'époque lui aurait dit. Cette déclaration, comme la précédente, révèle que l'ancienne championne olympique ne mesurait tout simplement pas l'impact de tels ou-

dire dans le contexte d'un scandale politique.

3) La guerre en Irak : M^{me} Bédard a fait rigoler bien du monde en soutenant avec conviction que « si le Canada n'est pas engagé dans la guerre, c'est parce que (son conjoint) Nima Mazhari a donné plusieurs conseils au premier ministre. » Il faut être extraordinairement naïve pour croire que les conseils d'une seule personne aient pu avoir un tel impact. Pourquoi M^{me} Bédard a-t-elle dit cela ? Peut-être justement parce qu'en matière de politique elle est d'une grande naïveté. Peut-être parce qu'elle et son conjoint se prennent pour d'autres. Peut-être parce que c'est ce que M. Mazhari lui a raconté, lui qui a bel et bien eu l'occasion de discuter avec M. Chrétien.

Parce que Myriam Bédard est néophyte en politique, parce qu'elle a maladroitement rapporté des choses qu'elle a entendues ou cru entendre, son témoignage au sujet de ce qu'elle a vu chez VIA Rail perd-il toute crédibilité ? Non. M^{me} Bédard avait certainement l'impression à l'époque qu'il se passait des choses malhonnêtes. Elle est apparemment convaincue que c'est ce qui a mené à son congédiement. Est-ce une perception exacte ou caricaturale de la réalité ? Il faut attendre

d'avoir tous les faits en main avant de porter un jugement.

À la lumière du témoignage de l'athlète retraitée, les propos méprisants de M. Pelletier à son égard deviennent-ils excusables ? En déclarant que M^{me} Bédard était « une pauvre fille qui fait pitié, qui n'a pas de conjoint », l'ancien président du conseil de VIA voulait-il mettre les gens en garde contre le jugement parfois défaillant de son ancienne employée ? Peut-être. Mais les mots choisis restent insultants. De plus, comme l'a soutenu Paul Martin, ces commentaires transmettaient un bien mauvais signal aux gens qui songent à sortir de l'ombre pour témoigner de ce qu'ils ont vu.

Cette gaffe était-elle assez grave pour justifier une destitution ? Cela nous paraît beaucoup moins clair aujourd'hui qu'il y a trois semaines. Malgré quelques paroles malhonnêtes, Myriam Bédard demeure une grande championne, qui mérite le respect. Selon la même grille d'analyse, Jean Pelletier n'est-il pas toujours, malgré quelques mots malheureux, un serviteur méritoire de l'État ? N'aurait-on pas dû (le gouvernement, le public, les médias) le traiter avec plus de considération ?

La tendresse et la ville



mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

Le titre de la série a fait image, bien sûr. Mais il n'était pas tout à fait conforme au contenu. Car si, en effet, elles avaient souvent des conversations crues et ne dédaignaient pas une bonne partie de jambes en l'air, les quatre filles de *Sex and The City* passeront à l'histoire pour tout autre chose. Pour leur intelligence, leur humour, leur franchise, leur vulnérabilité, leur humanité.

Et leur tendresse, surtout leur tendresse.

La série « Sex and The City » a proposé une nouvelle définition de la féminité et même du féminisme.

Sex and The City, c'est terminé, maintenant. On aura bouclé la boucle en six saisons et 94 épisodes : l'ultime volet sera présenté en reprise ce soir à l'antenne de la chaîne Bravo !

En un peu moins de 100 demi-heures, Carrie, Samantha, Miranda et Charlotte auront ainsi eu le temps de devenir des intimes.

Elles ont souvent ému et parfois exaspéré.

Elles ont en passant « féminisé » New York, qui est une ville mâle — contrairement à Paris, par exemple. Une cité à prime abord carrée, puissante, dure, ambitieuse, qu'elles ont transformée chaque semaine en un petit paradis de douceur et

de raffinement, de beauté et de chaleur, ce dont New York est d'ailleurs capable aussi dans la vraie vie.

Enfin et surtout, le quatuor a apporté quelque chose de neuf.

Il y a en effet plusieurs raisons pour lesquelles une oeuvre télévisuelle devient une série-culte. L'effet de mode n'est pas à négliger. Pas davantage que l'exhibition, dans les situations et les comportements, d'une certaine modernité clinquante et un peu factice qui a pour fonction de séparer les *happy few* branchés du commun des ploucs : *Sex and The City* a abondamment joué cette carte-là aussi.

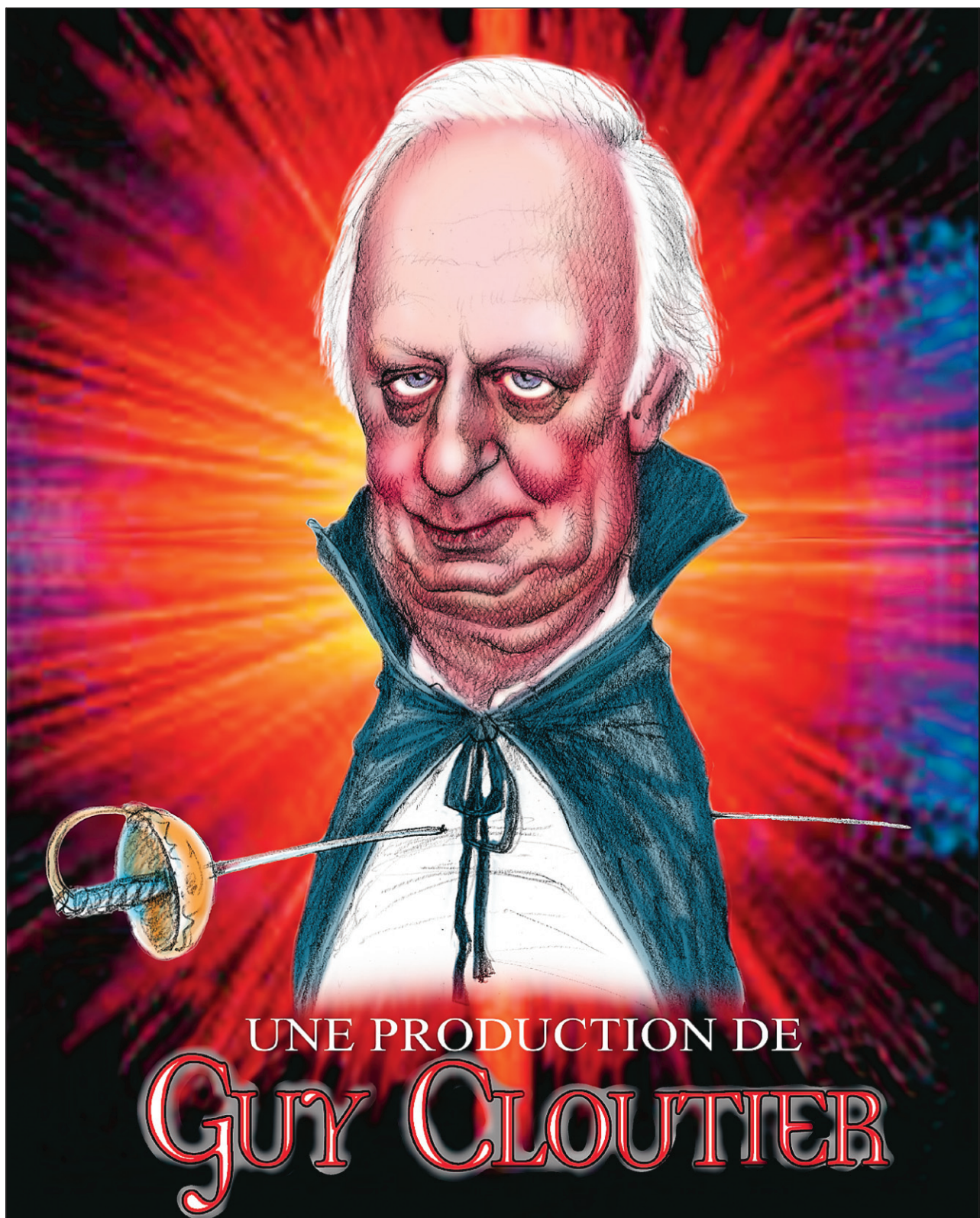
Mais il y avait bien davantage, de toute évidence.

La série a proposé une nouvelle définition de la féminité et même du féminisme. Celle vécue et celui adopté par quatre êtres humains furieusement autonomes. Capables de concilier des ambitions inconciliables, quitte à vivre les hauts et les bas qui vont avec. Fidèles en amitié comme, jadis, on aimait à dire que seuls les hommes le sont. Débarassées de toute fausse pudeur en ce qui concerne leur sexualité — d'où les dialogues à la fois explicites et d'une irrésistible drôlerie. Cédant parfois à leurs faiblesses, à leurs manies et à leurs caprices, pour ensuite s'accabler de remords. Souvent hésitantes, malhabiles, déconcertées et fragiles devant l'amour, comme chacun l'est, homme ou femme.

Ces comportements ont été interprétés de toutes les façons imaginables. De sorte que *Sex and the City* a déclenché d'épiques débats, ce qui est aussi une caractéristique des grandes oeuvres de télé. De la télé américaine en particulier, capable du pire, mais aussi du meilleur.

Carrie, Samantha, Miranda et Charlotte, elles, ne théorisaient pas.

Elles vivaient, tout simplement, avec élan, sincérité et tendresse.



LES GRANDS PORTRAITS

GUY CLOUTIER

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Le grand cirque

Le hasard fait parfois drôlement les choses. Le jour même où le couperet tombe enfin sur une histoire qui a très souvent frôlé le délire médiatique, voilà que le donjuanesque producteur, émule de René Angélil et père de notre Véro nationale, se retrouve, menottes aux poignets, au banc des accusés dans le domaine toujours aussi troublant de l'agression sexuelle. Quel délicieux bonbon pour les médias...

Et c'est reparti pour la machine à spéculations et les insatiables fabricants de potins ! Maintenant qu'on a remis la monnaie de sa pièce à cet animateur controversé visiblement porté sur la chose et qu'on l'a assassiné bien comme il faut, on peut d'ores et déjà déverser tout notre fiel sur ce producteur dont on se hâtera de dire qu'il est, à l'évidence, un homme à femmes qui ne méritait que cette accusation à saveur de châtimement.

Loi de moi l'idée de prétendre que les acteurs de ce désolant spectacle ne sont pas les artisans de leur propre malheur, je voudrais simplement rappeler au public qui jubile à l'idée d'applaudir à la mise à mort des condamnés qu'ils sont avant tout les marionnettes d'un cirque médiatique qui les manipule et les contrôle jusqu'à plus soif. Et qu'ils participent, de ce fait, à la plus triste entreprise de démolition qui soit, soit celle d'éclabousser des vies entières avant même qu'un jugement juste et équitable ait été rendu. Comme tout ça est pathétique.

Robert Campeau
 Montréal

Une femme qui a du cran

Bravo à M^{me} Huguette Tremblay, qui a témoigné devant le Comité des comptes publics, jeudi, dans le cadre du scandale des commandites. C'est une femme qui a du cran. J'espère seulement qu'elle n'aura pas à souffrir de son honnêteté. Une « pauvre » petite fonctionnaire qui vient de donner un direct du droit à Gagliano et gifler très sérieusement les Jean Pelletier (lire Jean Chrétien), Coderre et autres ministres et députés ainsi que les quatre

grands affamés des maisons de communication que l'on connaît déjà. Imaginez maintenant les réactions de déni, de surprise, de victimes de tous ces intimés qui évidemment ignorent tout et ne peuvent comprendre qu'un tel complot soit dirigé contre leurs honnêtes personnes. On peut même s'attendre à des réactions agressives en direct dans une prochaine épisode de PC-Académie (PC pour politicien corrompu). Mes pensées les plus positives et mon plus grand soutien vont à M^{me} Tremblay qui risque de ne pas être au bout de ses peines. Une fois cette affaire terminée, quand nous nous serons éloignés de ce scandale, quelqu'un, quelque part risque de la faire payer pour ses affirmations.

Roger Couture
 Shawinigan

Tous devant le Comité

Pour en avoir le coeur net dans le scandale des commandites, il serait bon de faire passer tous les anciens ministres et leurs sous-ministres devant le Comité, afin de voir les contradictions des uns et des autres. Peut être alors serait-il possible de voir un peu plus clair. Quand je dis ministres et sous-ministres, j'entends par là tous ceux qui étaient dans le cabinet de Jean Chrétien, ce qui comprend Paul Martin. Celui-ci

ne devrait avoir aucune crainte, puisqu'il affirme n'être au courant de rien. Mais que chaque personne soit questionnée avec la même rigueur.

Hildegarde Carle

Un lynchage prématuré

Le lynchage médiatique de Myriam Bédard m'est apparu prématuré. Il n'existe qu'un seul moyen de contrer l'omertà, c'est de parler. Peu m'importe que Myriam Bédard ne fasse que rapporter des paroles entendues : on ne s'attend pas à ce que ces messieurs d'Ottawa aient semé des preuves comme le Petit Poucet. À moins d'avoir tout inventé, ce qui ressortit seulement à sa conscience, elle a eu raison de tout dire. Ce sera aux juges de déterminer si ce qu'elle a relaté peut être retenu ou non. Ce n'est tout de même pas Myriam Bédard qui a fait disparaître les centaines de millions que nous cherchons ! Où sont aujourd'hui tous ceux qui l'ont incitée à parler, ceux qui se tordaient de plaisir en écoutant son témoignage ? Comme le Chaplin des Temps modernes, Myriam Bédard se retourne et ne voit plus personne de cette foule qui l'a menée au charbon.

Alain Cognard
 Écrivain

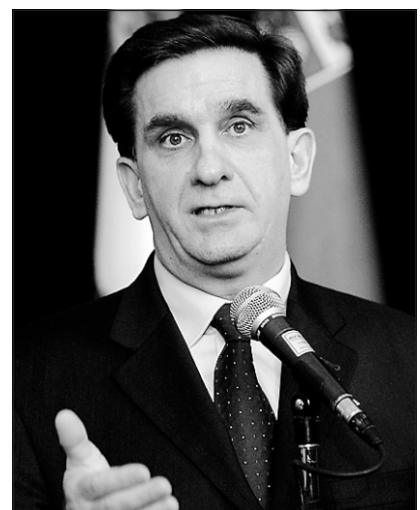
APPEL À TOUS

Si j'étais ministre des Finances...

Le ministre des Finances du Québec, Yves Séguin, déposera mardi prochain son deuxième budget. Pour les journalistes et pour les contribuables, il est facile de critiquer un ministre des Finances. Mais imaginez un instant que vous êtes à la place de M. Séguin... Quelle serait votre priorité, la baisse des impôts ou la diminution de la dette ? Mettriez-vous tout l'argent disponible dans la santé ou en laisseriez-vous pour d'autres ministères ? Chercheriez-vous à maintenir à tout prix le déficit zéro ?

Écrivez-nous nombreux à forum@lapresse.ca.

Les textes jugés les plus pertinents seront publiés dans nos pages mardi, jour du budget.



Le ministre Yves Séguin

Le luxe. Version abordable.

Ford Taurus LX 2004

19 998 \$ à l'achat*

- Moteur V6 de 3 L
- Boîte automatique 4 vitesses
- Sièges pour 6 occupants
- Glaces, rétroviseurs et verrouillage des portes à commande électrique
- Volant réglable
- Climatisation
- Antidémarrage SecuriLock®
- Programmeur de vitesse



La sécurité. À prix sécurisant.

Ford Freestar SE 2004

289 \$ / mois**
Transport inclus
Location 48 mois
Ensemble sécurité active
inclus – valeur de 800 \$

Obtenez 0% de financement à l'achat jusqu'à 60 mois†



Le « meilleur choix »
de l'Insurance Institute
for Highway Safety

Groupe motopropulseur : Nouveau moteur V6 de 4,2 L (couple : 265 lb-pi à 3 500 tr/min) • Boîte automatique à 4 rapports avec commande hydraulique à réponse rapide pour des passages de vitesse plus souples • Nouveaux supports hydrauliques du groupe motopropulseur pour un roulement silencieux • Toute nouvelle suspension avant • Climatisation à 3 zones en option • Pédales à réglage électrique en option



Le Ford Freestar a obtenu la plus haute cote de sécurité pour le conducteur et le passager avant en cas de collision frontale décernée par la National Highway Traffic Safety Administration du gouvernement américain (www.NHTSA.com).

Exclusif à Ford



Ensemble sécurité active

1. Contrôle dynamique de stabilité AdvanceTrac®
2. Antipatinage à toutes les vitesses
3. Fonction d'assistance au freinage d'urgence
4. Sonar de recul

Ford, le choix n° 1 au pays‡



Bien pensé

Photos à titre indicatif seulement. * Transport (Taurus : 995 \$) et taxes applicables en sus. ** Dépôt de sécurité de 350 \$, mise de fonds de 4 295 \$ et première mensualité exigés. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. † L'offre de 0 % de financement à l'achat s'applique à l'achat des modèles Freestar 2004 neufs en stock pour un terme maximal de 60 mois. Ces offres s'adressent à des particuliers sur approbation de crédit de Crédit Ford et ne peuvent être jumelées à aucune autre, à l'exception de la remise aux diplômés pour laquelle certaines conditions s'appliquent. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Ces offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules neufs en stock et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Votre conseiller Ford peut vendre ou louer moins cher. Voyez votre conseiller Ford pour obtenir tous les détails. ‡ Selon les données d'immatriculation Polk (de janvier 2002 à août 2003) relatives aux véhicules de marque Ford.